

M. Pierre Bérégovoy est nommé premier ministre

Les écologistes en Europe

CURIEUSEMENT, le phénomène « Verts », consacré par les récentes élections régionales et cantonales, est apparu en France avec un temps de retard. Chez la plupart de nos voisins européens, voilà des années, en effet, que les écologistes, en dehors de leur lutte de principe pour la défense de l'environnement et leurs grandes manifestations contre les centrales nucléaires, sont venus dégrader la classe politique traditionnelle, voire brouiller les cartes.

Ce fut le cas d'abord en Allemagne, où les Grünen se sont vite radicalisés pour former une vague de contestation, parfois violente, d'un « établissement » jugé endormi et de l'Etat capitaliste. Mais après quelques heures glorieuses, dans les années 80, et quelques succès électoraux retentissants, surtout dans les scrutins régionaux où ils faisaient parfois alliance avec le SPD, le mouvement s'est divisé.

ELIMINÉS du Bundestag après les élections fédérales de décembre 1990, les Verts allemands avaient été leurs querelles au grand jour lors de leur dernier congrès d'avril 1991. Aujourd'hui, seuls les Grünen méditerranéens gardent une certaine influence dans les gouvernements des Länder.

Les Verts britanniques, laminés par le scrutin uninominal majoritaire à un tour qui donne son charme diabolique à la vie politique anglaise, n'ont jamais réussi à faire élire un seul député au Parlement de Westminster. On ne peut guère le regretter dans la mesure où ce mouvement est d'un dogmatisme déconcertant. Après leur franc succès au scrutin européen de juin 1989, lors duquel ils ont obtenu 15 % des voix, les Verts ne sont plus crédités que d'environ 4 % d'intentions de vote avant les élections générales du 9 avril.

« POURQUOI » ne pas voter « Vert » ? Dans plusieurs autres pays d'Europe, le mouvement écologiste s'est résumé à un simple phénomène de protestation et de rejet, parfois franchement jacobiniste, exploitant, par des propositions quelquefois fantaisistes, une lassitude des électeurs à l'égard des partis traditionnels. C'est le cas aux Pays-Bas et dans les pays nordiques. Comment expliquer autrement, en effet, le succès instantané (20 députés) du Parti de l'environnement aux élections de 1988 en Suède, ou justement des questions telles que la sûreté nucléaire, la protection de la nature et des consommateurs, figurent en bonne place des programmes de tous les partis et gouvernements - de droite comme de gauche ?

Ce ne fut d'ailleurs qu'un coup de colère, puisque ces grands prêtres de l'agriculture macabrologique, parfois taxés d'« écolofascisme » par leurs adversaires lorsqu'ils réclament des réformes constitutionnelles restreignant les libertés individuelles au nom de la préservation de la planète, ont été évincés trois ans plus tard du Riksdag. Au Danemark, en Finlande, en Norvège - où ils sont aussi généralement anti-européens - leur influence a encore été plus limitée.

Ainsi que le mouvement écologiste, dont de nombreuses idées ont été, à bon escient, récupérées et souvent mises en œuvre par les partis traditionnels, est en perte de vitesse dans la plupart des pays d'Europe. MM. Lalonde et Waechter peuvent se targuer d'un beau succès lors des dernières élections régionales. Si elle paraît aller à contre-courant, la France est aussi en quelque sorte en situation de « rattrapage ».

M0147 - 04030 - 6,00 F



- Mme Edith Cresson regrette de n'avoir pu « remplir pleinement » sa mission
- Les Verts refusent de participer au prochain gouvernement

M. Pierre Bérégovoy a été nommé premier ministre, jeudi matin 2 avril, en remplacement de M^{me} Edith Cresson dont la démission a été acceptée par M. François Mitterrand après trois jours de longues et laborieuses tractations.

Dans sa lettre de démission, M^{me} Cresson rappelle qu'elle aurait souhaité disposer d'une équipe gouvernementale « trentaine, plus soudée » et du soutien des dirigeants du Parti socialiste. Ces conditions n'étant pas réunies, elle regrette de n'avoir pu « remplir pleinement » sa mission.

La composition du gouvernement faisait l'objet, notamment, de contacts avec certaines personnalités centristes. Le PS avait maintenu le dialogue avec les dirigeants des Verts pour explorer les possibilités d'un accord politique et de l'entrée de certains d'entre eux au gouvernement, mais le mouvement de M. Waechter a fait connaître son refus jeudi en milieu de journée, faute de « contrat ». Les Verts estiment que la nomination de M. Bérégovoy « ne répond pas aux nouvelles aspirations des Français ».

Maintenant, gouverner

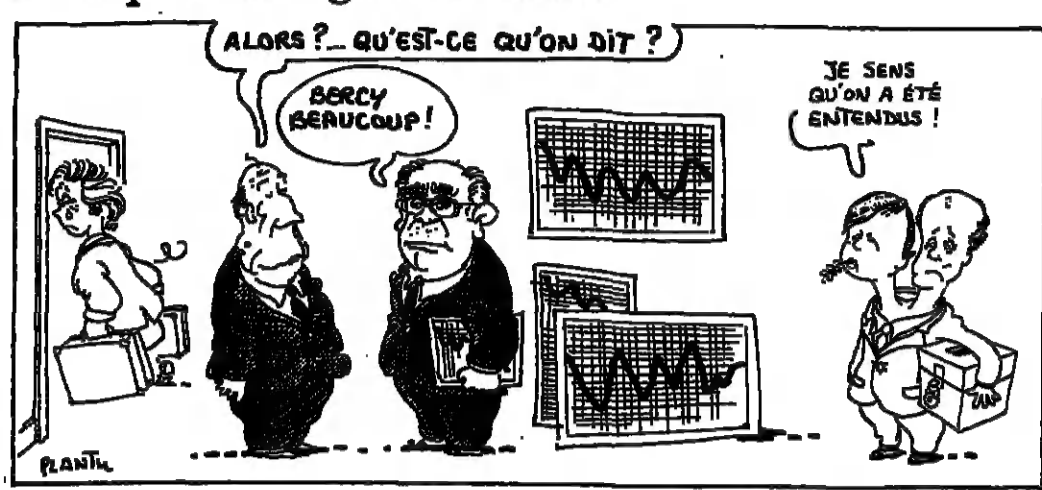
par Jean-Marie Colombani

On ne brûle pas la dernière comode : c'est en vertu de ce principe, selon lequel le roi ne saurait être nu, et qu'il lui faut toujours paraître garder une carte en réserve, que M. Jacques Delors n'est pas premier ministre. Il en est d'ailleurs des cartes de réserve comme des stocks pétroliers : on ne s'en sert jamais, mais ils pèsent sur les prix !

Le choix qu'attendaient beaucoup de Français ayant été écarté, d'autant plus sûrement que le principal intéressé considérait que,

privé de toute marge de manœuvre à Paris, il serait plus utile à Bruxelles, pourquoi la seule autre décision possible, pourquoi la sagesse - en la personne de M. Bérégovoy - n'est-elle mise tant de temps à l'imposer ?

Comment comprendre qu'un message aussi clair, une « injonction » aussi forte, dérivée non par la presse, mais par le peuple lui-même, n'ait pas reçu une réponse plus rapide, plus nette, moins contrainte ? Pourquoi avoir laissé s'installer l'impression déplorables que le nouveau promu ne l'emportait qu'à l'usure ? Pour deux raisons : le président a peut-être été



Dix mois de solitude

par Thierry Bréhier

Une femme à Maitignon ! Le choix par M. François Mitterrand de M^{me} Edith Cresson pour remplacer, le 15 mai 1991, M. Michel Rocard à la tête du gouvernement a éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel déjà orageux. Depuis des semaines le « tout-Paris politique » bruissait de ces rumeurs dont il raffole : rien n'allait plus entre le président de la République et le premier ministre ; le « père » de la « gauche tranquille » ne supportait décidément

plus son vieil adversaire, l'idole de la « nouvelle gauche ».

Dans les « cafés du Commerce », les salles de rédaction, les antichambres ministérielles, chacun se livrait au délicieux jeu des pronostics. Bien vite, un tiers fut sur toutes les lèvres : dans le désordre, M. Jean-Louis Bianco, M. Michel Delebarre, M^{me} Edith Cresson ; mais seuls les amoureux des outsiders osaient parier sur les chances du ministre de l'Agriculture de l'époque de la « gauche triomphante ».

Lire la suite page 9

Un apport de 24 milliards de dollars en 1992

Les pays riches accordent une aide massive à la CEI

par Françoise Lazare

Le président George Bush a demandé mercredi 1^{er} avril aux parlementaires américains d'octroyer plusieurs milliards de dollars en faveur de la CEI. Le même jour, le représentant de l'Allemagne au groupe des sept pays les plus industrialisés, M. Horst Koehler, faisait savoir que le G7 s'apprêtait à lancer un vaste plan d'aide à l'ex-URSS, consacrant jusqu'à 24 milliards de dollars pour la seule année 1992.

Le plan d'aide à la Communauté des Etats indépendants (CEI), l'ex-URSS, comprendrait quatre étapes. L'adhésion formelle de la Russie au FMI, ce mois-ci, la mise au point d'un programme d'ajustement économique, en mai, le financement par les pays industrialisés du déficit de la balance des paiements, en juin, et la création, à l'été, d'un fonds de stabilisation du rouble. Selon des sources officielles japonaises, cependant, il n'y aurait pas

encore d'accord formel entre les membres du G7 en faveur d'un plan global.

Depuis près de trois ans déjà, les pays industrialisés ont pris conscience des dangers d'un effondrement économique de l'URSS, devenue CEI. Selon les époques, leur degré d'intérêt a évolué, sans qu'ils soient parvenus pour l'instant à mettre sur pied un véritable programme d'aide.

Lire la suite et l'article d'ALAIN FRACHON page 4

Mobilisation

par Michel Tatu

Un entretien avec M. Bettino Craxi

Le secrétaire du PSI et les élections en Italie. page 6

Carrefour du développement

M. Yves Chaler est condamné à cinq ans de réclusion criminelle. page 12

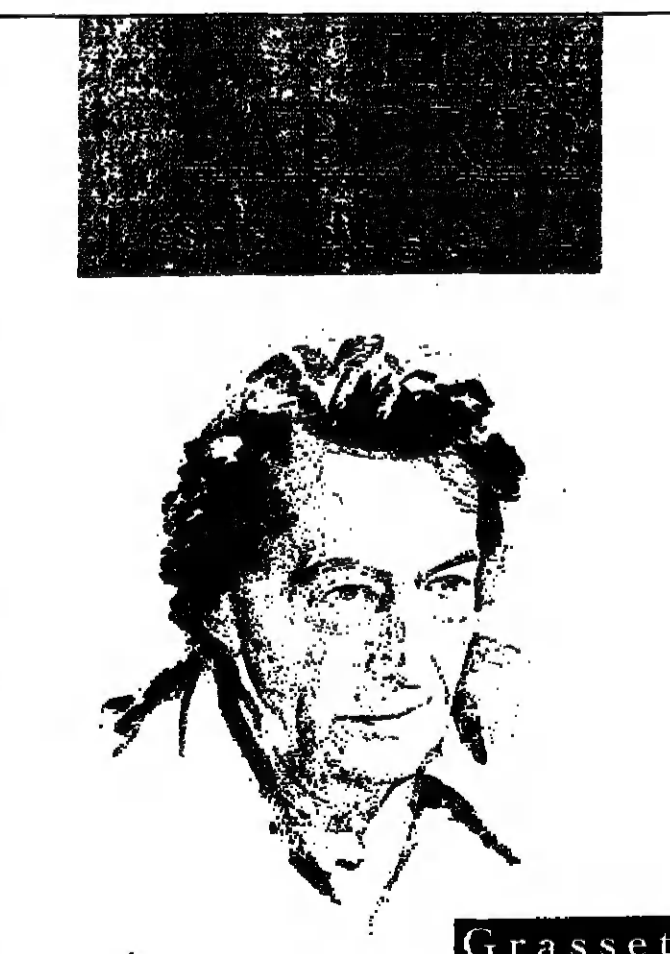
Revalorisation du plan d'épargne logement

Le plafond des dépôts est porté à 400 000 francs. page 19

LE MONDE DES LIVRES

■ Lully baladin magnifique. ■ Norman Maclean, de l'eau aux mots. ■ La femme blessée. ■ Le révolté pessimiste. ■ L'Europe au microscope. ■ La Geste au scalpel. ■ La psychanalyse dans tous ses états. ■ La faillite de Michel Braudou. ■ « Voltaire à Manhattan ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand. ■ Requiem pour les Esterhazy. pages 27 à 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26



Grasset

DÉBATS

Social

Faire reculer le chômage

par Gérard Delfau

SELON les sondages effectués à la sortie des bureaux de vote, lors des régionales, le chômage est la préoccupation première des Français. Ce constat a quelque chose de terrible, si on l'éclaire par le résultat de ces élections : perte d'audience des partis du gouvernement, et d'abord du Parti socialiste ; montée en puissance d'un vote protestataire ou catégoriel. Crise de confiance, dont il faut mesurer les conséquences à terme.

Je n'ai pas de recette miracle, mais je ne me résous pas, non plus, à cette forme de fatalisme qui consiste à attendre le salut d'une hypothétique reprise économique mondiale. D'autant que la politique macro-économique de Pierre Bérégovoy est, de mon point de vue, la meilleure possible.

L'affaire, pourtant, qu'il y a des marges à explorer. A une condition, c'est que chaque Français cesse d'attendre « la » solution de l'Etat, même si l'intervention des pouvoirs publics demeure décisive : qu'il considère que la lutte contre le chômage est son affaire personnelle, là où il vit, comme un bassin d'emploi. Tel est l'esprit des sept propositions modestes que je fais pour amener l'Etat, les collectivités locales et la société civile à s'organiser à échelle humaine, là où tout le monde se connaît pour mobiliser toutes les ressources en faveur de l'emploi, toutes les formes d'emploi.

Associer les municipalités

La première proposition, c'est de régionaliser l'ANPE, tout en lui conservant son statut de fonction publique et de la spécialiser sur sa mission de placement : les agents se plaignent, à bon droit, de la multiplicité des tâches qu'on leur impose. Ils font tout à tour de l'assistance sociale, de l'administration

de fichiers, du conseil en formation et, quand il leur reste un peu de temps, ils s'occupent de l'insertion des chômeurs dans les entreprises. Il est temps de reconnaître que cette dernière mission est devenue un métier en soi.

La deuxième suggestion est plus délicate à mettre en œuvre : elle consiste à associer les municipalités à l'établissement de la liste des demandeurs d'emploi, afin d'assurer un réel contrôle, impossible jusqu'à présent. Je sais qu'il y a un risque de clientélisme ou, pis, de refus d'inscription, en fonction de l'origine ethnique, dans certaines municipalités contaminées par les idées d'extrême droite. C'est pourquoi il faudrait prendre des précautions : laisser à l'Etat la décision finale, en cas de contestation, et élargir l'instruction de la demande, au-delà des élus, aux représentants du monde économique et du secteur social. Bref, mettre sur pied une instance du type « centre communal d'action sanitaire et sociale », qui, après tout, a fait la preuve de son efficacité dans un contexte assez proche. Qu'on prenne garde en tout cas qu'à laisser se développer impunément le travail clandestin, on nourrisse des frustrations, qui sont à l'origine précisément des réflexes d'extrême droite.

La troisième orientation consiste à systématiser la politique actuelle : offrir à tout chômeur ou allocataire du RMI un poste de travail, filée à temps partiel, par le recours massif à toutes les formes d'insertion : développement des contrats emploi-solidarité, stages en alternance, renforcement des exonérations de charges pour les salariés du secteur associatif. Je sais que toutes ces mesures ont un coût financier élevé. Aussi, cet effort budgétaire devrait-il s'accompagner d'un contrôle : en cas

de refus non motivé, il y aurait radiation du fichier des demandeurs d'emploi.

Reste que je ne suis pas sûr que l'argent public soit toujours bien employé, d'où ma quatrième suggestion : redéployer progressivement un tiers du budget consacré par l'Etat à la formation professionnelle de rattrapage au profit d'un soutien accru aux associations intermédiaires, entreprises d'insertion, régies de quartier, chantiers-écoles, etc. Ces structures, malgré un effort considérable du gouvernement, n'ont pas les moyens financiers d'une saine gestion. Sait-on qu'en règle générale, elles se créent sans fonds de roulement ? Dans le même temps, trop de jeunes fréquentent encore des « stages-parkings » qui achèvent de les éloigner du monde du travail. Martine Aubry, après André Laignel, a entrepris d'assainir cette situation. Il faut que les Français soutiennent son action. Il conviendrait aussi que l'Etat se saisisse du débat prochain sur le RMI pour amener les départements à réorienter, si nécessaire, leur politique en la matière.

Quant aux régions, qui, trop souvent, se désintéressent des problèmes d'insertion, la discussion du contrat de plan est l'occasion pour l'Etat de les mettre devant leurs responsabilités.

Relancer la formation

J'ai parlé jusqu'ici d'emploi. Et, pourtant, à moyen terme, c'est d'abord au niveau de la formation initiale que tout se joue. Chacun en est conscient. Or la France est engagée sur une mauvaise pente et l'opinion publique n'en a pas conscience : à l'heure actuelle, l'efficacité de l'enseignement professionnel et technique, au niveau du second degré, régresse, tandis qu'explorent les filières d'enseignement général. Gâchis humain, gâchis financier... En décembre, j'ai présenté, dans l'Indifférence générale, au nom de la commission des affaires culturelles du Sénat, un rapport analysant cette situation et préconisant une série de mesures. J'en résume une. Ce sera ma cinquième proposition : porter à 20 % du SMIC la bourse attribuée aux élèves qui choisissent l'enseignement professionnel. Avant même d'être une incitation, il s'agit de réparer une injustice : l'enseignement professionnel coûte plus cher aux familles qui sont d'ordinaire parmi les moins fortunées. Cela permettrait, en outre, d'établir un lien symbolique avec le marché du travail.

Je sais bien qu'une telle suggestion, conduit à reconsidérer le rôle de l'enseignement technique dans le dispositif général de l'éducation nationale. Et j'en tire ma sixième proposition : créer, dans chaque bassin d'emploi, un conseil local de formation, associant élus locaux, chefs d'entreprise et représentants des divers établissements de l'éducation nationale, y compris les collèges. Cette instance serait chargée d'assurer une réelle information des élèves sur les métiers, de développer les formations en alternance et de promouvoir l'enseignement professionnel. Chaque fois qu'existe un comité de bassin d'emploi, sa mission formation assumerait cette mission.

Enfin, puisqu'il s'agit de décentraliser la lutte contre le chômage et de l'organiser au niveau d'un territoire où joue le réseau de solidarité, je pense que devrait s'accroître la mise en place de structures de concertation et de soutien au développement économique local. De ce point de vue, les comités de bassin d'emploi sont particulièrement adaptés, puisqu'ils font travailler, ensemble et à parité de droits et de devoirs, les élus locaux, les représentants des chefs d'entreprise et ceux des salariés, avec l'appui du corps préfectoral, de l'ANPE et de la direction départementale du travail. Mais peu importe, en fin de compte, le type d'organisation choisie par les acteurs locaux : l'essentiel, c'est sa capacité de susciter des initiatives pour faire reculer le chômage. Telle est ma septième et dernière proposition.

Rien de neuf, dira-t-on ? Plutôt, une accélération significative de la politique actuelle.

► Gérard Delfau est sénateur socialiste de l'Hérault, président du comité de liaison des comités de bassin d'emploi.

Faut-il augmenter le RMI ?

par Jean-Jacques Dupeyrou

LA commission chargée de dresser un bilan des trois premières années d'application du RMI vient de déposer son rapport : deux énormes volumes, tant les problèmes sont complexes. De très importants développements ont été consacrés au volet insertion ; mais, on ne saurait le répéter suffisamment, la priorité des priorités doit être le logement des sans-abri, logement sans lequel tout le reste est vain.

En marge de ces priorités, un problème très débattu : faut-il élever de façon drastique le montant du RMI ? Dans son dernier ouvrage, « Français si vous osez... », Alain Minc reprend à son compte une thèse déjà ancienne et que l'on a tenté, sans succès, d'appliquer aux Pays-Bas : la société doit garantir un revenu minimal identique à tous ses membres, qu'ils travaillent ou non. Revenu minimal généralisé que notre auteur fixe aux trois quarts du SMIC actuel, soit 4 150 francs mensuels (arrondis), le SMIC lui-même devant, selon lui, être supprimé.

Ce type de proposition suscite aussitôt plusieurs questions incontournables.

D'abord, question de grande actualité, ce revenu minimal serait-il garanti aux citoyens, c'est-à-dire aux nationaux, ou à tous ceux qui résident dans des conditions régulières sur notre territoire ? On sait que MM. Le Pen, Longuet et autres mènent grand tapage pour que le RMI

soit réservé aux citoyens ; et l'on s'étonne un peu de voir le plume d'Alain Minc aller dans le même sens. Mais lors de l'émission télévisée « L'heure de vérité », l'éminent auteur a assuré qu'il s'agissait d'une erreur de laide plume. Sur un sujet aussi passionnément discuté ? On reste un peu perplexe.

Par ailleurs, autre question incontournable, ce revenu minimal généralisé serait-il garanti à chaque individu ou à chaque foyer fiscal ? Deux conceptions radicalement différentes. La réponse d'Alain Minc varie selon les pages, mais dans la récapitulation de ses propositions, il se montre formel : garantie assurée à chaque foyer fiscal, prestations familiales incluses sauf exceptions.

Un foyer fiscal constitué de deux conjoints en détresse, éventuellement chargés d'enfants, se verrait donc garantir 4 150 francs par mois, allocations familiales comprises ; mais le couple non marié (deux foyers fiscaux) aurait droit à 8 300 francs mensuels. Je ne suis pas certain qu'une telle pénalisation du mariage serait facilement acceptée. Autre exemple : une famille d'agriculteurs en difficulté, gagnant péniblement 5 000 francs par mois, voit s'installer à proximité quatre marginaux vivant de la façon la plus oisive, mais auxquels la collectivité nationale devrait verser 16 800 francs par mois, non imposés ou imposés de façon symbolique (quatre foyers fiscaux...), et sans que ce verse-

ment puisse être assorti de la moindre obligation de formation, stage, etc. Minc exclut absolument de telles conditions. Je ne jurerai pas qu'un tel voisinage ne soulèverait pas quelques difficultés...

Bien d'autres questions mériteraient d'être posées. Ainsi, qui acceptera de travailler pour un salaire de 4 000 à 5 000 francs par mois si le travail n'est vraiment pas gratifiant et si l'on peut se débrouiller pour gagner autant sans rien faire ? Dans le scénario réservant le revenu minimal aux nationaux, ces travaux pourraient être exécutés par des immigrés... mais au cas contraire, il est à craindre que seules soient volontaires les personnes chargées de famille, désireuses d'ajouter un salaire même minime à leurs prestations familiales. Autre question : ceux qui travailleront en échange de très bas salaires accepteraient-ils de voir ces derniers amputés de lourdes cotisations d'assurance vieillesse ? Pourquoi cotiser si l'on peut espérer avoir autant sans cotiser ?

Il est vrai que sauter d'un trapèze volant à un autre, Alain Minc suggère ailleurs de substituer la CSG à toutes les cotisations sociales et à plusieurs points de cotisations patronales, mais sans percevoir, en tout cas sans évaluer, les inconvénients auxquels conduirait cette extravagance.

On le voit, tout ça n'est pas simple.

BIBLIOGRAPHIE

Le métier de préfet

PAUL BERNARD, LE PRÉFET DE LA RÉPUBLIQUE. Le Chêne et l'Olivier Economica, 260 p., 98 F.

NUL mieux que le préfet du Rhône, porte de la région Rhône-Alpes, qui est aussi président de l'association du corps préfectoral, ne pouvait décrire le métier de préfet. Parce qu'il repose sur une expérience intensément vécue, son livre est très vivant. Il montre la diversité des responsabilités confiées au représentant de l'Etat dans le département et la région, et à ses collaborateurs directs, secrétaire général, directeur de cabinet, sous-préfets d'arrondissement.

Fonctionnaire d'autorité dont les attributions couvrent toutes les facettes des interventions publiques dans la vie sociale, le préfet se penche sur l'attribution des décorations comme sur l'aménagement routier aussi bien que d'animation culturelle, intervient pour maintenir la sécurité publique en même temps qu'il veille au développement économique. Son action revêt une forte dimension humaine : le préfet dirige les fonctionnaires de l'Etat, dialogue avec les élus, anime et, le cas échéant, apaise les partenaires sociaux et les responsables du monde syndical et associatif. Aussi chaque préfet marque-t-il sa façon de faire de sa propre personnalité tandis qu'il s'investit nécessairement tout entier dans ses fonctions. Même sa famille est associée à son métier, à un degré qui n'a guère d'équivalent dans d'autres activités professionnelles.

La richesse des attributions préfectorales suffit à écarter toute mélancolie de la réflexion du préfet Paul Bernard. Oui, la fonction demeure passionnante après la décentralisation. Il n'y a pas, selon Paul Bernard, à regretter la perte de l'exécutif de la collectivité départementale, qui était d'ailleurs déjà prévue par la Constitution de 1946. La séparation entre l'assemblée départementale et le représentant de l'Etat clarifie les responsabilités et permet au préfet de centrer son rôle sur la mise en œuvre des politiques de l'Etat. A ce titre, des champs sans cesse nouveaux s'ouvrent à lui, protection de l'environnement, efforts pour créer des emplois, rénovation des banlieues, insertion des étrangers qui résident dans notre pays.

L'Europe ajoute des activités supplémentaires : de façon originale,

Paul Bernard montre que le préfet est aujourd'hui chargé de la mise en œuvre, dans le département et dans la région, des politiques communautaires. Désormais il est aussi le représentant de la Communauté européenne. Plus que jamais, afin d'assurer des tâches aussi variées, le préfet doit être à l'écoute de tous, comprendre et se faire comprendre, mettre en relation, rapprocher les points de vue, communiquer et faire œuvre de médiateur pour encourager les initiatives, mobiliser les ressources et les énergies, coordonner les acteurs du jeu social.

Bien exercer de telles missions implique d'écarter tout parti pris. Serviteur de la République, le préfet rassemble les citoyens autour des valeurs communes, dont il assure la permanence, au-delà des changements de gouvernement qui résultent des expressions successives du suffrage universel. A une époque où les liens entre le pouvoir politique et l'administration se troublent parfois, l'institution préfectorale rappelle les nécessités d'une fonction publique qui, certes, applique sans défaillance les décisions du gouvernement, mais dont l'autorité politique doit respecter l'indépendance et la neutralité. Le souvenir plusieurs fois évoqué par Paul Bernard dans son livre de Jean Moulin, héros préfet d'Eure-et-Loir en 1940, traduit l'attachement aux principes fondamentaux de l'Etat républicain, dont l'autorité préfectorale est une composante essentielle. Et la carrière même de Paul Bernard, préfet sans discontinuité depuis 1977, et préfet de région depuis 1983, montre qu'au-delà des changements démocratiques l'Etat républicain s'enrichit de la permanence de ses grands serviteurs.

Gardiens de la cohésion sociale

Homme d'action, Paul Bernard est aussi un homme de pensée. Le « préfet de la République » est un titre qui s'ajoute à une œuvre déjà riche de plusieurs ouvrages. Et dans ce dernier livre la description du métier préfectoral débouche sur une réflexion d'ensemble sur le rôle de l'Etat dans la société d'aujourd'hui. Au fur et à mesure que le monde évolue, les services publics ont à se moderniser : leur adaptation constante est indispensable pour qu'ils restent hôtes à leur vocation. Celle-ci est d'abord d'assurer la cohésion de la société.

Pour que les plus faibles ne soient pas écartés, pour que les préoccupations catégorielles n'effacent pas tout projet collectif, pour qu'un total se dégage des solidarités indispensables à toute société, il

importe que l'Etat demeure le creuset où volontés et intérêts particuliers se fondent en intérêt général et en volonté collective. Le progrès économique, l'efficacité, le développement impliquent une cohésion des grandes actions nationales que le préfet maintient sur le territoire. « Homme aux cent métiers », il exerce ainsi la fonction essentielle de l'Etat que j'essaie d'exprimer, le 3 janvier, dans les vœux des corps constitués au président de la République : « Faire vivre les hommes ensemble et orienter l'avenir de la société pour répondre à ses aspirations profondes ». Il est le cœur de l'Etat et de sa fonction politique. Il est le gardien de la cohésion sociale, fondée sur le sentiment de tous d'être les acteurs responsables de la vie de la cité.

Il est agréable, pour le vice-président du Conseil d'Etat, en présentant les réflexions d'un préfet de grande expérience sur ce que sont aujourd'hui ses fonctions, de constater le même regard ainsi porté sur l'Etat. Bien des liens unissent, en effet, le Conseil d'Etat et le corps préfectoral. Tous deux ont trouvé leur forme moderne en l'an VIII et pour tous deux les textes de l'an VIII allient aux aspirations issues de la Révolution des traditions qui remontent à l'Ancien Régime et qui étaient déjà des traditions de rapprochement : antécédents des préfets, les intendants étaient le plus souvent choisis parmi les maîtres des requêtes du Conseil du roi, dont le Conseil d'Etat est l'héritier.

Les échanges sont demeurés réguliers entre les deux corps : le Conseil d'Etat s'enrichit de membres du corps préfectoral nommés par le tour de l'extérieur et il n'est pas rare que des membres du Conseil d'Etat exercent, durant quelques années, les fonctions préfectorales. Le contrôle de légalité des actes des collectivités locales, tel qu'il a été organisé par la loi du 2 mars 1982, a ouvert une nouvelle occasion de rencontres entre la juridiction administrative et l'administration préfectorale. Plus largement, le Conseil d'Etat et le corps préfectoral ont en commun d'exercer des attributions d'ordre général, qui leur permettent d'avoir une vision d'ensemble de l'administration. Aussi sont-ils les premiers témoins des valeurs fondamentales de l'Etat républicain que le livre du préfet Paul Bernard exprime avec une force et une conviction qui sont particulièrement bienvenues.

MARCEAU LONG
Vice-président du Conseil d'Etat.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
11, r. M. Carabosse
94852 IVRY CEDEX
ISSN : 0243-0371

Commission paritaire des journaux
et publications : 437
Représentations sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Crox, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arié
75992 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDOPUS 634 128 F
Téléc : 34-62-96-71 - Société Générale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions SpA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tappez LEMONDE
ou 36-15 - Tappez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-99

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Mr/Mme/M. 201 MOXD 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Peut-être avoir l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ETRANGER

Les négociations bilatérales de paix au Proche-Orient relancées

Les quatre délégations arabes iront à Washington le 27 avril

Réunies pour la première fois dans la capitale libanaise, les quatre parties arabes engagées dans les négociations bilatérales de paix avec Israël ont répondu positivement, mercredi 1^{er} avril, aux deux points de la dernière proposition américaine : oui à la prochaine session des négociations le 27 avril à Washington, oui à une autre ville que la capitale fédérale pour la poursuite de ces pourparlers bilatéraux.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Comme le réclamaient les Etats-Unis, sur l'insistance d'Israël, depuis la fin de la troisième série de rencontres de Washington en janvier, Jordaniens, Libanais, Palestiniens et Syriens proposeront chacun une liste de villes qui pourraient abriter les sessions suivantes des négociations bilatérales.

Contrairement, toutefois, aux vœux israéliens, aucune de ces villes ne se trouve au Proche-Orient. Chypre, par exemple, a été écartée, la quasi-totalité des villes envisagées se situant en Europe occidentale. La seule exception significative, mais qui n'a aucune chance d'être acceptée par l'Etat hébreu, consista à proposer le siège de l'ONU à New-York, « un lieu neutre, extra-territoire américain », soulignait un délégué.

L'accord sur la participation à la réunion du 27 avril s'est fait dès le début des entretiens, les ministres ayant estimé que les Arabes, dans les circonstances actuelles, avaient plus à perdre qu'à gagner en s'abstenant. A quelques mois des élections israéliennes, les négociateurs arabes ne souhaitent certes pas donner au premier ministre, M. Itzhak Shamir, l'occasion de rejeter sur eux la responsabilité d'un quelconque échec du processus.

Si toutes les parties sont tombées

d'accord pour affirmer qu'aucun résultat substantiel n'avait encore été obtenu après quatre séries de pourparlers, ils ont toutefois jugé que le bilan n'était pas totalement négatif dans la mesure où ces négociations avaient permis de mieux faire connaître et défendre, aux yeux de la communauté internationale, le point de vue arabe.

Au moment, d'autre part, où les Etats-Unis serrent la vis à Israël en refusant l'octroi - sans l'arrêt des colonies de peuplement - des garanties financières à l'Etat hébreu, les négociateurs arabes ont rappelé leur « attachement au rôle efficace et moteur des copartisans pour contrer les tentatives israéliennes de torpiller le processus de paix par le biais d'agressions répétées au Liban sud, de la poursuite des colonies de peuplement et de la violation des droits de l'homme en Palestine occupée ».

Un succès pour le Liban

Aux dires de tous les participants, cette réunion s'est déroulée dans une atmosphère très « franche », chacun ayant pu exprimer librement son point de vue. Membre de la délégation palestinienne à Washington et venu à Beyrouth, M. Saeb Erekat, qui vit en Cisjordanie, a ainsi pu exposer en détail les processus dans la campagne électorale israélienne. Un sujet dont ne peuvent se désintéresser les négociateurs arabes, même si tous, officiellement, affirment qu'il s'agit d'une affaire intérieure israélienne.

Thème controversé puisque seule la Jordanie avait participé à la réunion de Moscou, les négociations multilatérales n'ont fait l'objet d'aucun débat à Beyrouth, et selon M. Yasser Abed Rabo, membre du comité exécutif de l'O.L.P., la question sera discutée lors de la prochaine session ministérielle de la Ligue arabe au Caire le 22 avril. Les délégués de la troika euro-

péenne en tournée dans la région, qui ont rencontré mercredi soir les ministres arabes, n'ont pas obtenu d'accord sur la prochaine participation de la Syrie et du Liban à ces pourparlers et ont fait valoir, de source syrienne, qu'en l'état actuel des choses, Damas n'a pas modifié sa position de refus de participer aux négociations multilatérales.

Les Palestiniens, en revanche, pourraient, a affirmé M. Abed Rabo, y prendre part dans la mesure où la délégation, comme l'avait laissé entendre le secrétaire d'Etat américain James Baker à Moscou, pourrait comprendre à la fois des Palestiniens de l'intérieur et de la diaspora.

Au-delà de ces résultats immédiats, et sans véritable surprise, cette réunion constitue un succès pour le Liban, qui a donc abrité, pour la première fois depuis le début de la guerre en 1975, une réunion interarabe sur un sujet non exclusivement libanais. Si la population, ébranlée par la crise économique, est restée quasi indifférente à ces retrouvailles, les responsables s'en sont réjouis, et le président Elias Hraoui devait s'entretenir séparément jeudi avec chaque chef de délégation. Un succès à partager bien sûr avec Damas, pas mécontent de montrer les résultats positifs, en matière de sécurité au moins, de la « paix syrienne ».

La réunion de Beyrouth a aussi marqué le grand retour au Liban, pour la première fois depuis 1982, de hauts responsables de l'O.L.P. Arrivés en compagnie de la délégation syrienne, les responsables palestiniens, MM. Farouk Kadoumi, « ministre » des affaires étrangères de la centrale palestinienne, et Yasser Abed Rabo, ne cachaient pas leur joie et leur émotion de retrouver ainsi, l'espace de vingt-quatre heures, la capitale libanaise.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL : soucieux d'améliorer leurs chances

Les travaillistes présenteront des candidats plus jeunes aux élections législatives du 23 juin

Dans la perspective du scrutin législatif du 23 juin, le parti travailliste israélien a procédé mercredi 1^{er} avril à un important renouvellement de ses cadres en organisant en son sein - chose inédite dans le pays - des élections « primaires ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Révolutionnaire » : c'est l'expression, en l'occurrence quelque peu déclinée pour qualifier un renouveau, que M. Shimon Pérès, débordant d'un rare enthousiasme, a employée mercredi 1^{er} avril, au vu de l'effrayante combinaison politique - sans mardi des premières grandes « primaires » jamais organisées par un parti israélien. Que l'ancien chef des travaillistes en perde jusqu'à la maîtrise de sa pensée, voilà qui illustre le sentiment d'euphorie qui s'est emparé mercredi du parti tout entier. « Renouveau, renouveau, changement de peau ».

Quelles que soient les épithètes utilisées, jeudi matin 2 avril, par la presse locale, une chose est claire : les cent quatre mille électeurs internes du Parti travailliste, c'est-à-dire les deux tiers des inscrits qui ont participé, mardi 31 mars, à ces « primaires », ont voté avec une grande subtilité politique, dosant savamment les deux ingrédients qui font les victoires électorales dans les sociétés légèrement schizophrènes : le rêve et la sécurité. Dix-sept nouveaux venus sur quarante-cinq noms, dont dix qui n'ont jamais été ministres, parmi les douze premiers. Voilà pour le rêve. La plupart des nouvelles têtes sont jeunes, plutôt bien faites, et elles ont des idées plus encourageantes que d'autres quant à la manière de régler les problèmes d'Israël.

Surprise et symbole de ce surprenant coup de jeune sur un vieux parti qui a « fait » Israël, l'élection, à la troisième place, derrière les deux « éléphants » que sont MM. Pérès et Rabin, de M. Abraham Burg, trente-sept ans, chef de file de ceux qu'on appelle ici les « super-colombes ».

Calotte et bleu-jean, sourire franc et regard clair, M. Burg, qui a eu beaucoup de démêlés dans un passé récent avec le nouveau président Rabin, a des idées bien arrêtées sur ce que doit être la notion de justice dans une société comme la sienne. Déjà membre de la Knesset, M. Burg représente, en fait, une certaine gauche radicale mais légitimisée. Il avait fait sensation, tout récemment, en entraînant le vote, lors d'une convention du parti, d'une motion prônant une meilleure séparation de l'Etat et de la religion. En Israël...

« La soif de paix »

M. Abraham Burg est pour l'abolition de la loi qui interdit les contacts avec l'O.L.P. Il est opposé à la colonisation des territoires occupés et favorise une solution négociée qui n'exclurait pas la création d'un foyer palestinien. M. Burg représente sans doute, pour beaucoup d'Israéliens, la part du rêve. Pour la sécurité, parmi les cent soixante-cinq candidats qui postulaient leurs suffrages, les électeurs travaillistes, qui avaient déjà élu Itzhak Rabin à la présidence du parti le 19 février dernier, ont placé, en tête de la liste, l'ancien patron, M. Shimon Pérès, l'homme qui fut tant de fois ministre et premier ministre et qui échoua, par deux fois, à reprendre au Likoud le pouvoir perdu en 1977. M. Pérès a obtenu 83 % des voix.

Et, pour faire bon poids du côté de la sacro-sainte sécurité, probablement l'un des mots les plus fréquents du vocabulaire israélien, pas

moins de six anciens officiers supérieurs ont également été placés à des postes éligibles. M. Rabin, « faucon relâché désormais cerné par de jeunes colombes intégrales », ironisait-on au Likoud, semble avoir bien compris qu'il lui revaudrait, à lui personnellement, le héros de la guerre de six jours, l'ancien chef d'état-major, de rassurer l'électorat.

Refusant la différenciation entre faucons et colombes travaillistes - « Nous avons tous les mêmes idées », a-t-il affirmé, ce qui reste à prouver, - il s'est empressé de braver le projecteur sur les galons de ses anciens collègues. « Voilà des gens qui savent ce que requiert la sécurité d'Israël et qui connaissent la signification du mot « guerre », a commenté M. Rabin, de sa voix lourde.

Le nouveau président du parti en est presque sûr : « Cette liste, qui est l'expression du courant central de la société israélienne et de sa soif de paix, cette liste va battre le Likoud ». De fait, les sondages lui sont d'ores et déjà favorables et les ténors du parti au pouvoir, empiétés qu'ils sont dans une querelle interne avec leur ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, s'en inquiètent déjà sérieusement. « Il y a dans cette liste des gauchistes parmi les plus extrémistes d'Israël », s'est exclamé le ministre du logement, M. Ariel Sharon. Peu suspect d'ignorance en matière d'extrémisme, l'ancien général, ouvrant en quelque sorte le feu sur l'adversaire, a alerté ses compatriotes sur « la grave erreur historique » que constituerait, à ses yeux, une éventuelle victoire du « Labour » le 23 juin prochain...

PATRICE CLAUDE

Dans les territoires occupés

Cinq Palestiniens tués lors d'affrontements avec l'armée

Quatre Palestiniens ont été tués et plusieurs dizaines d'autres ont été blessés, mercredi 1^{er} avril, lorsque l'armée israélienne a ouvert le feu sur un marché dans le camp de réfugiés de Rafah (bande de Gaza). En outre, un Palestinien a été tué par des militaires en Cisjordanie, et deux autres blessés. Les trois jeunes avaient jeté des pierres sur des soldats israéliens qui patrouillaient dans la région. Les affrontements de Rafah sont les plus sanglants depuis trois ans.

En vue de la fête marquant la fin du Ramadan, l'armée a annoncé que les deux agresseurs palestiniens avaient été abattus.

Elle n'a pas expliqué comment ont été tués les deux autres Palestiniens. Selon les hôpitaux locaux, il y aurait eu cinquante de blessés, dont six graves. Depuis Tunis, Bassam Abou Charif, le porte-parole de l'O.L.P., a demandé au président George Bush et au secrétaire d'Etat James Baker d'intervenir personnellement pour mettre fin au « bain de sang » et pour permettre aux ambulances de l'ONU de transporter les blessés hors du camp, fermée les en ayant apparemment empêchés dans un premier temps. Il a accusé l'armée d'avoir ouvert le feu « au hasard avec des mitrailleuses sur la foule, tuant et blessant plus de cent cinquante personnes », sans préciser l'origine de ce bilan. (AP)

AFRIQUE

Le procès de l'ancien président malien Traoré contre M. Jean Ziegler

« Le sang des pauvres » à la barre

Le député suisse Jean Ziegler et le quotidien Libération étaient assignés à comparaître, mercredi 1^{er} avril, devant le tribunal de grande instance de Paris, à la demande de l'ancien chef d'Etat malien, le général Moussa Traoré. Objet du litige : un article de M. Ziegler, publié le 23 janvier dernier dans Libération, jugé diffamatoire par l'ex-président, incarcéré à Bamako depuis sa chute il y a un an.

Lorsque l'ex-dictateur malien a lu le sang des pauvres, le sien n'a fait qu'un tour. Par les « pauvres », Jean Ziegler ne désignait pas seulement les Maliens, mais tous les ressortissants de pays du tiers monde victimes de dirigeants faméliques des détournements de fonds publics.

Une dizaine de lignes seulement étaient consacrées à l'exemple malien, cité pour une raison bien simple : à la demande du gouvernement provisoire, qui a découvert, selon le député tiers-mon-

dial, « les preuves comptables de transferts privés en Suisse s'élevant à deux milliards de dollars », les autorités helvétiques ont - pour la première fois - accepté de financer les avocats et les procédures dirigées contre les banques suisses complices du kleptocrate de Bamako ».

Ces procédures n'ont toujours pas abouti. Et, au Mali, on attend toujours le procès du général Moussa Traoré, dont l'organisation avait pourtant été promise par le régime de transition, censé prendre fin en mai prochain. L'avocat de la défense, M. Dominique de Laussonne, a donc sollicité un sursis à statuer, après que celui de l'ex-dictateur, M. Jacques Vergès, ait souligné que M. Ziegler « a porté ses accusations avant qu'un jugement ait été rendu ».

« On balaise d'abord devant sa porte », Basant sa plaidoirie sur ce principe, M. Vergès a qualifié l'article incriminé de « travail de manipulation », qui « vise à exonérer l'Occident de la crise économique qui sévit en Afrique, en mettant toute la responsabilité sur des hommes politiques africains ». Argument mal venu pour l'auteur

de la Suisse lave plus blanc : ce requéreur contre son propre pays a valu à M. Ziegler six procès au cours des dix-huit derniers mois...

Evocant le trafic d'or « entre Bamako et Bruxelles » qui, du temps de Moussa Traoré, « a permis à ses auteurs de détourner 347 milliards de francs CFA (7 milliards de francs) des comptes de l'Etat malien », et soulignant que des fonds ont été placés en Allemagne et au Canada, M. de Laussonne a terminé sa plaidoirie en élargissant le débat : le sous-commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève a en effet examiné, en août dernier, un projet de résolution concernant « l'enrichissement frauduleux des responsables de l'Etat au détriment de l'intérêt public ».

Ce projet - encore loin d'être soumis à l'assemblée générale des Nations unies - constitue un premier pas vers une normalisation du droit international en la matière. Ce procès revêt donc, aux yeux de ceux qui se battent contre les hommes d'Etat « kleptocrates », une importance particulière. Verdict le 13 mai.

M.-P. S.

Face aux risques de famine

La Commission européenne a élaboré un programme spécial d'aide alimentaire

Un programme spécial d'aide alimentaire d'un coût de 220 millions d'écus (1,5 milliard de francs) a été élaboré par la Commission européenne-soixante millions de personnes-étant menacées par la famine en Afrique cette année, a annoncé, mercredi 1^{er} avril, le commissaire européen chargé de la coopération, M. Manuel Marín.

Pour la première fois, des pays africains producteurs de céréales, comme le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, vont être contraints d'en importer, a affirmé M. Marín. Le programme spécial annoncé porte sur 800 000 tonnes d'équivalent céréales et s'ajoutera aux 1,4 million de tonnes prévues dans le budget normal d'aide alimentaire pour 1992.

Les Etats africains qui en bénéficieront sont l'Angola, l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, la Somalie, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe, le reste de l'aide étant destiné à l'Afghanistan, aux réfugiés birmanes au Bangladesh, au Cambodge, aux populations kurdes, au Pérou et au Salvador. (AFP)

démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PAS) a obtenu soixante-seize sièges aux élections législatives, et non pas soixante-sept. C'est d'ailleurs ce mouvement qui est soupçonné de ne pas souhaiter organiser le procès de Moussa Traoré. D'autre part, l'ancien parti unique était l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), et non UDPN, et le premier ministre, M. Sacko, a pour prison Soumao, et non Toumao. Enfin, l'attaque d'un village de population noire, dans le nord du pays, a eu lieu quatre jours après le début des négociations d'Alger, et non deux jours avant leur ouverture, comme indiqué dans un autre article sur le Mali publié le 27 mars.

AFRIQUE DU SUD : au moins dix morts dans un ghetto noir. - Dix personnes au moins ont été tuées mardi 31 mars et mercredi 1^{er} avril dans le ghetto noir d'Alexandria, qui jouxte les quartiers chics au nord de Johannesburg, ont indiqué la police et des sources hospitalières. La police a fait usage de grenades lacrymogènes contre une foule qui, selon elle, tentait d'attaquer des foyers de travailleurs migrants, en majorité zoulous. (AFP)

ETHIOPIE : un membre du HCR a été assassiné. - Membre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), M. Lourenco Mutuca, un Mozambicain de cinquante-six ans, a été tué, mardi 31 mars, près de la ville de

Gode (sud-est de l'Ethiopie) par quatre inconnus, a annoncé le HCR à Genève. Sa jeep a été retrouvée abandonnée à 10 kilomètres de là. En sept mois, quinze membres d'organisations humanitaires ont été tués en Ethiopie. (AFP, Reuters)

MADAGASCAR : les affrontements entre forces de l'ordre et partisans du président ont fait huit morts. - Selon un bilan officiel publié mercredi 1^{er} avril, huit personnes ont été tuées et treize et une blessées lors des affrontements entre partisans du président Ratsiraka et forces de l'ordre, la veille à Tananarive (le Monde du 2 avril). Mercredi, la France, par la voix du porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, a renouvelé « instantanément, à toutes les

parties, son appel à la modération, afin de permettre l'aboutissement, dans le calme, du processus de transition ». (AFP)

TCHAD : le dispositif militaire français sera allégé prochainement. - Le dispositif militaire français au Tchad est sur le point d'être allégé, ont indiqué des sources concordantes mercredi 1^{er} avril à Paris. Cet allègement devrait porter sur la composante aérienne du dispositif « Epervier », mis en place en février 1986 en vue d'arrêter une offensive libyenne. (AFP)

Rectificatif. - Plusieurs erreurs se sont glissées dans l'article intitulé « Les déçus de la démocratie au Mali », publié dans le Monde du mercredi 25 mars. L'alliance pour la

C'est peut-être dans la nuit qu'on voit clair.

SCIENCE HUMAINE

Le cerveau rêvant

J. ALLAN HOBSON

traduit de l'anglais par Catherine Gallimard

J. Allan Hobson

Le cerveau rêvant

SCIENCE HUMAINE

GALLIMARD

DIPLOMATIE

Le soutien des pays industrialisés à la CEI

L'effort américain correspond pour l'essentiel à des engagements déjà pris

WASHINGTON

de notre correspondant

Est-ce « l'effet Nixon », c'est-à-dire l'impact des critiques de l'ancien président qui avait fustigé le peu de générosité des États-Unis vis-à-vis de l'ex-URSS, ou bien l'annonce que le niveau de vie en Russie allait connaître une nouvelle chute vertigineuse ? Toujours est-il que les États-Unis ont annoncé mercredi qu'ils allaient pleinement participer aux efforts de leurs alliés occidentaux pour apporter une aide économique et financière à Moscou.

Bravant une opinion et un Congrès que les difficultés économiques intérieures ne portent guère sur les libéralités dans ce domaine, le président George Bush a présenté un « paquet » de mesures d'aide essentiellement destinées à la Russie. Au même moment, son principal rival démocrate dans la bataille pour l'élection présidentielle de novembre, M. Bill Clinton, exposait un plan similaire, dans ses grandes lignes, et se disait même prêt, s'il le fallait, à appuyer la « nouvelle » politique de M. Bush. Cette manière de consensus bipartisan sur la nécessité d'aider l'ex-URSS à réussir un début de transition vers la démocratie et l'économie de marché se retrouvait au Congrès où, d'un côté comme de l'autre, les premières réactions aux discours de M. Bush étaient plutôt favorables.

Si l'on comprend bien le dispositif complexe exposé par le président, lors d'une simple conférence de presse à la Maison Blanche, il s'agit surtout pour les États-Unis de réaffirmer leur pleine participation à la politique d'aide décidée au sein du G-7 et finalisée le même jour à Bonn. Les États-Unis confirment ainsi qu'ils participeront pour un montant de 1,5 milliard de dollars au fonds de stabilisation du Rouble de 6 milliards de dollars, que les sept pays les plus industria-

lisés entendent créer. Ils participent encore - cette fois pour 2 milliards de dollars, selon une précision de M. James Baker, le secrétaire d'État - au « paquet » de 18 milliards que le G-7 veut mettre à la disposition de la Russie (essentiellement sous forme de crédits et garantie de crédits).

M. Bush a poursuivi en indiquant qu'il demanderait au Congrès d'accélérer le vote sur la participation des États-Unis (12 milliards de dollars) à l'augmentation du capital du Fonds monétaire international destinée à assister l'ex-URSS. Il a, enfin, annoncé une série de mesures d'aide de caractère plus bilatérale : garanties de crédits agricoles de 1,1 milliard de dollars (dont 600 millions pour la seule Russie), 645 millions de dollars d'aide humanitaire et technique directe. L'administration demandera au Congrès de lever les dernières restrictions au commerce avec l'Est héritées de la « guerre froide » et d'étendre certains programmes de coopération (Peace Corp, notamment) aux pays de la Communauté des États indépendants (CEI).

« Il faut agir maintenant »

Pour l'essentiel, cet ensemble représente une collection d'engagements déjà pris. Sans doute soucieux des réalités électorales, M. Bush a voulu marquer son opinion intérieure, en soulignant lui-même qu'il ne s'agit pas d'un « paquet de nouvelles sommes » à déboursier de la part des États-Unis. Dans ce dispositif, l'effort financier nouveau représenterait quelque 3 milliards de dollars.

M. Bush s'est défendu d'avoir agi tardivement par peur des réactions de l'électorat ou d'avoir réagi à la récente allocation de M. Nixon qui avait jugé « pathétiquement inadéquates » l'aide économique et financière américaine à la

CEI. M. Bush a expliqué que la coordination de cet ensemble de mesures avec les alliés des États-Unis au sein du G-7 avait pris du temps. Il a fait valoir que l'administration n'avait pas voulu s'engager avant d'avoir eu la garantie que les autorités russes s'orientaient bien sur la voie de l'économie de marché.

Cette garantie, a-t-il ajouté, vient d'être donnée sous forme de feu vert adressé par le Fonds monétaire international aux réformes entreprises par le gouvernement du président Boris Eltsine. A plusieurs reprises, M. Bush a tenu à saluer comme particulièrement « courageuses » les mesures de privatisation, de libéralisation des prix et de réformes de structure décidées par les autorités russes.

Tout en se défendant d'avoir cédé à de quelconques pressions, le président n'en a pas moins repris, presque mot pour mot, les arguments avancés par Richard Nixon en faveur d'une aide accrue à l'ex-URSS. M. Bush a souligné qu'il n'ignorait pas qu'une majorité d'Américains (55 pour cent, selon les sondages) étaient opposés à toute augmentation de l'aide extérieure dispensée par leur gouvernement.

Mais « le prix à payer serait exorbitant », a-t-il dit, « si la révolution en cours en Russie devait échouer » ; « cela pourrait nous plonger dans un monde encore plus dangereux à certains égards que celui que nous avons connu durant la guerre froide ». « Il faut donc agir maintenant », « à ce moment déterminant de l'Histoire », compte tenu de l'importance des « enjeux », a poursuivi M. Bush. Plus terre-à-terre, M. Baker a souligné qu'« agir maintenant », c'était aussi donner un coup de main au président Eltsine, qui doit soumettre le 6 avril son amendement réformateur à un parlement russe mal disposé.

-ALAIN FRACHON

Une aide massive

Suite de la première page

Depuis les grandes angoisses du début de l'hiver - va-t-on vers la famine ? Les hausses de prix seront-elles supportables ? - l'aide aux Républiques de l'ex-URSS était un peu passée au second plan des discours des responsables monétaires de l'Ouest. Ils se félicitaient du lancement d'une réforme économique radicale le 2 janvier, accordaient un report de dettes, mais décidaient visiblement d'attendre de voir quelle serait l'évolution politique et économique de cet univers en pleine révolution.

Or, depuis quelques jours, l'aide à la CEI est de nouveau en tête des préoccupations et des discours officiels. Les banques créancières, puis les États, viennent d'accorder un nouveau report de trois mois pour le remboursement du capital de la dette. Pour sa part, le Fonds monétaire international (FMI) a dit savoir que l'adhésion formelle de la Russie au Fonds n'était plus qu'une question de semaines (le Monde du 2 avril). M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds, a publié un communiqué dans lequel il réitérait avec insistance que « le FMI fait l'éloge du gouvernement de la Fédération de Russie pour avoir lancé un programme de réforme économique courageux et complet ».

Le mécontentement de Tokyo

Côté américain, après le résultat nul, en janvier, de la conférence internationale de Washington, la Maison Blanche a soudain lancé l'offensive. M. George Bush, en pleine campagne électorale, a proposé mercredi aux parlementaires l'octroi d'une aide de plusieurs milliards de dollars, afin d'exprimer le soutien des États-Unis à « la lutte pour la liberté actuellement en cours » (lire ci-dessus).

Au même moment, l'Allemagne, qui préside cette année le groupe des sept principaux pays industrialisés, a fait savoir que le G-7 venait de mettre au point un véritable

programme d'assistance financière comportant plusieurs milliards de dollars d'assistance financière - jusqu'à 24, soit 130 milliards de francs !

Le changement d'attitude des pays occidentaux est radical. Les responsables américains et allemands, jusque-là très opposés sur la question de l'aide, ont soudain adopté un ton unanime. Jeudi 2 avril, le Japon a fait publiquement part de son mécontentement : Tokyo ne veut pas entendre parler d'assistance à la Russie tant que le différend territorial sur les îles Kouriles ne serait pas réglé. Mais il est vraisemblable que le G-7 dans son ensemble entérinera le plan américano-allemand.



Le virage occidental s'explique facilement. Au fil des semaines, depuis le lancement de la « thérapie de choc » en Russie, l'inquiétude a grandi. Les prix ont augmenté massivement, générant une hyperinflation. La production des entreprises s'est littéralement effondrée - on parle de - 15 % par mois - après les forts déclinés déjà subis en 1990 et 1991. Au sein du gouvernement, les jeunes économistes réunis autour d'Egor Gaidar se sont révélés incapables de poursuivre les réformes économiques après la libération des prix du 2 janvier, et M. Eltsine ne parvient pas à convaincre le Parlement de voter les conditions d'un véritable passage à l'économie de marché.

Le cours du rouble

Depuis janvier, des produits, la plupart du temps hors de prix ou d'usage, sont apparus dans les magasins et dans la rue. Mais globalement, « c'est à peine si l'on a remarqué une petite stabilisation de la distribution », constate un économiste. Dressant le bilan de la situation financière, le président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. Jacques Attali, affirme que « les concours financiers multilatéraux seraient incapables de financer le trou de la balance des paiements en 1992 » et que 1993 serait plus catastrophique encore. Selon les estimations, il manque à la CEI entre 10 et 15 milliards de dollars cette année pour assurer l'équilibre de ses finances. Même l'économiste Jeffrey Sachs, pourtant conseiller de M. Gaidar et ardent défenseur des actions de celui-ci, ne cache pas son inquiétude.

Les Sept ont donc finalement décidé d'aider la CEI et surtout de prendre en main sa réforme économique. L'adhésion au FMI permettra à M. Eltsine d'obtenir au moins 4 milliards de dollars cette année et indirectement plusieurs milliards en prêts bilatéraux et garanties de crédits d'exportations, mais à la condition que son pays mette en œuvre les transformations économiques qui lui seront dictées. De même, les Sept devraient mettre à

la disposition de la Russie un fonds de stabilisation du rouble, de 6 milliards de dollars, lui aussi assorti de conditions très strictes (lire page 18).

Quelles seront donc ces conditions ? Certaines sont encore inconnues : à quel rythme doivent se faire les privatisations ? à quel cours le rouble doit-il être stabilisé ? Doit-il rester en circulation dans l'ensemble de la CEI ? Comment articuler la réforme russe avec celles des autres Républiques, l'Ukraine notamment ? D'autres sont déjà claires : la Russie devra entreprendre une véritable libéralisation de son commerce extérieur, contrôler strictement le déficit budgétaire. Quant aux salaires, ils devront cesser de s'aligner strictement sur les hausses de prix. La population sera donc contrainte d'accepter un nouvel appauvrissement.

La « carotte » des crédits et le « bâton » du FMI sont les deux instruments que les Sept s'approprient à manier en Russie, comme ils l'ont déjà fait par le passé dans d'autres régions du monde. « Est-ce que l'ouest est en train de perdre la Russie ? », s'interrogeait récemment *« L'Espresso »*, en analysant sur sa couverture la photographie d'un vieil homme barbu amaigri. Les Sept ont finalement choisi de se donner les moyens d'éviter cet échec.

FRANÇOISE LAZARE

Le Danemark condamné par la Cour européenne de Luxembourg

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le Danemark a été condamné, mardi 31 mars, par la Cour européenne de Luxembourg pour avoir créé une taxe sur les transactions internes contraire à l'article 33 du traité de Rome. Le gouvernement et les parlementaires ont depuis multiplié les réunions à huis clos pour tenter de trouver une solution à une situation qui se révèle sans précédent.

Sous la pression des chambres de commerce, de la Fédération des industries et du syndicat des artisans, le ministre de l'économie et du budget, M. Fogh Rasmussen, a annoncé qu'il renoncera à encaisser la dernière tranche de la taxe qu'il n'avait pas encore été versée (une perte pour le Trésor de 2 milliards et demi de couronnes). Le gouvernement n'envisage toutefois pas de rembourser les 55 milliards de couronnes (environ 50 milliards de francs) que ladite taxe a déjà indirectement rapportée aux finances publiques.

Selon lui (et selon certains juristes), les entreprises, pour récupérer leur argent, devront prouver qu'elles ont subi un véritable préjudice et qu'elles n'ont pas répercuté sur leurs prix cet impôt qu'elles n'ont cessé de contester. Les tribunaux danois trancheront cette question délicate, ce qui laisse prévoir l'ouverture de centaines de procès.

C. O.

Mobilisation

Suite de la première page

Le résultat est une promesse d'intégration de tout l'ensemble ex-soviétique dans l'ensemble occidental et mondial, sur la base d'une acceptation générale des mêmes valeurs.

« Atlantisation » accélérée

Un exemple est le règlement des conflits interethniques, ouvertement proposé aujourd'hui aux arbitrages internationaux (qu'il s'agisse des organismes européens, mondiaux, ou des États voisins) : il ne serait venu à l'idée de personne, il y a un an encore, d'intervenir dans

le conflit du Haut-Karabakh, ou simplement d'aider M. Gorbatchev à le résoudre. Autre exemple de cette « atlantisation » accélérée de la Russie et de ses anciennes dépendances : à la réunion du COCOMA, les ministres de la défense de l'OTAN et des pays de l'ancien pacte de Varsovie, la France, qui boycotte traditionnellement l'organisation militaire, s'est trouvée absente du groupe en la seule compagnie... du Kirghizstan, du Turkménistan et du Tadjikistan, trois lointaines Républiques de l'ancienne Union soviétique !

Reste encore la raison officielle avancée par les gouvernements occidentaux et suggérée par M. Nixon à M. Bush - il ne faut pas rater cette intégration, « perdre la Chine comme nous avons perdu la Chine en 1949 ». Les dirigeants russes eux-mêmes ne sont pas les derniers à brandir, comme le faisaient en leur temps M. Gorbatchev et ses amis, l'épouvantail du « putsch conservateur » qui engloberait tous ces espoirs.

Un point commun

Là encore pourtant, les choses ont beaucoup changé depuis trois mois. Les nostalgiques du passé ont beau s'agiter à Moscou, leurs manifestations sont restées dérisoires, et leur audience ne semble pas dépasser 20 % de l'électorat - une proportion assez semblable en fin de compte à celle des divers extrémismes dans maints pays occidentaux. L'armée ex-rouge elle-même semble se résigner à son implosion actuelle, et son organe toujours officiel qu'est l'*Étoile rouge* soutient très ouvertement, il y a quelques jours, la création d'une armée propre à la Russie.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans avis

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS AVRIL 1992

LA DEUXIÈME YUGOSLAVIE

« Les clés de l'info »

Au sommaire : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bioéthique...

Le Monde de l'éducation

Pour préparer la philo du BAC
un dossier à suivre en mars - avril - mai - juin.

- Les thèmes au programme expliqués par des enseignants.
- Chaque mois, un sujet de bac rédigé par un philosophe contemporain.
- Des conseils pratiques.

Frankreich steht
La presse allemande
innenpolitisch so
conternée par
orientierungslos da
notre naufrage électoral.
wie außenpolitisch.
Cette semaine en français, dans
Courrier International.

Chaque jeudi 15 F.
Chez votre marchand de journaux.

La coopération entre l'OTAN et les pays de l'Est entre dans une phase active

Pour être fondé, ce propos

Le problème est maintenant de trouver un programme au contenu consistant pour alimenter cette coopération entre les anciens belligères, sans parler de la question de son financement. Les ministères de la défense, ou leurs équivalents, ont le devoir de travailler dans le concret en se basant sur les domaines offrant des possibilités de coopération : « la contribution du secteur militaire à la gestion de la circulation aérienne ; « la contribution militaro-civile à l'aide humanitaire (plénification de la production, coopération civile-militaire) ; la protection de l'environnement par la préservation des sites et la dépollution des installations ; le « contrôle démocratique des forces armées avec obligation de rendre compte au Parlement ». Les chefs d'Etat ou de gouvernement, les représentants des gouvernements, les membres du COCONA se

Bien qu'elle ne fasse plus partie du commandement militaire intégré de l'OTAN, la France avait été invitée. Elle a décliné l'offre, après un arbitrage de l'Elysée entre M. Dumas, réservé, et M. Joxe, plutôt enclin à venir.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

L'ensemble du monde arabe condamne les sanctions décidées contre Tripoli

Le secrétaire de l'organisation panarabe a indiqué par ailleurs, selon notre correspondant au Caire, qu'il avait adressé un message au secrétaire général des Nations unies précisant que « la Libye n'obéit pas à une quelconque autorité internationale, que ses deux ressortissants ne sont pas susceptibles d'être la cause d'un acte de violence; de Lockerbie » et plaçant volontairement à la disposition « de la Ligue », une proposition qui a été rejetée par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali.

D'autre part, l'hebdomadaire officiel *Al Moussawar* a révélé que l'éventuelle remise des deux accu-

Un porte-parole de la présidence a indiqué que M. Hosni Moubarak avait affirmé que Le Caire poursuivait ses efforts « en vue de rapprocher les points de vue et résoudre la crise dans le cadre de la responsabilité arabe de l'Egypte et de son respect de la légalité internationale ». Une déclaration dont l'ambiguïté reflète l'embarras d'une Egypte prise entre l'endume de ses relations économiques privilégiées avec la Libye et le marteau de l'importante aide financière apportée par les Etats-Unis et la France.

L'embaras du gouvernement est aussi causé, ainsi que le souligne notre correspondant, par sa propre opinion publique en grande partie favorable à la Libye et qui a le sentiment qu'il y a deux poids

A Alger, un porte-parole du ministère de l'intérieur affirme que le Conseil de sécurité de l'ONU a appliqué la politique de « deux poids et deux mesures » en décidant d'appliquer la résolution 1803, *pour sa part*, s'acquittera de son devoir de solidarité avec le peuple libyen de Libye». La Tunisie a regretté l'adoption de la résolution, mais s'abstient car elle ne sera pas appliquée. A Amman, le ministre jordanien de l'information, M. Mahmoud Charif, a qualifié de « malheureuse et hâtive » la décision du Conseil de sécurité. A Damas, le président Hafiz el Assad a déclaré que la résolution de l'ONU qu'il avait lancée le 18 mars dernier au Caire, de concert avec son homologue égyptien Hosni Mubarak, contre d'éventuelles mesures prises à l'initiative de l'ONU pour punir alors que l'Egypte refuse de condamner Israël. (AFP-Reuter).



RADIOTÉLÉPHONE LIGNE SFR,
UN RÉSEAU NATIONAL.

LES SERVICES LIGNE SFR SONT DISPONIBLES SUR LA MAJEURE PARTIE
DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN, AVEC PLUS DE 500 RELAIS
INSTALLÉS. LA COLLECTION DES CARTES DE COUVERTURE SFR,
MODÉLISÉES PAR ORDINATEUR, MONTRE PRÉCISEMENT LE
CARACTÈRE NATIONAL DU RÉSEAU SFR. LA SFR PROPOSE TROIS
TYPES D'ABONNEMENT : **NATIONAL 500** : TOUTE LA FRANCE
MÉTROPOLITAINE. **NATIONAL 350** : TOUTE LA FRANCE
MÉTROPOLITAINE, AVEC UTILISATION PRÉFÉRENTIELLE DES HEURES

**LIGNE
SFR**
LE TÉLÉPHONE LIBERTÉ

DE FAIBLE TRAFIC. **PROVINCE 250** : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE SAUF L'ÎLE-DE-FRANCE. PRENEZ CONTACT AVEC VOTRE **DISTRIBUTEUR DU RÉSEAU + SFR**. IL VOUS FERA LA DÉMONSTRATION DE L'APPAREIL DE VOTRE CHOIX, VOUS DONNERA TOUTES LES INDICATIONS SUR LA COUVERTURE, LA TARIFICATION ET L'ABONNEMENT QU'IL VOUS CONSEILLE. IL EFFECTUERA L'INSTALLATION SELON LES RÈGLES DE L'ART ET DANS LES DÉLAIS CONVENUS. IL VOUS ASSURE LA GARANTIE ET LE SERVICE APRES VENTE.

Pour tout renseignement sur les services Ligne SFR et l'adresse du distributeur SFR le plus proche, contactez notre service Relations Clientèle au (1) 45.88.90.00 ou consultez le minitel 3615 Code SFR.

EUROPE

Italie : un entretien avec M. Bettino Craxi

« Je suis disponible pour redonner au pays une stabilité politique nécessaire »
nous déclare le secrétaire du PSI

Face à la montée des Ligues régionales, rendre à l'Italie, en proie à une contestation généralisée, unité, stabilité et prospérité dans la construction d'une Europe qui paraît encore bien fragile, c'est le pari lancé par le secrétaire du PSI, Bettino Craxi, à la veille des élections législatives des 5 et 6 avril, qui s'annoncent cruciales. L'homme en a les capacités : de 1983 à 1987 - un record de longévité et de stabilité politique - il fut le premier et l'unique premier ministre socialiste. Réformes, programmes : il se dit prêt à assumer des responsabilités, et pose ses conditions. Pourtant, dans cette trop longue alliance gouvernementale avec la Démocratie chrétienne, la capacité de réformes du PSI semble s'être sérieusement amoindrie. L'« oncle luge » socialiste se serait-elle enfoncée dans le pouvoir, les scandales et les abus d'une « partitocratie » de plus en plus décriée ? Et à présent que le communisme est tombé, n'est-elle pas en train de laisser passer une chance de faire enfin cette « alliance des gauches » si souvent repoussée ? Bettino Craxi s'en est expliqué pour « le Monde ».

« Quel est l'enjeu de ces élections que l'on dit les plus importantes depuis 1948 en Italie ?
- Il n'y a vraiment pas lieu de dramatiser : la situation n'a rien à voir avec celle de l'époque, même si l'est vrai que la campagne électorale est un peu confuse, comme toujours dans les moments de crise. Mais cette fois, nous devons affronter deux phénomènes relativement nouveaux. Le premier ce sont les Ligues, cette explosion de populisme démocratique qui se nourrit des prétextes les plus divers : la contestation de l'Etat, le mauvais fonctionnement des services publics et des impôts, le rejet de l'immigration ou encore la revendication d'une identité régionale tellement forte qu'ils en arrivent à proposer la « République du nord ». Il resterait à voir d'ailleurs si, parmi tous ceux qui ont l'impression de payer pour les autres, comme ils disent, il n'y en a pas qui fraudent le fisc... Cette idée de Républiques fédérales et autonomes, disons que c'est l'image noble qu'ils veulent projeter, et ce, parce qu'il y a parmi les conseillers de la Ligue un constitutionnaliste.

« En réalité ce mouvement n'est qu'un amalgame d'un peu tout et n'importe quoi. Un phénomène que l'on retrouve aussi dans d'autres pays européens, lié à la montée de la droite. Le langage des Ligues est aussi en partie celui de certains par-
- Je pense au Parti républicain par

exemple qui, il n'y a pas longtemps, était encore au gouvernement, mais se met à présent à imiter les Ligues en essayant de profiter de la vague de contestation, sans savoir peut-être où il veut aller. Même phénomène dans une certaine presse où l'on condamne indistinctement la classe politique, ou encore dans ce « Parti transversal » qui se cristallise autour du groupe éditorial de *Repubblica* et dont le docteur Scalfari est le secrétaire général. C'est un puissant lobby dans le pays qui a soutenu des intérêts divers, mais a toujours heureusement empiété les défaites les unes sur les autres. J'espère que, cette fois encore, cette tradition va se perpétuer.

« La seconde nouveauté, qui est relative, c'est la chute du Parti communiste. Une chute qui s'est déjà produite il y a cinq ans aux dernières législatives quand le parti est descendu à 26,3 %. Que deviendra la nouvelle diaspora communiste, et s'il se produit une nouvelle désaffection de l'électorat communiste, où iront ces votes ? C'est la question que l'on peut se poser aujourd'hui. Une partie, c'est certain, ira chez nous, mais une partie seulement. Je pense que les autres se partageront entre quatre autres formations : Rifondazione Comunista, qui est l'ancienne scissionniste de l'ancien PCI, mais aussi les Ligues, puis la « rete », le mouvement catho-communiste et, enfin, ici ou là, quelques personnalités qui venaient communistes mais s'approprient cette fois à voter républicain. »

« En cas d'échec, je me retire ! »

« Personne ne semble plus imaginer, comme il y a quelques mois, un « sorpasso » des communistes par les socialistes. Qu'est-ce qui serait un bon score pour le PSI ?

« Ces dernières années, nous nous sommes renforcés en prenant justement des voix au PC, mais la proposition communiste a été le plus longtemps un tel fossé de prévention, d'hostilité et même de haine à l'égard des miens que ce ne sera pas facile. Le « sorpasso », je ne sais pas, en revanche je crois que nous finirons cette élection au coude à coude. Si vous pensez que lorsque je suis arrivé à la tête du PSI en 1976, il y avait quatre communistes pour un socialiste, finir au coude à coude ne sera vraiment pas un échec. Cette fois, ce sera 1 à 1 : égalité ! L'échec, ce serait plutôt de ne pas arriver à prendre suffisamment de votes cette fois-ci et de se dire que nous n'avons pas réussi à progresser. Mais nous y parviendrons, je pense. Encore que dans la confusion générale qui règne en Italie, et où tout le monde s'attend à perdre un peu, ce

ne serait déjà pas si mal de confirmer nos votes. De toute façon, en cas d'échec, je me retire : ni mon parti ni moi ne serons en mesure d'assumer des responsabilités au gouvernement. Mais ce ne sera pas le cas. »

« Dans le rejet généralisé de la « partitocratie » en Italie, le PSI lié à certains scandales a une très mauvaise image de marque. »

« Notre système est une démocratie fondée sur des partis. Un système qui a vieilli et qui a beaucoup de mal à s'adapter aux changements progressifs survenus dans la société industrielle avancée. Il y a un corps social qui se recompose en permanence, une vie sociale et associative différente. Les partis n'ont pas réussi à suivre, ils sont devenus des entités fermées sur elles-mêmes à l'intérieur de cette réalité en complète transformation. La cassure est générale et évidente. Même chez nous au PSI, l'électorat nous glisse entre les mains. Il faut une réforme profonde du système et des partis. En ce qui nous concerne, les socialistes, nous avons, et c'est particulièrement visible dans cette élection, à porter sur les épaules le poids de toute cette usure. Depuis cinq ans, nous participons à des coalitions de gouvernement, mais sans en avoir jamais assuré la direction ! Nous avons servi de garants en quelque sorte à la gouvernabilité du pays et au gouvernement démocratique. C'est normal que cela se traduise par une certaine pesanteur, mais il n'y aura aucune répercussion sur notre électorat. Quant aux scandales - et là je parle de la gestion nationale du parti - je ne me suis jamais retrouvé confronté au moindre épisode de ce genre. Toutes les affaires douteuses auxquelles le nom du PSI a été lié étaient des phénomènes périphériques. Ça oui, il y en a eu, mais pas plus chez nous que chez les autres... Que la loi et la morale soient violées, ça peut arriver, il est difficile de tout prévenir. Ça arrive dans la vie des hommes, ça arrive dans la vie des partis. A la différence près qu'il suffit qu'il s'agisse de nous pour qu'on en parle beaucoup plus, et à l'occasion que certains en profitent pour monter de belles campagnes de diffamation. Si un socialiste est concerné, il a droit à huit colonnes dans les journaux, si c'est quelqu'un d'autre, en une colonne en bas de page l'affaire est jouée. Savez-vous pourquoi il y a un tel acharnement contre nous ? Simplement parce que pendant toutes ces années nous avons été le principal obstacle au désir d'« égalisation » de la Démocratie chrétienne au gouvernement, et à celui des communistes, dans la gauche. Nous avons réussi à provoquer une crise dans ce système bipolaire, rien d'étonnant à ce qu'on nous haïsse. »

« Y a-t-il des enseignements à tirer des revers des socialistes en

France, pour la gauche italienne et européenne ?

« C'est une défaite annoncée, ce qui vient de se produire en France. En vérité, ce n'est même pas une surprise, on a l'impression que c'est l'aboutissement logique préfiguré par tous ces signes d'usure qui étaient déjà apparus. Ce qui surprend plutôt, c'est l'ampleur de cette défaite... Maintenant aura-t-elle des répercussions en Italie ? Disons qu'il est regrettable que cette défaite socialiste intervienne en plein dans notre campagne électorale. J'ai toutefois constaté que lorsque les socialistes français avaient la majorité absolue, nous n'en avions tiré aucun bénéfice ici. Donc, cela ne semblait guère étonnant à présent qu'ils perdent que nous ne subissions aucun préjudice. En revanche, nous sommes peut-être à la veille d'une victoire travailliste en Grande-Bretagne, ce qui opposerait



un beau démenti à tous ceux qui estiment que la gauche en Europe n'a plus rien à dire. Je n'arrive pas à m'expliquer cette désagrégation, cette nervosité à gauche en Europe, qui intervient précisément au moment où les systèmes démocratiques et libéraux viennent de démontrer leur extraordinaire supériorité. Certes, le mouvement social-démocrate doit évoluer et reconstruire une stratégie, mais pourquoi la crise du communisme devrait-elle l'affaiblir qui lui a toujours été opposé ? En Italie, en tout cas, le PSI reste le parti qui, plus que tout autre, a élaboré des programmes, les a vérifiés, pour les réinventer à nouveau. Nous avons créé un « background » de réformes uniques. Notre problème, c'est qu'il n'a pas été facile d'être en même temps au gouvernement comme nous avons choisi parfois de l'être.

« Après tant d'années d'alliance avec la DC, vous ne croyez plus à une alternative de gauche ?

« Moi, cette alternative, je l'appelle « unité socialiste ». Que la

gauche de tradition socialiste et celle qui vient du communisme prennent la voie de l'unité est le choix le plus logique et raisonnable que l'on puisse imaginer dans le futur ! Cela n'a pas été possible, et nous n'en sommes pas responsables, car ce type d'union doit se faire à notre aise sur le terrain d'un socialisme européen et démocratique. Quelque chose qui naturellement n'a rien à voir avec le communisme ou sa nouvelle version. Ce qui n'est pas possible aujourd'hui pourra se faire demain. De notre côté, nous insistons, c'est une idée à mettre à l'ordre du jour de la politique et de l'histoire. Car si nous parvenons à créer cette association ou cette fédération des forces socialistes réformistes, modernes et libérales, nous serons le premier parti du pays. En attendant, devant l'imminence des élections, le PDS, qui traverse une grande crise, a été amené à prendre des positions très rigides et polémiques à notre égard. J'espère que ce n'est qu'une transition, sans cela ce parti risque bien de rester sans idées, sans identité et surtout sans futur. »

« Le nouveau gouvernement aura quatre priorités »

« En cas de victoire, votre nom est cité souvent. A quelles conditions revendiquez-vous au pouvoir et que serait un nouveau gouvernement Craxi ?

« Moi je me sens en parfait état de service ! Peut-être pas pour longtemps encore, mais je peux encore faire une chose pour mon pays. On verra laquelle. Disons tout de suite que si j'ai l'impression que se forme un gouvernement fragile, « balnéaire » et instable, je refuserai d'y mettre ne serait-ce que le bout du pied ! En revanche, s'il s'agit de redonner à l'Italie une certaine stabilité politique, renforcée par des réformes institutionnelles, je serais pleinement disponible. Si je forme un nouveau gouvernement, ce sera un gouvernement de coalition avec la Démocratie chrétienne, en association d'autres partis, en fonction aussi des résultats des élections. Ce gouvernement aura quatre priorités : faire retourner le pays vers un cycle de développement et d'expansion ; conduire une lutte sans merci contre une criminalité qui est devenue très dangereuse et agressive ; redéfinir l'Etat social pour le rendre plus efficace tout en sélectionnant ses prestations ; et enfin réaliser un certain nombre de réformes constitutionnelles et institutionnelles.

« L'élection directe du président de la République ? La plupart des forces politiques italiennes sont contre, seul un référendum pourrait en décider. Je pense aussi que nous

devons renforcer l'exécutif en instaurant une confiance constructive, pour se préserver de certains abus des partis et permettre le respect de l'article 92 de la Constitution qui reconnaît au premier ministre le droit de choisir les ministres. Il faut aussi une plus grande décentralisation vers les régions et un véritable programme de « délégitimation ». Chez nous, tout se décide à travers des lois, je pense qu'une administration publique rénovée pourrait prendre le relais dans certains cas. Avec ce paquet de réformes, si elles sont effectives, on pourrait remettre l'Etat en bonne condition. »

« Dans le passé, on vous a parfois comparé à François Mitterrand ; finalement, vous voudriez être le Garibaldi de la seconde République italienne. »

« Je me méfie des comparaisons ! On aboutit à des contre-sens retentissants comme ces caricatures qui me représentent en Mussolini ! Lui c'était un extrémiste, pas moi, je pense... Mitterrand ? Non, les situations sont trop différentes, et puis j'ai l'impression qu'en ce moment les Français ne nous comprennent plus ; il y a même certaines formes de rejet... Garibaldi ? Non plus. Il savait faire des tas de choses que j'ignore. Savez-vous qu'il a été élu en France dans cinq départements au lendemain de la défaite de 1870 ? Mais le jour où il a voulu prendre la parole à l'Assemblée, on l'a fait taire parce qu'il était Italien. Alors il est sorti, et le lendemain, Victor Hugo a démissionné par solidarité... Ce n'était pas le même climat qu'aujourd'hui. De toute façon, l'heure du bilan n'est pas encore arrivée. On m'a reproché par exemple de n'avoir pas pris le bon virage pour le référendum sur la préférence unique en juin dernier, mais on verra à la fin de cette élection si j'avais tort ou raison ! La situation à l'étranger, mais l'Italie à une telle tradition d'instabilité qu'il ne faut pas dramatiser. Nous avons en la plus grande « Parti communiste d'Europe », l'extrémisme de gauche et celui de droite qui s'affrontaient dans les rues. Nous avons eu le terrorisme, alors les Ligues, à côté, c'est marginal ! Vous verrez que cette élection se terminera avec un des taux d'abstention les plus bas d'Europe, les gens voteront pour les partis traditionnels et les Ligues auront moins de 10 %. Quant à ceux qui parlent de la crise du « leadership », moi je regarde les sondages, et la grande majorité, quand on lui demande qui elle voudrait à la tête du pays, se prononce dans l'ordre pour deux noms : Craxi et Andreotti. Les autres sont loin derrière. L'inconnu, le « nouveau visage » en politique, il ne fait pas 5 %, le pourcentage.

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

AMÉRIQUES

Il y a dix ans, le 2 avril 1982

Les Argentins envahissent les Malouines...

M^{re} Margaret Thatcher apprend le mardi 30 mars 1982, de la bouche même d'un haut responsable du MI 6 venu lui faire son rapport, que les Argentins ont massé une force considérable dans plusieurs bases aéronavales et ont programmé l'invasion des îles Falkland pour le vendredi suivant, soit le 2 avril. La « Dame de fer » est furieuse : tous ses ministres, sans exception, lui ont dit et redit que les Argentins ne passeraient jamais à l'acte. Cela fait des mois que le régime militaire en place à Buenos-Aires se livre à ce qui n'est, vu de Londres, que de la « gesticulation ». Un groupe non identifié a même hissé le 18 mars le drapeau argentin sur une autre île britannique située beaucoup plus à l'est dans l'Atlantique sud (South Georgia Island), ce qui a seulement entraîné une « demande d'abaissement » de la part du Foreign Office.

Les îles Falkland, appelées Malouines par les marins français (Malvinas en espagnol), sont un territoire d'une superficie totale de

16 835 kilomètres carrés, dépendant directement de la Couronne, sur lequel vivent mille huit cents sujets de sa Gracieuse Majesté, presque tous d'ascendance écossaise ou anglaise, ainsi que plusieurs centaines de milliers de moutons.

Ces derniers broutent l'herbe de ces îles froides, et plutôt austères, qui ressemblent singulièrement par leur climat aux îles qui entourent l'Ecosse. L'archipel est revendiqué, de toute éternité, par les Argentins. Les gouvernements britanniques successifs s'en sont désintéressés, depuis des générations, au point que les « Kelpers » (le surnom donné aux habitants en raison de leur utilisation du goémon, « kelp », comme fumier) n'ont même pas le droit de résider en Grande-Bretagne. Ils sont certes des sujets attachés à la Couronne, et ont un gouverneur au temps des colonies, mais ne sont pas des citoyens à part entière.

Les Argentins vont, sans le vou-

loir, changer tout cela et contribuer, en outre, ce qui aura plus de conséquences à la Fédération triomphale de M^{re} Thatcher en 1983. Mais, en attendant, ce mardi 30 mars, M^{re} Thatcher n'est pas amusée. Ses pires doutes concernant la validité de ces gentlemen du Foreign Office sont confirmés. Ces gens-là, pense-t-elle, sont des incapables, tout juste bons à se coucher devant les ennemis de l'Angleterre. Il est temps de reprendre les choses en main.

Ce sera fait le 2 avril après le débarquement de plusieurs milliers de fantassins et fusiliers marins argentins à Port-Stanley, la minuscule « capitale » de l'archipel. Les mille huit cents Britanniques sont souris à la loi martiale et invités à rester dans leur maison. La prise de l'aéroport a fait quelques morts. La vieille Angleterre est humiliée. Les meilleurs voix se font entendre pour que M^{re} Thatcher, elle aussi, accepte le fait accompli.

Elle fera exactement le contraire de ce que ses principaux ministres lui conseillent instamment de faire.

Elle choisit la solution militaire, l'envoi de la flotte, et la rupture immédiate des relations diplomatiques, avec l'effet des ministères et des responsables des services secrets. L'opération est menée conformément aux traditions britanniques : usage minimal de la force, emploi astucieux de la marine (y compris les sous-marins nucléaires d'attaque) et de l'aviation, recours permanent à la ruse et à l'infiltration derrière les rangs ennemis. Les troupes britanniques débarquent, bien sûr, là où les Argentins ne les attendent pas, à environ 150 kilomètres de Port-Stanley, à l'autre bout de l'île principale de l'archipel. Le corps expéditionnaire argentin capitulera le 14 juin 1982, et M^{re} Thatcher sera réélue le 9 juin 1983.

DOMINIQUE DHOMBRES

ASIE

CAMBODGE

Cessez-le-feu entre Phnom-Penh et les Khmers rouges dans la région de Kompong-Thom

Le gouvernement de Phnom-Penh et les Khmers rouges ont conclu un cessez-le-feu, a annoncé mercredi 1^{er} avril le général australien John Sanderson, commandant des forces de l'ONU au Cambodge. Des combats d'ampleur limitée avaient lieu depuis janvier dans la province centrale de Kompong-Thom, rompant le cessez-le-feu entre les quatre parties combattantes en vigueur depuis le 1^{er} mai 1981.

Les Khmers rouges ont entrepris de contrôler la route numéro 12 reliant Kompong-Thom à la ville septentrionale de Preah-Vithéar. Leur objectif

était d'isoler le nord (gouvernement) du pays et aussi d'affaiblir les communications de leur bastion occidental avec leurs maquis de l'Est. La contre-attaque de Phnom-Penh a été tardive.

Les Khmers rouges ont accusé les forces vietnamiennes (qui ont quitté le pays fin 1989) d'y avoir participé. Le chef de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC), le Japonais Yasushi Akashi, a aussitôt annoncé l'envoi d'un détachement avancé de « casques bleus » dans la zone des combats. (AFP, Reuters, UPI)

↳ INDE : appel au calme après une explosion dans une mosquée. - L'explosion d'une bombe, le 31 mars, dans une mosquée du district de Faizabad (Uttar Pradesh), proche de la ville sainte hindoue de Ayodhya, a provoqué une vive agitation parmi les musulmans en divers points de l'Inde. Le ministre de l'Intérieur, M. Shankar Rao Shavan, a lancé un appel à la paix entre les communautés après que la police ait fait usage de ses armes pour disperser des manifestations, notamment dans l'Etat méridional du Kerala. La fédération indienne compte plus de cent millions de musulmans. (AFP)

↳ VIETNAM : réouverture de la « route de l'amitié » avec la Chine. - Une modeste cérémonie a marqué le mercredi 1^{er} avril la réouverture officielle de la route numéro 1, dénommée « route de l'amitié », entre le Vietnam et la Chine. Les deux pays étaient convenus en novembre de normaliser leurs relations, déclinées depuis l'attaque menée par les forces de Pékin contre le voisin du sud en février 1979, en représailles contre l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoi. Un intense commerce transfrontalier, assez contrôlé par les autorités, avait déjà repris ces dernières années. (Le Monde du 15 février) - (AFP, Reuters)

EUROPE

CEI

La Tchétchénie prend le contrôle des troupes ex-soviétiques

Le Parlement de la République indépendante de Tchétchéno-Ingouchie, dans le Caucase du Nord, qui a été le théâtre d'une tentative de coup de force, mardi 31 mars, a décidé, mercredi, de placer sous sa juridiction les troupes de la CEI stationnées sur son territoire.

Le président du parlement, M. Hussain Ahmadov, a affirmé au correspondant de *Tass* que cette décision avait été prise en accord avec le maréchal Chapochnikov, commandant-en-chef des forces armées de la CEI: les ex-troupes soviétiques, a-t-il ajouté, seront désormais soumises à l'autorité de

la direction tchétchène et défendront *l'indépendance territoriale* de la République, qui était jusqu'à l'an dernier partie intégrante de la Fédération de Russie. Un colonel tchétchène a été nommé *«chef de l'état-major des forces armées de la Tchétchénie»*.

Mardi, un groupe armé s'était emparé de la radio-télévision à Grozny, la capitale tchétchène, avant que les forces fidèles au président Djokhar Doudaev n'en reprennent le contrôle dans la soirée. On ignore toujours qui était derrière cette offensive. - (*Tass*)

MOLDAVIE

Dix morts dans de nouveaux affrontements ethniques

Les affrontements ethniques en Moldavie ont fait au moins dix morts, mardi 31 mars et mercredi 1^{er} avril. Ces nouveaux combats réduisent les espoirs de voir aboutir les entretiens engagés entre responsables moldaves, russes, ukrainiens et roumains pour tenter de rétablir le calme dans la région. Sept personnes ont été tuées, mercredi, lors d'une offensive de la police moldave à Bendery, une ville de cent mille habitants, en majorité russophone, de la région du Dniestr. Bendery se trouve sur la rive occidentale du Dniestr, fleuve la séparant du reste de la

«République socialiste soviétique du Dniestr» proclamée par les séparatistes. Cette attaque constitue la première opération importante des autorités moldaves contre les «séparatistes» russophones.

Trois policiers moldaves ont par ailleurs été tués dans des attaques à la roquette lancées par les séparatistes, mardi soir à Koshnitsa, sur la rive orientale du Dniestr, a annoncé la police.

Le ministre moldave des affaires étrangères, M. Nicolae Titu, a déclaré que les discussions de deux jours ouvertes mardi à Kichinev entre des représentants de la Russie, de l'Ukraine, de la Roumanie et de la Moldavie n'avaient pas permis d'enregistrer de progrès notable. «Ils continuent de rechercher une solution pacifique et une nouvelle réunion des ministres des affaires étrangères est souhaitable», a-t-il dit, ajoutant que cette prochaine rencontre se tiendrait probablement à la mi-avril.

D'autre part, une caserne de la 14^e armée de la CEI, basée à Tiraspol, sur le territoire de la «République du Dniestr», a été occupée mercredi soir par des femmes de la ville qui réclament que les soldats viennent en aide à la population russophone. Les troupes de la CEI, stationnées en Moldavie, sont passées, mercredi, par un décret du président Boris Eltsine, sous la juridiction de la Fédération de Russie. - (*AFP, Reuters*)

A la conférence de Bruxelles

Les Républiques ex-yougoslaves décident de renouer leurs relations économiques et commerciales

Les présidents des six Républiques de l'ex-Yougoslavie se sont mis d'accord à Bruxelles pour lever les restrictions au commerce existant entre ces Républiques, a annoncé, mercredi soir 1^{er} avril, Lord Carrington, qui dirige la conférence pour la paix en Yougoslavie.

L'ancien chef de la diplomatie britannique a précisé que, dans l'attente d'un accord définitif, les parties en présence s'étaient entendues pour renoncer aux restrictions de circulation et aux entraves douanières, ainsi que pour rétablir les transports et les approvisionnements énergétiques.

Si des infractions à ces engagements sont constatées, elles seront soumises à l'appréciation du groupe de travail constitué par la conférence sur les questions économiques, a précisé Lord Carrington.

Lord Carrington a indiqué à la presse que les principales difficultés que la conférence a encore à surmonter étaient les suivantes: l'héritage de l'ex-Yougoslavie, le sort de la Krajina (enclave serbe en Croatie), le statut des minorités ethniques en Serbie et au Monténégro.

Sur le premier point, les repré-

sentants de la Serbie - fédérée avec le Monténégro - ont confirmé, selon des sources diplomatiques, qu'ils se considéraient comme les seuls héritiers de la Yougoslavie dont ils entendent garder le nom, le drapeau et le siège dans les organisations internationales telles que les Nations unies. Mais pour les Croates et les Slovènes notamment, la personnalité juridique de la Yougoslavie doit être supprimée.

Lord Carrington a souligné que cette question de l'héritage était «le problème le plus délicat». - (*AFP*)

■ ESPAGNE: un militaire tué dans un attentat à Madrid. - Un colonel à la retraite, qui avait été blessé mardi 31 mars à Madrid dans un attentat au colis piégé (*le Monde* du 2 avril), a succombé, mercredi soir, à ses blessures. L'explosion s'était produite au moment où Joaquín Vasco Alvarez, soixante-dix-huit ans, ouvrait le paquet à son domicile. D'après la police, le colis aurait pu être adressé à son fils, également officier de l'armée. L'action, bien que non revendiquée, est attribuée par la police à l'organisation séparatiste basque ETA. - (*AFP*)

Gorbatchev, Wenders et Dostoievski

«Poisson d'avril» ou habile reconversion? Selon le *Washington Post*, M. Mikhaïl Gorbatchev jouerait son propre rôle dans un film de Wim Wenders, une suite des «Alles du Désir», un des chefs d'œuvre du cinéaste allemand. Revenu à Berlin, l'ange, incarné par Bruno Ganz, rencontrerait l'ancien président soviétique, qui se lancerait dans un long monologue sur le sens de la vie et ses rapports avec Dostoievski. Le cinéaste s'est dit impressionné par «le professionnalisme» de M. Gorbatchev.

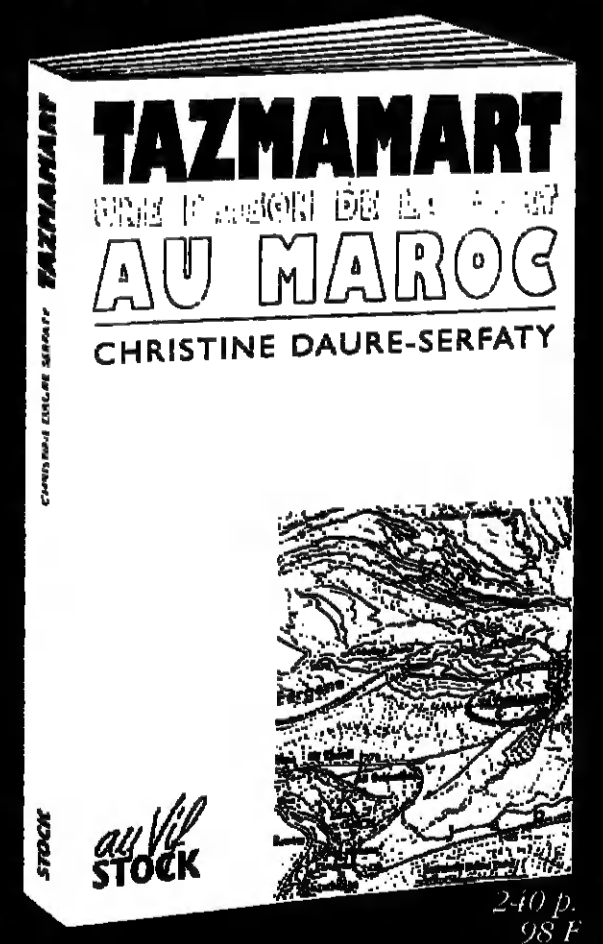
GÉORGIE

Nouveaux combats entre la garde nationale et des partisans de l'ex-président Gamsakhourdia

Quatre membres de la garde nationale géorgienne ont été tués et vingt autres blessés, mercredi 1^{er} avril, au cours d'affrontements avec des partisans de l'ex-président Zviad Gamsakhourdia près de la ville portuaire de Poti. Après ces accrochages, des unités de la garde nationale ont donné l'assaut à la ville de Poti, où un certain nombre de personnes ont été tuées et d'autres blessées, a indiqué un porte-parole de Djaba Iosseliani, membre du conseil militaire qui a renversé M. Gamsakhourdia, au mois de janvier. Selon l'agence *Tass*, des unités de la garde nationale ont été attaquées par des partisans de M. Gamsakhourdia, mais l'attaque a

été repoussée et les combats à Poti «se sont achevés par une victoire des forces gouvernementales». L'agence a indiqué qu'un groupe de quelque deux mille partisans de M. Gamsakhourdia, qui avaient prévu de marcher sur la ville de Kutaisi (centre) pour la proclamer «capitale de la Géorgie occidentale», avaient été stoppés, mercredi, près de la ville voisine de Samtredia. - (*AFP*)

«...Rien n'empêchera que Tazmamart reste comme une tache indélébile sur le burnous royal»
Jacques de Barrin, *Le Monde*



«Un récit précis, sobre et implacable...»
Stephen Smith, *Liberation*

«La descente dans l'enfer de Tazmamart commence avec cette écriture blanche, qui va restituer en deux cents pages l'horreur au quotidien»
Michèle Fay, *La Quinzaine Littéraire*

au Vif Stock

EN AVRIL

ACHETEZ VOTRE RÉSIDENCE PRINCIPALE, BREGUET VOUS OFFRE VOTRE RÉSIDENCE SECONDAIRE POUR 4500F.*

Dès maintenant, venez nous rendre visite et vous renseigner dans nos bureaux de vente.

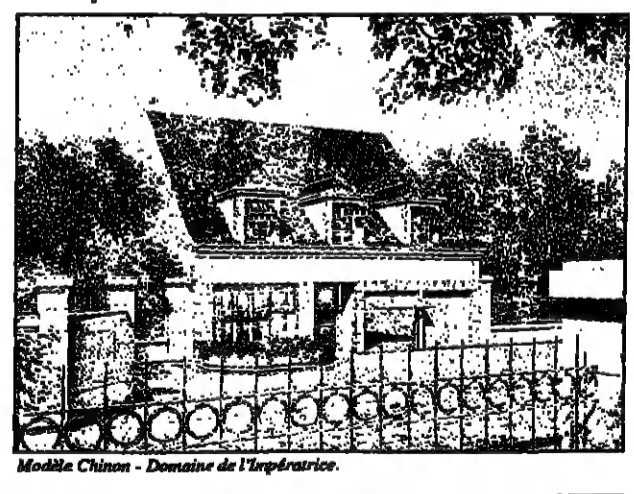
MAISONS INDIVIDUELLES

RUEIL-MALMAISON (92)
Domaine de l'Impératrice
rue Dumouriez
Tél. 47 32 91 26

RUEIL-MALMAISON (92)
Domaine de Bois-Préau
rue Filippa Nicolas Philibert
Tél. 47 08 12 21

CERGY-LE-HAUT (95)
Les Maisons de Golf
boulevard de l'Orise
Tél. 30 73 96 95

SAINT-PRIX (95)
Domaine de la Croix-St Jacques
rue de Rubelles
Tél. 34 16 65 66



Modèle Chêne - Domaine de l'Impératrice.

SOISY-S/MONTMORENCY (95)
Domaine du Parc
chemin du Parc
Tél. 34 28 19 34

GROSLAY (95)
Domaine de Grosloy
chemin du Clos de Paris
Tél. 34 17 95 43

CHELLES (77)
Domaine des Coteaux de Chelles
rue du Clos-Roger
Tél. 64 21 54 46

JABLINES (77)
Domaine de Jablines
départementale 45
Tél. 64 36 45 58

VILLIERS-SUR-MARNE (94)
Domaine de Villiers-sur-Marne
avenue du Général de Gaulle
Tél. 49 30 05 26

LA QUEUE-EN-BRIE (94)
Les Allées de la Queue-en-Brie
chemin de la Montagne
Tél. 45 94 12 46

SERVON (77)
Domaine de Servon
chemin de la Butte-aux-Berges
Tél. 64 05 35 61

MENNECY (91)
Domaine de Mennecy
boulevard de la Verville
Tél. 69 90 08 90

MARCOUSSIS (91)
Domaine de Marcoussis
rue de la Guillaume
Tél. 64 49 32 52

*Ces 4500 F représentent la part contributive de l'acquéreur pour bénéficier d'un appartement en jouissance à temps partagé, à la mer ou à la montagne. La valorisation du droit de jouissance sera définie en fonction du Domaine Breguet que l'acquéreur aura choisi. Offre valable, à l'exclusion de toute offre promotionnelle, pour une réservation signée entre le 1^{er} avril et le 30 avril 1992. Dès la signature de l'acte notarié, l'acquéreur verse 4500 F à la Société participant à l'opération, et Breguet verse le solde. Si vous ne souhaitez pas profiter de cette offre, Breguet vous restituera sur le prix d'achat de votre résidence principale une réduction d'un montant équivalent à la valorisation du droit de jouissance, prix catalogue, moins 4500 F.



Renseignements ou visite des maisons décorées lundi de 14 h à 19 h, jeudi et vendredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h, week-end et jours fériés de 10 h à 19 h.

LA NOMINATION DE M. PIERRE BÉRÉGOVOY

« Habemus papam ! »

Il était environ 14 h 15, ce mercredi 1^{er} avril. Depuis le début de la journée, M. François Mitterrand poursuivait ses consultations. Il avait reçu M. Lionel Jospin, donné l'avis du ministre de l'éducation nationale, et le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, pas très enthousiaste, apparemment, devant la perspective de voir M. Pierre Bérégovoy s'installer à l'hôtel Matignon et qui venait de joindre au téléphone M. Jacques Delors pour lui demander, en vain, de revenir sur son refus d'assurer la succession de M^{me} Edith Cresson.

De peur que le « débailage » auquel celle-ci s'était livrée, la veille, devant le président de la République, en accusant le ministre de l'économie et des finances de lui avoir mis, pendant dix mois, des bâtons dans les roues, ne donne à penser que la question du changement de gouvernement pouvait se réduire à une vulgaire dispute, les responsables de la parole mitterrandienne déployaient leurs talents pour expliquer que le chef de l'Etat prenait son temps pour des raisons beaucoup plus sérieuses.

Il fallait comprendre que M. Mitterrand, en multipliant ses entretiens, s'efforçait

de trouver « les meilleures réponses possibles aux interrogations exprimées par les électeurs aux régionales et aux cantonales » et cherchait à « compléter son information » et à « se former une opinion sur la meilleure façon de décrire le message transmis par les électeurs », tout en prenant en considération ses engagements dans la composition du nouveau gouvernement. Le secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine, et son adjoint, M^{me} Anne Lauvergeon, étaient déjà en quête d'« hommes neutres ».

C'est alors que de grosses volutes de fumée noire s'élevèrent au-dessus de l'Elysée. Renseignement pris, il ne s'agissait pas d'un poisson d'avril dû à quelque « papabile » en puissance mais bel et bien d'un feu de cheminée. L'Elysée brûlait par l'une des cheminées de son sous-sol.

Tout rentra dans l'ordre avant même l'arrivée des pompiers pendant qu'à l'hôtel Matignon un autre incendie couvait à la table du premier ministre potentiellement démissionnaire. M^{me} Cresson avait en effet convié à sa table M. Laurent Fabius, en sachant fort bien que le premier secrétaire du PS était l'un des plus chauds partisans de son remplacement

par M. Bérégovoy. Elle n'avait pas oublié, en particulier, le propos vicié tenu le 2 février, en pleine affaire Habache, par M. Claude Bertolotti, le lieutenant de M. Fabius, qui avait, d'ailleurs, le nom de M. Bérégovoy, après avoir affirmé la nécessité de provoquer dans l'opinion « un choc psychologique et idéologique ».

Mais cette chaudière-là n'explose pas : le chef du gouvernement et son conseil étaient conviés de se faire accompagner chacun d'un témoin afin d'éviter un imprévisible tête-à-tête. Ils échangeaient des civilités à propos, notamment, de l'opportunité de voir les textes adoptés par le Parlement mis en application dans les plus brefs délais. Rassegurés par cet usage diplomatique de la table à la crème, les proches de M^{me} Cresson purent ainsi faire savoir, sans être obligés, que ce déjeuner avait été « convivial ». La question du changement de gouvernement avait été, en effet, soigneusement écartée du menu. Les membres du bureau exécutif du PS, réunis au même moment rue de Solferino, firent preuve d'une égale frugalité.

A l'Elysée, les observateurs s'inquiétaient de la « disparition » de M. Mitter-

rand. Ils ne savaient pas qu'il prenait l'air sous les arcades de la Comédie-Française, aux abords des jardins du Palais-Royal. Ils ignoraient qu'on l'avait aperçu à la Librairie des Arcades, rue de Cassini, en train de feuilleter le pamphlet de Mitterrand s'en va, publié chez Orban. Autre motif de perplexité pour les journalistes frustrés : ils avaient vu arriver le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, ancien porte-parole du président de la République, ainsi qu'un ancien président de la commission des finances, M. Christian Goux, et aussi M. Roger-Gérard Schwartzenberg, le député MRG du Val-de-Marne, mais rien ne confirmait que tous ces nouveaux arrivants avaient rendez-vous avec le chef de l'Etat. Certains d'entre eux étaient là, en effet, pour tout autre chose. Ce mercredi 1^{er} avril était aussi le jour du déjeuner hebdomadaire des « anciens » du cabinet élyséen.

Le ministre de l'agriculture, M. Louis Nourmaz, arriva un peu plus tard, et lui avait bel et bien rendez-vous avec M. Mitterrand. Tout comme le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Lar-

zière, venu entre parenthèses, un quelconque sorte, puisqu'il ne s'agissait, pour lui, que de remettre au chef de l'Etat un rapport annuel sur la politique monétaire. Enfin, l'on apprit que le dernier visiteur du président de la République serait M. Michel Rocard. C'était la première fois que l'ancien premier ministre revenait à l'Elysée par la grande porte depuis qu'il avait été « évincé ». On apprit, un peu plus tard, que M. Mitterrand ne l'avait pas invité pour lui demander son avis.

Il n'y eut pas d'autre signe dans le ciel de l'Elysée et, bien que le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, ait fait savoir que l'annonce devenait imminente, l'on comprit que le nouveau premier ministre ne pouvait être nommé un 1^{er} avril. Il fallut donc attendre le jeudi 2 avril, pour qu'à 8 h 43 un bulletin de l'AFP dévoile que M^{me} Cresson avait remis sa démission au président de la République, qui l'avait acceptée, et pour qu'à 8 h 58 la même agence annonce la nomination de M. Bérégovoy. Habemus papam !

ALAIN ROLLAT

Maintenant gouverner

Suite de la première page

Ce faisant, elle oublie que son accession au poste de chef du gouvernement devait en grande partie au travail de sages qu'elle avait elle-même accompli au sein, puis hors du gouvernement, de la gauche, contre le premier ministre d'alors.

M^{me} Cresson était persuadée d'avoir raison, seule contre tout. Au point de ne plus voir ses propres erreurs, et de verser dans ce qu'il faut bien appeler une forme d'amateurisme. M. Bérégovoy, à l'inverse, est la quintessence du professionnalisme politique. Le choix du président n'emporte donc avec lui aucune prise de risque, ni coup d'audace susceptible de provoquer l'électrochoc dont le pouvoir avait sans doute besoin.

Mais il comporte une garantie de sérieux et d'un minimum de confiance rendue aux acteurs économiques et sociaux, comme à la haute fonction publique, qui doit permettre au président, au pire, de préparer convenablement la cohabitation (M. Bérégovoy a déjà pris position contre la proportionnelle intégrale, par exemple), après une défaite honorable, au mieux, de créer les conditions d'un jeu plus ouvert aux législatives de 1993.

M. Bérégovoy est en effet suffisamment rassurant pour convenir à un électoral modéré, celui-là même qui plébiscite M. Delors ou M. Barre ; il est aussi le seul capable de répondre au « déficit social » sans perdre la confiance des places financières internationales. De la même façon qu'il fallait un Pierre Mauroy pour casser l'échelle mobile des salaires.

« Gouverner n'est pas plaire », avait répondu M. Mitterrand à ceux qui lui faisaient valoir, à l'autour de la table, que l'impopularité de M^{me} Cresson rendait nécessaire son remplacement. On a pu mes-

Record de brièveté

M. François Mitterrand avait fait de M. Laurent Fabius le plus jeune des chefs de gouvernement depuis l'instauration de la République. Il avait permis à M^{me} Edith Cresson d'être la première femme à diriger un gouvernement dans l'histoire de la France. Il l'oblige aujourd'hui à battre un autre record dont elle se serait sans doute bien passée : le plus bref passage à Matignon sous la V^e République.

Le précédent record de brièveté était détenu par M. Maurice Couve de Murville. Nommé premier ministre par le général de Gaulle le 12 juillet 1958, il avait présenté sa démission le 20 juin 1959, jour de l'installation officielle de Georges Pompidou à l'Elysée. Il était donc resté à Matignon 344 jours. Nommé le 15 mai 1961, M^{me} Edith Cresson a présenté, officiellement, sa démission le 2 avril 1992 à 8 heures du matin. Elle aura donc occupé cette fonction 323 jours.

M. Pierre Bérégovoy va, lui aussi, battre un record : il est le plus âgé des premiers ministres de la V^e République. Né le 23 décembre 1925, à soixante-six ans, le précédent record était, aussi, détenu par M. Couve de Murville, qui avait soixante ans lorsqu'il avait été nommé à Matignon.

rer par la suite que ne pas plaire ne signifie pas pour autant que l'on gouverne. De ce point de vue, et de celles que soient les perspectives électorales, la seule chose que l'on soit en droit d'attendre de M. Bérégovoy est celle-ci : gouverner !

Disposant d'un temps plus que limité (les onze mois qui nous séparent de l'échéance législative de mars 1993), le nouveau premier ministre va devoir se concentrer sur quelques dossiers qui peuvent être traités rapidement, et non ouvrir des chantiers, comme le faisait M. Rocard.

Compte tenu d'autre part de l'isolement qui est celui des socialistes, qui seront son seul soutien parlementaire, il lui faudra faire en sorte que les décisions prises bénéficient d'un certain consensus, ce qui ne sera pas - période électorale oblige - chose facile. En dehors des deux sujets imposés que seront pour lui la ratification des accords de Maastricht, dès l'actuelle session de printemps, et la réforme constitutionnelle promise par le chef de l'Etat, qui devrait prendre place lors de la session d'automne, M. Bérégovoy sera sans doute conduit à renouveler l'engagement qu'il prenait il y a quelques semaines à la télévision : faire reculer le chômage.

Il sait probablement qu'une telle promesse, pour être tenue, lui demandera plus d'audace que n'en avait le ministre d'Etat chargé de l'économie du gouvernement Cresson. Il sait aussi que les socialistes ne peuvent se réconcilier avec une partie importante de l'électorat qui était le leur qu'à la condition de purger le détestable climat créé par la multiplication des « affaires ». Des décisions pour renforcer l'indépendance de la justice, mais aussi la condamnation de ceux qui, jusqu'à présent, ont paru passer à travers les mailles du filet, lui seront donc nécessaires.

Au-delà de ces dossiers urgents, il lui appartiendra également de faire émerger, à l'approche du scrutin législatif, des débats qui permettent aux électeurs d'apprécier les nouvelles frontières du paysage politique. Qu'il s'agisse de l'engagement du territoire, sujet devenu prioritaire compte tenu du poids des écologistes, ou de la réforme de l'Etat et de son système d'éducation et de santé, M. Bérégovoy devra dessiner des lignes de partage qui, sans ressusciter les querelles sur les changements de société d'antan, permettront aux socialistes de retrouver une part de leur identité et, à lui-même, de se distinguer de M. Balladur.

Ce chemin-là n'est certes pas exaltant : la nomination de M. Bérégovoy vient tard, bien tard ! Il n'a pas, au bout de la route, la perspective de renverser brutalement la tendance et de guérir la gauche du mal qui la frappe, à savoir le déracinement social, et qui l'a éloignée de la France des banlieues, celle du plus grand nombre. Mais au moins devrait-il apporter un mieux, en tous domaines. Même si cette opération de la dernière chance ne sauve pas la gauche, qui s'en plaindra ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

Estimant qu'il « ne répond pas aux aspirations des Français »

Les Verts refusent de participer au gouvernement

Les Verts ont rendu publique, jeudi 2 avril, une déclaration indiquant qu'ils ne participeront pas au gouvernement. La nomination de M. Pierre Bérégovoy comme premier ministre rassurera les milieux financiers et industriels, mais ne répond pas aux nouvelles aspirations des Français, estime-t-il. Le système gouvernemental de l'Elysée n'est pas adapté à la situation de la France. L'écologie n'est pas une simple question de mode de vie, mais une véritable révolution. Les Verts refusent de participer au gouvernement.

Dix jours après leur échec relatif aux élections régionales, face au mouvement concurrent de M. Brice Lalonde, les Verts sont parvenus à se placer comme les seuls partenaires possibles du nouveau gouvernement. Après la sortie du ministre de l'environnement, Gérard Écologie apparaît privé de toute capacité d'expression. Les Verts, en revanche, avec leurs conditions posées pour une éventuelle participation au gouvernement (le Monde du 2 avril), ont récapitulé à leur profit la demande d'indépendance de la politique exprimée par l'électorat les 22 et 29 mars dernier. Qui d'au-

tres, en effet, que les amis de M. Antoine Waechter, pour ne prendre qu'un exemple, se font actuellement le porte-parole de cette vieille revendication de la gauche qu'est le partage du travail ?

Les émissaires dépêchés depuis une semaine par Matignon, le Parti socialiste et l'Elysée auprès des Verts ont accablé l'idée que les écologistes n'étaient peut-être plus des « zozos », et ceux-ci se sont eux-mêmes interrogés, après les élections, sur les conditions de leur insertion dans la vie politique. « Le Front national et Génération Ecologie ont donné des arguments à ceux qui s'opposent à la proportionnelle », explique M. Waechter. Il nous faut faire une pression sur nous-même en face ». Compte tenu de l'habilitation du Parti socialiste, les Verts estiment qu'il leur est possible désormais d'obtenir une modification du mode de scrutin avant les prochaines élections législatives. Leur préférence va à la formule d'un scrutin mixte (élection directe des candidats ayant recueilli la majorité absolue et répartition des autres sièges à la proportionnelle), tel qu'il fut pratiqué de 1919 à 1927 (le Monde du 14 novembre 1991). Une large victoire de la droite en 1993, en revanche, pourrait renvoyer sine die la réforme du mode de scrutin et

priver les Verts d'une représentation à l'Assemblée nationale pendant de longues années encore.

Cette analyse, partagée à la fois par M. Yves Cochet, l'un des animateurs de la minorité du mouvement, et par M. Waechter, a conduit les Verts à s'interroger sur les préalables qu'ils posaient jusqu'ici pour participer à un gouvernement. « Nous pourrions éventuellement envisager sur le changement du mode de scrutin. Mais cela reste une question qui n'est pas encore tranchée », précise M. Waechter.

« Une logique de concertation »

Plutôt qu'un accord avec le Parti socialiste ou un simple engagement de la part du nouveau premier ministre, les Verts réclament l'organisation d'une conférence nationale, associant tous les partis, pour dégager une solution de compromis qui serait ensuite l'objet d'une loi organique et éviter ainsi une modification du mode de scrutin à chaque changement de majorité. Enfin, toujours sur le plan institutionnel, les Verts souhaitent que la réforme de la Constitution, annoncée pour la fin de l'année par le président de la République, conserve la pratique du référendum sur les problèmes de

société et transforme le Sénat en un « conseil des régions ».

Cette base de négociation ainsi que les conditions posées dans les domaines de l'énergie, des transports, de la défense et de l'emploi ont été jugées favorablement par M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne et animateur de la Gauche socialiste, après une rencontre, mercredi 1^{er} avril, avec l'une des porte-paroles des Verts, M^{me} Dominique Voynet. De son côté, M. Waechter, visiblement satisfait de la considération soudaine portée par les socialistes à son mouvement, se réjouissait, du fait que le pouvoir n'était plus dans « une logique de débauchage, mais de concertation ». Si plusieurs postes ministériels ont été évoqués par les interlocuteurs des Verts (les transports, le logement, l'aménagement du territoire, la ville), aucune proposition ferme n'a été émise. Cette réponse serait aussi fonction du choix final du président de la République. L'hypothèse Bérégovoy était de celles qui ne les enchantaient guère.

JEAN-LOUIS SAUX

Les Journées parlementaires du PS

Bonne chance, monsieur Bérégovoy !

Est-ce la proximité, au premier étage, d'un colloque de psychanalyses, l'entrée de la Maison de la chimie, où ils sont réunis pour leurs journées d'études, les parlementaires socialistes, désireux de reconstruire l'image brisée sortie des urnes, se sont gardés, jeudi 2 avril, de tout acte marqué. On se leur arrachera donc pas de confessions tourmentées sur l'arrivée de M. Pierre Bérégovoy à l'hôtel Matignon. « C'est le début de l'électrochoc et de la renouveau », s'enthousiasme M. André Billardon (Seine-et-Marne). « La gauche peut rebondir », se réjouit M. Christian Pignatelli (Vosges), pour qui le nouveau premier ministre est riche de « qualités d'homme d'Etat ».

Il était difficile de trouver quel-
qu'un qui nourrisse le moindre soupçon sur la compétence du chef du gouvernement, mais le ministre du franc fort pourra-t-il faire rêver, de nouveau, la gauche ? M. Jean-Jack Queyranne (Rhône) souligne que la nomination « a été bien reçue par les députés », car il reste « très attentif aux préoccupations sociales », « énormément sensible aux réformes sociales », ajoute même M. Pignatelli. D'ailleurs, son itinéraire personnel est éloquent. « Ce n'est pas banal d'avoir l'expérience personnelle qu'il a eue », lâche, admiratif, M. Alain Richard (Val-d'Oise), faisant allusion au passé d'ajusteur-fraiseur et de bonnetier de l'ancien patron de Bercy.

Il faut vraiment se glisser dans le camp des amis de M. Jean-Pierre Chevènement pour voir poindre une nuance de perplexité. Tout en rendant « hommage » à M^{me} Cresson « femme courageuse », l'ancien ministre de la défense, député du Territoire-de-Belfort, observe que « les marges ne sont pas infinies » et que « le temps est court ». M. Béré-

govoy, un nouvel élan pour la gauche ? « On ne peut pas impulser un nouvel élan si toutes les manettes restent bloquées », relève M. Chevènement. Un de ses lieutenants, M. Jean-Pierre Michel (Hauts-Sabre), est moins abusif : « Si c'est pour continuer la politique économique et financière qu'il a déjà engagée, je ne vois pas ce que cela peut apporter de différent ». Mais au diable les grinchus ! A l'instar de M. Laurent Fabius, tout le monde souhaite « bonne chance » à M. Bérégovoy. Compatissons, le premier secrétaire du PS assure que « ce n'est pas facile d'être premier ministre ». « J'en sais quelque chose », souffle-t-il.

Un climat d'« apesanteur »

Mercredi, les parlementaires socialistes avaient peu à peu levé le huis clos qui, exceptionnellement, accompagnait leurs journées de travail. Et ils ont dit ce que l'on ignorait pas qu'ils pensaient : M^{me} Edith Cresson devait s'en aller et que, si elle continuait de « décrocher », il faudrait lui voter une motion de défiance. Que l'hypothèse de son remplacement par M. Pierre Bérégovoy ne les enthousiasmait pas, tant ils avaient du mal à croire que le défenseur du « mal à croire » que le défenseur du « mal à croire » pourrait incarner le « renouveau » attendu.

Leur rancœur assourdie, les parlementaires se devaient d'analyser leur échec et d'envisager l'avenir. Dans une ambiance « apesanteur », un climat d'« apesanteur », chacun ignorant ce qui se tramait au même moment à l'Elysée ou à Matignon, les députés et les sénateurs socia-

listes ont écouté M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, reprendre devant eux les pistes qu'il avait tracées le matin même devant le bureau exécutif du parti. « Nous avons un devoir de serment devant nous », observait M. Fabius, en exhortant les parlementaires à « retrouver et revivifier leurs valeurs sans adopter la stratégie du bunker ». Convaincu de la nécessité d'un « très profond renouveau », M. Fabius a fermé la porte au débat sur la proportionnelle intégrale, en estimant qu'il « est terminé pour le moment ».

C'est à un « cours nouveau » dans la politique du gouvernement qu'a appelé, pour sa part, M. Jean-Christophe Cambadélis (Paris). Selon M. Cambadélis, le PS a été l'objet « non pas d'un réjet, mais d'une sanction » qui peut se transformer en « surcroît » si la politique gouvernementale change. Le PS, a ajouté M. Cambadélis, doit « retrouver une porosité aux hommes et aux idées nouvelles ». « Rénovation » encore pour les amis de M. Popern, qui, par la voix de M. Yves Durand (Nord), ont souligné l'urgence d'adopter une « stratégie sociale », puisque les électeurs n'ont « pas sanctionné les idées de gauche » mais « l'absence de visibilité de la politique gouvernementale (...) des appareils devenus trop souvent des coquilles vides ».

Ce souci de priorité sociale ne semble pas inscrit dès les premiers jours de la session au programme de leurs travaux. Ceux-ci commenceront par l'examen d'un projet de loi sur le code forestier. « Excellent texte de rupture avec le capitalisme », commentait avec ironie M. Michel Suchod (Dordogne).

FRÉDÉRIC BOBIN et PASCALE ROBERT-DIARD

Après leur échec aux élections cantonales

Trois maires se démettent de leur mandat

Après leur échec au second tour des élections cantonales du 29 mars, trois maires ont décidé de se démettre de leur mandat.

M. Etienne Braun (UDF-PR), qui a perdu le siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1979 dans le canton de Sens-Nord-Est face à M. Patrick Chevalier-Vanier (RPR), s'est démis de son mandat de maire de Sens. Entré au conseil municipal en 1959, il a été maire de 1971 à 1977, date à laquelle il n'a pas été réélu, puis à partir de 1983. M. Philippe Serré (UDF), premier adjoint, qui considère que la défaite du maire de Sens « n'engage pas la crédibilité de l'équipe municipale », devrait lui succéder.

M. Gilbert Le Bris (PS), député, a remis sa démission de maire de Concarneau, mandat qu'il détenait depuis 1983, après avoir été adjoint pendant six ans. Il a perdu le mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1979, dans le canton de Sens-Nord-Est face à M^{me} Paulette Lecroix, divers droite, qui l'a emporté, et à M. Yves Quéré, communiste refondateur, qui s'était maintenu. Ce dernier ne devrait pas retrouver son poste d'adjoint dans la prochaine municipalité, tandis que M. Le Bris devrait se représenter et être réélu dès dimanche 5 avril.

M. Jean Voas (PS), maire de Châteauneuf-Malabry (Hauts-de-Seine) depuis le 11 avril 1976, a décidé de se retirer après avoir été battu par M. Georges Siffredi (RPR). Il devrait être remplacé par son premier adjoint, M. Jean-François Merle, ancien conseiller technique de M. Michel Rocard.

كردان النحل

APRÈS LA DÉMISSION DE M^{ME} ÉDITH CRESSON

Dix mois de solitude

Suite de la première page

Pourtant c'est ce choix-là qui était annoncé au sein de l'Élysée, à la suite d'un conseil des ministres ordinaire, quelques minutes avant que les députés n'entrent dans leur hémicycle pour la traditionnelle séance de questions hebdomadaires. La promesse de l'artiste fut, sur le moment, aisée. Une femme à Matignon ? C'était vraiment une bonne idée pour redonner un peu de popularité à des socialistes déjà frappés par l'usure du pouvoir. En ces temps où les femmes ont été toujours tenues à l'écart du pouvoir, les places fortes que les hommes se gardent jalousement, où elles représentent plus de la moitié du corps électoral, le pari de permettre à l'une d'elles de diriger, pour la première fois dans l'histoire de la République, les affaires de la France, paraissait à beaucoup un coup de maître.

Les ministres de M. Rocard

A un moment où les habitudes, pour ne pas dire les manies, des technocrates issus des grandes écoles, qu'ils soient de gauche ou de droite, qu'ils servent le privé ou le public, semblaient déconstruites des attentes des citoyens, n'était-il pas habile de confier le pouvoir à une simple ancienne élève d'une modeste école, HECJF ? Bien vite, pourtant, il fallut déchanter. L'incompréhension domina rapidement la surprise. M. Rocard était trop le « chouchou » des sondages, donc de l'opinion, pour que son limonage fût facilement admis. Son départ n'aurait été compris que si son successeur avait d'emblée conquis. Ce ne fut pas le cas. M^{me} Cresson dut faire face à la condition de ceux qui font l'opinion, et qui n'accablent pas que le gouvernement fût confié à une femme étrangère à leur monde : les intellectuels, qu'elle ne s'est jamais vantée de fréquenter ; les journalistes, qu'elle n'a jamais cherché à flatter ; la haute fonction publique, qu'elle a toujours méprisée. Ses erreurs personnelles, son caractère, sa difficulté à assimiler les gros dossiers techniques inhérents à la direction d'un gouvernement s'ajoutèrent à ce handicap originel.

Elle dut surtout à payer le prix de ce qui devait apparaître comme une erreur politique du chef de l'État. Ce dernier ne lui facilita pas la tâche. Lui refusant de composer le gouvernement de ses « éminences », il lui imposa de conserver l'essentiel de l'équipe ministérielle précédente. Ce fut sa

première déception : pourquoi avoir chassé M. Rocard, si c'était pour garder « ses » ministres ? Elle-même commit une série de fautes. Malgré son long parcours ministériel, elle n'avait pas su se constituer un groupe de conseillers fidèles. Elle a toujours usé, lassé ses conseillers avec une rapidité déconcertante, et le dernier carré de ses proches ne supportait plus l'insolence envahissante prise par l'« éminence » qu'elle avait découverte lors de son passage au ministère de l'Industrie. M. Abel Farnoux, et qui symbolise tout ce qu'elle avait aimé rencontrer dans son milieu d'origine : la Résistance, la prestance, l'ouverture sur le monde, un carnet d'adresses planétaire, les capacités administratives mises au service de l'industrie.

Lorsque M. Rocard lui transmit ses pouvoirs, M^{me} Cresson était seule ou presque. Son cabinet, pour l'essentiel, fut constitué de militants d'extrême gauche qui furent recommandés par M. Michel Charasse, et qui n'avaient pas l'habitude de travailler avec elle. Immédiatement, il fut envahi par les querelles intestines, l'équipe personnelle que se constituait M. Farnoux entrant en compétition avec l'« officielle ». Personne, surtout, ne lui expliqua qu'un chef de gouvernement ne pouvait s'exprimer comme un ministre « de base ».

Sa première prestation à l'Assemblée nationale, pour la traditionnelle « déclaration de politique générale », confirma que le chef du gouvernement n'avait guère de talent oratoire. Pendant cinquante minutes, elle lut un texte touffu, confus, sans relief, sans souffle, sans sensibilité, et sans aucun hommage à l'action M. Rocard. Là encore le ton était donné : pendant les premiers mois de son gouvernement, elle ne cessa de faire comprendre qu'elle était là - au-delà de la mission officielle que lui avait confiée le président de la République - pour préparer l'entrée de la France dans l'Europe unie de 1993 - pour réparer les erreurs commises par les précédentes équipes socialistes et pour faire tout ce que l'État avait en sa possession de ressources, trop occupé, à ses yeux, par son avenir présidentiel.

Le « trou » de la Sécurité sociale

Les premiers dossiers qu'elle trouve sur son bureau lui permettent de marteler ce message. Dès le 29 mai, le conseil des ministres doit avaliser un plan de M. Pierre Bérégovoy pour freiner la croissance du déficit budgétaire, conséquence de mauvaises rentrées fiscales, et, le 13 juin, elle doit, pour la première fois, engager la responsabilité de son gouvernement à l'Assemblée nationale pour empêcher son rejet ; l'opposition répliqua par une motion de censure, mais les communistes ne s'y associèrent pas, ce qui sauva le

premier ministre. Surtout, il lui faut faire face au sempiternel « trou » de la Sécurité sociale, dont elle assure avoir découvert l'importance en arrivant à Matignon. Elle choisit, le 12 juin, de le combler par une hausse de 0,9 point de la cotisation salariale d'assurance-maladie, mais elle demande que soit mise en place une vraie politique de maîtrise des dépenses de santé. Après de longues et délicates négociations, M. Jean-Louis Bianco, le nouveau ministre des affaires sociales, parvint à un accord en ce sens avec la Caisse nationale d'assurance-maladie et la Confédération syndicale des médecins français à la fin du mois de février.

Autre obligation : la situation des banlieues. Moins de quinze jours après sa nomination, M^{me} Cresson s'était rendue dans la famille d'un jeune immigré mort, faute de soins, au cours de sa garde à vue dans le commissariat de Mantes-la-Jolie.

(Yvelines) ; aussi, le 11 juin, lorsqu'elle doit retourner dans cette ville pour les obsèques d'une policière tuée alors qu'elle tentait de l'opposer à un « rodéo » de voitures volées, doit-elle faire face à une manifestation de mauvaise humeur des forces de l'ordre.

Pour éviter que l'été ne soit « chaud » dans les quartiers déshérités, le gouvernement décide, le 12 juin, tout à la fois de renforcer les moyens des policiers et de débloquer 140 millions de francs pour une série d'animations ponctuelles destinées à leurs jeunes habitants. Pour une fois l'administration sait aller vite : tout est effectivement en place dans les semaines suivantes, et l'été se passe sans drame, en dehors de l'agitation des enfants de harkis.

Cette fois la « méthode Cresson » a été efficace : des mesures simples, facilement compréhensibles par l'opinion grâce à un langage direct et rapidement mises en place ; du pragmatisme, du concret, sans théorisation. Il est loin d'en aller toujours de même. Ainsi, le premier ministre éprouve le plus grand mal à faire admettre par les dirigeants socialistes et les enseignants, donc par le ministre de l'Éducation nationale, son souhait de développer en France l'apprentissage sur le modèle allemand. Elle doit arracher une à une les mesures permettant cette transformation à une administration réticente, et multiplier les occasions de symboliser son objectif, afin d'expliquer que c'est un des moyens de lutter contre ce qui est, et restera, sa préoccupation dominante : le chômage.

L'apprentissage devient le leitmotiv de toutes ses interventions médiatiques, qu'elle soutient de diverses manières, non sans erreur. Au cours d'un entretien pré-enregistré à TF 1, M^{me} Cresson, en réponse à une question, n'exclut pas l'utili-

sation de « charters » pour expulser les étrangers en situation irrégulière. C'est immédiatement le tollé, une partie de la gauche lui reprochant de tenir un langage « déguisé » de celui de M. Jean-Marie Le Pen. Pourtant, le 10 juillet, au lendemain de la diffusion de cette déclaration, le gouvernement adopte un plan de lutte contre l'immigration clandestine, mais réaffirme le respect du droit d'asile.

Le premier ministre n'en a pas pour autant fini avec ce dossier, puisqu'elle laissera en janvier son ministre de l'Intérieur imposer le vote au Parlement d'un dispositif de contrôle des demandeurs d'asile, que le Conseil constitutionnel jugera contraire aux grands principes de protection des libertés individuelles.

Les vacances, et surtout celles du Parlement, viennent heureusement permettre au premier ministre de ralentir une activité qui ressemblait parfois à de l'agitation. M^{me} Cresson en profite pour remettre de l'ordre dans son cabinet, et prendre des mesures souhaitées depuis longtemps par les écologistes : non-construction de barrages sur la Loire, modification de l'itinéraire du tunnel du Somport. Il était grand temps, tant son image s'était vite déformée dans l'opinion, chaque vague de sondage ou chaque annonce d'une nouvelle baisse de sa popularité.

Son passage, en septembre, à l'université d'été du PS, puis son intervention au cours des journées d'études des parlementaires socialistes confirment aussi que les animateurs de son propre parti, déjà inquiets de la manière dont elle accueillait la réaction de M. Mitterrand à la tentative de putsch à Moscou, ne lui font guère confiance pour les mener à la victoire électorale, malgré la présentation de ce qu'elle appellera le « programme Matignon ».

Le « programme Matignon »

Surtout, la gauche regrette que ce plan n'ait pas été accompagné de contre-parties sociales, ni mis au point avec le soutien de l'administration, mais avec l'aide des réflexions des GEM, ces fameux groupes d'études et de mobilisation que M^{me} Cresson avait mis en place lorsqu'elle était aux affaires européennes et qui, sous l'impulsion de M. Farnoux, réunissent de nombreux dirigeants d'entreprise et quelques fonctionnaires.

Ce style de gouvernement ne fait rien pour améliorer les rapports du premier ministre avec les « élites », qu'elle déteste autant qu'ils ne la comprennent pas. Ne se voulant que dans l'« écurie » de M. Mitterrand, M^{me} Cresson est en butte aux critiques des autres, de tous les autres, qu'ils soient à l'extérieur du gouvernement ou à l'intérieur. Elle a le plus grand mal à imposer son autorité aux plus importants de ses

ministres, et tout particulièrement à MM. Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy : les incidents sont réguliers entre l'équipe de Matignon et celle de Bercy.

L'automne, pour une fois, respecte la tradition : il est chaud. La grève des infirmières, dont avait tant souffert M. Rocard, renait de cendres mal éteintes, sans retrouver l'ampleur de l'année précédente. Sympathie la lassitude des assistants sociaux. FO tente de profiter de ce mécontentement pour lancer un ordre de grève générale. M^{me} Cresson parvient pourtant à le désamorcer en s'entendant avec les autres syndicats réformistes, et permet, surtout, à son ministre de la fonction publique de signer un accord contractuel avec les organisations de fonctionnaires. L'agitation paysanne, commencée par une gigantesque manifestation pacifique dans les rues de Paris, le 29 septembre, prend en province une tournure dont le chef de l'État juge qu'elle « met en péril la République », et le gouvernement paraît, un temps, débordé par la violence de certains incidents.

Les faux pas ministériels ne font qu'aggraver les choses. Le gouvernement s'empêtre dans le scandale de la transfusion sanguine. Même si ce sont MM. Bianco et Bruno Durieux qui sont en première ligne, M^{me} Cresson est atteinte lorsque son arbitrage sur le financement de l'indemnité des parlementaires socialistes, Le climat est aussi perturbé par le lancinant débat sur la réforme du mode de scrutin législatif, que le premier ministre doit assumer, alors que la solution n'est pas de son domaine. Tout cela fait oublier que ces nouveaux conseillers lui ont appris à maîtriser ses interventions, et qu'elle a, en présentant le projet sur la répression du travail clandestin, prononcé au Palais-Bourbon un discours sur l'immigration qui l'a réconciliée, au moins sur ce sujet, avec les parlementaires du PS.

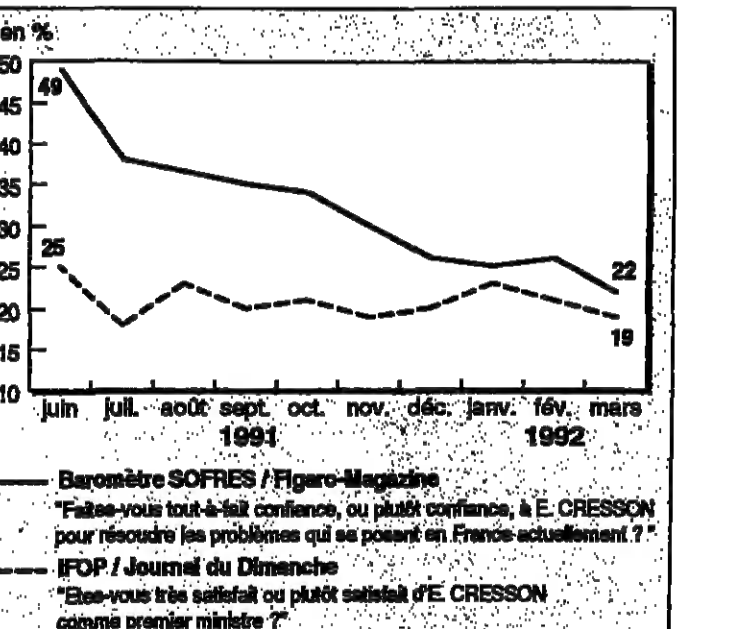
Tout cela, surtout, atténue l'impact des décisions qui lui appartiennent.

militante de base, devra affronter celui des électeurs et que leur seul critère sera le niveau du chômage. En parfaite entente avec son ministre du travail, M^{me} Martine Aubry, elle multiplie les « plans », en refusant le « traitement social ». Elle espère que le soutien fiscal apporté aux emplois qualifiés de proximité permettra de mettre au jour un gisement d'emplois, mais, comme elle n'en est pas tout à fait convaincue, le 8 janvier, de nouvelles mesures en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée sont annoncées. Les élections approchent.

Une dernière épreuve attend le chef du gouvernement avant les régionales : l'affaire Habache. On a chacun compris vite que ce n'est pas à son niveau qu'a été prise la décision de laisser entrer en France le chef palestinien, ni même que le « feu vert » aurait dû être obtenu, mais c'est l'hôtel Matignon qui doit gérer les conditions de son départ et faire face à la bronca parlementaire que suscitent les dysfonctionnements de l'État ainsi révélés. Elle ne le fait pas comme elle l'aurait souhaité, puisque M. François Mitterrand lui a refusé le départ du ministre de l'Intérieur, qu'elle avait demandé, et a, fortiori, celui du ministre des affaires étrangères, qu'elle avait inutile de solliciter. Elle doit se contenter de sanctions contre leurs principaux collaborateurs.

Se montrant pour une fois bonne stratège, M^{me} Cresson profite de la réunion extraordinaire du Parlement pour prononcer, le 7 février, un véritable discours électoral et négocier un virage presque complet, mais tardif : pour la première fois, elle assume la totalité du bilan de la gauche, revendique l'héritage des précédents premiers ministres socialistes et se présente en chef de guerre de la gauche pour les combats électoraux à venir. Persuadée que les dirigeants du PS vont se contenter de batailler dans leur fief, elle est bien décidée, elle, à mener une campagne nationale. Elle en donne le

Popularité d'Edith CRESSON au 31 mars 1992



Baromètre SOFRES / Figure-Magazine
"Faites-vous tout à fait confiance, ou plutôt confiance, à E. CRESSON pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?"
IFOP / Journal du Dimanche
"Êtes-vous très satisfait ou plutôt satisfait d'E. CRESSON comme premier ministre ?"

ment en propre. Avec l'aide de M. Delebarre, son ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, elle réussit à imposer ce qu'elle appelle la « méthode Cresson » : l'installation en province d'administrations trop habituées aux prestiges des hôtels du cœur de Paris. Pour montrer qu'aucune bataille ne lui fait peur, elle ordonne le déplacement à Strasbourg du saint des saints de la nomenclature française : l'ENEA. La fille d'un haut fonctionnaire parisien, mais qui est plus à son aise sur les marchés de sa ville de Châtelleraut que dans les diners en ville, se moque des cris d'orfraie du « microcosme » ; elle préfère saisir ce qu'elle croit être les récriminations de la « France profonde ».

L'amélioration de la formation et le soutien aux industries d'avenir resteront les deux axes de son action gouvernementale. Le 18 décembre, elle prévient le conseil des ministres qu'elle a décidé de fusionner les activités industrielles du Commissariat à l'énergie atomique et celles du ministère de l'Industrie. D'être accusée de jouer au mécano industriel ne lui fait ni chaud ni froid. Elle se fâche, au contraire, de renouer avec la grande époque du gaullisme-pompidolisme, quand l'État mettait en place des sociétés assez fortes pour résister à la concurrence étrangère dans les secteurs d'avenir. Son credo industriel n'est pourtant pas nationaliste. Elle en donne la preuve quand, le 28 janvier, elle annonce que pour permettre le maintien d'une industrie électronique française, Bull va s'associer avec IBM : la société créée pour résister à la domination du géant américain va travailler avec lui pour contrer la puissance japonaise.

La préparation de l'avenir et le sauvetage du présent justifient, aux yeux du premier ministre, ces décisions. Car elle sait bien qu'avant le jugement de l'histoire son parti, dont elle se veut, malgré tout, une

ton, le 27 février à Créteil, où, au cours d'un meeting aux candidats socialistes en Ile-de-France, elle assure que « la majeure partie de la droite n'est qu'un faux nez de l'extrême droite ».

L'opération est renouvelée au cours d'un voyage de soutien à M. Delebarre, de deux jours dans le Nord-Pas-de-Calais, les 4 et 5 mars, pendant lequel elle patronne une décision arrachée de longue lutte : le transfert de la gestion du patrimoine immobilier des Houillères aux collectivités locales. Mais son nouveau discours passe mal. L'image d'une ardente avocate des valeurs socialistes est trop en contradiction avec celle d'une protectrice de l'industrie, donc des entreprises, donc des patrons, chargée de faire avaler à une gauche délaissée les dernières colportées du réalisme.

De la drôture du 22 mars, elle n'est pas seule responsable. D'en être le bouc émissaire ne la chagriner pas, tant cela fait longtemps qu'elle a mesuré l'ingratitude du monde politique. Elle en gardera au moins la satisfaction d'avoir eu l'impression de sauver l'honneur de son camp en arrachant le départ du gouvernement de M. Sosnowski, après qu'il eût été soupçonné d'avoir été élu président du conseil régional de Bourgogne grâce aux voix du Front national.

Elle quittera - complètement et définitivement, dit-elle - le « microcosme » politique avec plaisir, trop heureuse de pouvoir retrouver celui des dirigeants des entreprises privées. Cela fait déjà un certain temps qu'en privé elle exultait, en posant M. Robert Hersant lorsque celui-ci a vendu sa chaîne de télévision : « A Matignon, pour un premier ministre, il n'y a que deux moments heureux : celui de sa nomination et celui de son départ ».

THIERRY BRÉHIER

Industrie : l'ambition inachevée

« D'ici peu, nous n'aurons d'autre protection que notre talent, notre capacité créatrice et notre volonté. Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler notre économie et porter les industries au plus haut. » Ce n'est pas seulement par fidélité que M^{me} Edith Cresson, siôt nommée à Matignon, faisait de cette citation du président de la République le credo de sa déclaration de politique générale (le Monde du 24 mai 1991). Au fil de sa carrière haletante, l'ancien ministre de l'Agriculture, du commerce extérieur, du redéploiement industriel et des affaires européennes s'est forgé une conviction : la puissance d'un pays s'ancre dans celle de son industrie. Elle s'est bâtie une référence : le modèle allemand. Et elle s'est construite une priorité : l'affirmation d'une électronique européenne.

Fort de son expérience du privé, prenant les rênes du gouvernement au sortir d'un passage à la présidence de Schneider Industries Service International, le nouveau premier ministre bénéficiait d'une image de responsable politique appartenant de l'intérieur l'entreprise, une image qui lui donnait un crédit assez rare auprès des grands industriels. Leurs préoccupations, pensaient-ils, seraient mieux comprises à Matignon, leurs dossiers

mieux plaidés à Bruxelles, leurs affaires mieux soutenues à l'étranger.

Dix mois plus tard, l'image s'est brisée. Faute, pour l'ex-premier ministre, d'avoir su préserver sa crédibilité. Non que M^{me} Edith Cresson ait dérogé à ses convictions. Non qu'il puisse lui être reproché, comme dans le procès fait à son prédécesseur, l'immobilisme. Ce serait plutôt le contraire. En trois cents jours, elle s'est saisie d'une demi-douzaine de gros dossiers industriels, imprimant au gouvernement son rythme et imposant à son ministre délégué à l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, ses choix.

Mais, à l'expérience, la politique « audacieuse » est rentrée dans le rang. Les redondances anti-japonaises ont cessé le pas à la Responsabilité et les vengances contre les « japonais » ont fait place à l'accueil chaleureux récemment réservé à une délégation du patronat nippon. Après l'avoir contesté, M^{me} Cresson a autorisé l'entrée du japonais NEC dans le capital du français Bull (4,7 %). Piégée par ses propres excès oratoires, elle a semblé à tout moment être de l'accord sur l'automobile entre la CEE et l'archipel nippon. En France même, le « nouvel élan » industriel

s'est abîmé dans une pratique brouillonne. L'omniprésence de M. Abel Farnoux, conseiller spécial à Matignon, a désorganisé la machine gouvernementale et rendu encore plus complexes les relations entre les entreprises publiques et l'État actionnaire. De fausses confidences en fuites organisées, des négociations ont été mises prématurément sur la place publique. Le ministre de l'Industrie lui-même s'est prêté au jeu. Pour un dossier rondement mené, le « plan » PME-PMI - combien ont désorienté ? Heureusement, certains, comme l'accord IBM-Bull, se sont conclus à la satisfaction apparente des parties.

Les mécomptes de Thomson-CEA Industrie

Pour d'autres, en revanche, l'essentiel reste à faire. C'est le cas avec la télévision haute définition (TVHD), dont le gouvernement sortant a renvoyé les décisions les plus sensibles au 15 avril. Mais c'est surtout le cas du mariage des activités civiles de Thomson avec les filiales industrielles du Commissariat à l'énergie atomique (CEA Industrie) qui se voulait pourtant le plus ambitieux des chantiers de M^{me} Cresson. Le rap-

port demandé à M. Jean Syrota pour la mi-février s'est évanoui dans les couloirs de Matignon. Ex l'indispensable évaluation financière des différentes sociétés tournerait à la force si les enjeux n'étaient aussi importants. Attendus pour le 13 puis pour le 20 mars, les arbitrages du directeur du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, ont reçu in extremis l'imprimatur du premier ministre. Le schéma initial en sort profondément bouleversé.

La politique industrielle de M^{me} Cresson atteint ici ses limites. 1992 n'est pas 1982. L'industrie française s'est émancipée et les obstacles au volontarisme politique se sont multipliés. A Bruxelles, où la Commission s'est opposée au rachat de l'avionneur canadien De Havilland par le groupe nationalisé Aérospatiale sans que les Français puissent y redire. A Paris, où les patrons des groupes privés et publics ont conquis une plus grande autonomie. L'État, il est vrai, n'a plus les moyens de ses ambitions. Et la fragilité politique de l'ancien premier ministre n'a rien arrangé.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Respecter le capitalisme pour le réformer

Il aura fallu près de dix ans à M. Pierre Bérégovoy, depuis sa nomination comme ministre des affaires sociales, en juin 1982, pour voir reconnaître par M. François Mitterrand les qualités d'un chef de gouvernement. En juillet 1984, le président de la République lui avait confié M. Laurent Fabius; en mai 1988, M. Michel Rocard; en mai 1991, M. Edith Cresson. L'échec de cette dernière a finalement imposé le choix de celui qui avait été pour elle, pendant dix mois, un quasi vice-premier ministre encombrant et incommode.

Lorsque, au moment de l'affaire Habache, M. Cresson avait tenté une nouvelle offensive auprès de M. Mitterrand pour obtenir le gouvernement resserré qu'elle souhaitait, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du bud-

get figurait en tête sur la liste de ceux dont elle voulait se débarrasser. Cet ancien collaborateur de Pierre Mendès France est l'un des rares dirigeants socialistes de premier plan à venir d'un milieu modeste et à n'avoir pas fait les grandes écoles. Ouvrier dans une usine de tissage d'Elbeuf, dans la Seine-Maritime, à seize ans, ajusteur-fraiseur, puis employé à la SNCF, participant à la Résistance au côté de M. Roland Leroy, le futur dirigeant du Parti communiste, M. Bérégovoy est entré, après la guerre, au Gaz de France, où la promotion interne l'a mené au grade de chargé de mission à la direction à la fin des années 70. Cofondateur du Parti socialiste autonome, scission de la SFIO, en 1958, puis du Parti socialiste unifié en 1960, il s'occupe des dossiers sociaux pour Mendès France, avant

de rejoindre le nouveau Parti socialiste au côté d'Alain Savary en 1969. C'est ainsi que M. Bérégovoy sera, au congrès d'unification d'Epinal, en juin 1971, dans l'opposition à M. Mitterrand.

Devenu très vite, cependant, un proche du premier secrétaire d'alors, M. Bérégovoy est chargé, en 1973, des affaires sociales au secrétariat national du PS, puis, à partir de 1975, des relations extérieures. Il a, dès lors, la responsabilité des contacts avec les communistes et avec les autres forces politiques de gauche, ainsi qu'avec les syndicats. Cela le conduit tout naturellement à diriger la délégation du PS aux négociations sur l'actualisation du programme commun, qui aboutissent à la rupture avec le PCF en septembre 1977. Entré au Conseil économique et social en 1979, il assure, en

1981, la direction de la campagne présidentielle de 1981. Après la victoire, il met en place l'antenne chargée de préparer, avec l'Elysée, la passation des pouvoirs, puis il devient secrétaire général de la présidence de la République.

«Ministre des comptes»

Un an plus tard, M. Bérégovoy entre au gouvernement pour remplacer M. Nicole Questiaux, qui refusait d'être, aux affaires sociales, le «ministre des comptes» de la Sécurité sociale. Il s'agit d'être, lui, sans doute d'être et, ainsi, contribuera à construire le crédit de la gauche en même temps que sa propre réputation d'homme de la rigueur économique. Son travail est couronné par sa nomination, en juil-

let 1984, au ministère de l'économie et des finances, où il succède à M. Jacques Delors. Après avoir cédé ce poste à M. Edouard Balladur en mars 1986, il aura la satisfaction de le lui reprendre deux ans plus tard : l'ancien ouvrier se réinstalle à la place du grand argentier titré.

M. Bérégovoy se serait bien vu, alors, à la tête du gouvernement. N'ayant pas d'ambition présidentielle, disposant de contacts noués du côté de l'opposition pendant la cohabitation, il pensait être, pour M. Mitterrand, un premier ministre efficace et de tout repos. Il sera, pour M. Rocard, un ministre de l'économie politiquement utile, techniquement gênant. Utile parce que le chef du gouvernement peut se décharger sur Bérégovoy des rigueurs de la ligne économique suivie. Gênant parce que la marge de manœuvre du

premier ministre en est réduite. Cependant, ayant pris parti pour M. Fabius au PS, M. Bérégovoy rend un autre service au maître de Conflans-Sainte-Honorine en plaçant pour un accord entre les deux hommes, qui finira par se concrétiser au début de cette année.

L'homme de la sortie du Système monétaire européen et de «l'autre politique», en 1983, s'est transformé en maître d'œuvre cohérent des lois du marché. Attaqué pour le soin qu'il apporte à défendre le franc, il n'a pas son pareil pour expliquer, à des auditoires socialistes médusés, que la véritable audace consiste à respecter d'autant plus le capitalisme qu'on prétend le réformer. Depuis sa nomination à la tête du gouvernement, il a les moyens d'en faire la démonstration.

PATRICK JARREAU

La gestion, aux dépens de l'imagination

«M. Franc fort», le Père la Rigueur du gouvernement, un «socialiste monétariste», un «Pinay de gauche»: les portraits que l'on dresse aujourd'hui de celui qui devient premier ministre ne manquent certes pas de pertinence. Mais ils oublient l'essentiel: le rôle joué par M. Pierre Bérégovoy, soixante-six ans, rue de Rivoli entre 1984 et 1986, puis à Bercy depuis 1988, dans la conversion des socialistes aux vertus du marché, dans la transformation de l'économie française aussi. En contribuant à sortir la France de l'économie administrée d'endettement, l'autodidacte socialiste a démontré que la gauche pouvait gérer les affaires du pays. La gestion, aux dépens de l'imagination.

Entre le petit employé de Gaz de France ou le directeur de campagne du candidat socialiste François Mitterrand qu'il fut et le super-ministre d'Etat influent du directeur de l'économie mondiale, le G7, qu'il était devenu, il n'y a pas eu, chez M. Bérégovoy, qu'un changement d'habit - au propre comme au figuré.

Autrefois, il négociait avec ses amis communistes la liste des sociétés à nationaliser, il jouait de son influence au secrétariat général de l'Elysée pour que les 39 heures hebdomadaires de travail soient payées 40, il plaçait (en mars 1983) auprès du président pour que le franc sorte du système monétaire européen. Il était devenu, depuis et à titre personnel, partisan de privatisations totales, il militait pour le temps partiel et travaillait activement à la création d'une monnaie unique européenne.

«Désinflation compétitive»

Quel chemin parcouru! Que de remèdes, soufflés quelques socialistes nostalgiques. Initié en accord avec les réalités économiques par sa puissante administration (le ministère des finances et sa direction du Trésor en particulier), le maître de Nevers aura lui-même été, avec d'autres, un pédagogue pour les Français. Subies ou voulues, la libéralisation et la modernisation de l'économie française, auxquelles il a activement contribué, ont, en tout cas, profondément transformé l'image du pays à l'étranger.

Un socialiste devenu libéral? L'expression a toujours hérisse M. Bérégovoy. Partisan d'une «économie de liberté», il estime que le marché, supérieur à l'Etat en de nombreux domaines, doit être encadré par des règles de solidarité. L'économie mixte, si l'on veut. Accompagnée de quelques principes simples (exemple: «On ne peut pas dépenser plus qu'on ne gagne»), cette philosophie a guidé son action. Les résultats en sont souvent flatteurs, mais il ont toujours été davantage appréciés par les analystes financiers de Tokyo que par les chômeurs du Nord ou les militants de Solferino.

Celui qui, avec d'autres, recommandait, en mars 1983, à François Mitterrand une sortie du SME pour que la France retrouve quelque marge de manœuvre aura finalement mené une politique inverse, visant à une intégration accélérée dans l'économie européenne: la politique dite de «désinflation compétitive». Prioritaire, la stabilité des prix et de la monnaie doit assurer, dans ce scénario, une amélioration de la compétitivité française, et par là favoriser la croissance et l'emploi. L'Allemagne est dans la ligne de mire. Les finances publiques ne doivent



pas être trop déséquilibrées, l'émission monétaire doit être maîtrisée.

Après huit années d'une telle politique (engagée en 1983-1984, elle a été grosso modo poursuivie pendant la cohabitation entre 1986 et 1988 et maintenant ensuite), le bilan de M. Bérégovoy est, de ce point de vue, largement positif. Analysant la situation française, l'hebdomadaire libéral britannique influent *The Economist* écrit encore cette semaine (édition datée 28 mars-3 avril): «L'économie [française] est en relativement bonne santé, même si la reprise attendue tarde. Le franc est fort, l'inflation est faible et les Français vivent dans l'ensemble plutôt bien».

Comme la presse étrangère, les grandes organisations internationales (FMI, OCDE...) soulignent ainsi régulièrement les bonnes performances de notre économie. Ses amis socialistes critiquent pour autant constamment sa politique conjoncturelle, dénonçant, bien souvent à tort, sa «gestion notable» des dépenses publiques ou sa rigueur excessive. En matière monétaire, la dépendance à l'égard de l'Allemagne est bien souvent dénoncée. Celle-ci n'explique sans doute pas, à elle seule, le haut niveau des taux d'intérêt que connaît encore la France. Légitimement fier, M. Bérégovoy peut se prévaloir d'avoir été le seul ministre des finances de la V^e République à ne pas avoir dévalué le franc (vis-à-vis du deutchmark) pendant ses six années de règne.

Le chômage reste naturellement le terrible point noir de son bilan. La marée noire n'a pas été endiguée, au contraire. Le ministre restait pourtant convaincu qu'après le redressement du commerce extérieur - en cours - sa stratégie de désinflation compétitive devait conduire à une amélioration sur le front de l'emploi. L'attente a été trop longue. Le malaise a été accentué par les multiples «cadeaux» accordés par M. Bérégovoy aux patrons.

Incontestablement, et c'est un autre aspect surprenant de la part d'un socialiste, sa politique aux finances a été globalement très favorable aux entreprises. Ce sont elles qui produisent, qui investissent et qui créent des emplois. Et

elles le font d'autant mieux qu'elles sont libres d'agir. Porteur de cette conviction, M. Bérégovoy a ainsi joué un rôle essentiel dans la libéralisation des prix, des changes et des marchés financiers, de la Bourse en particulier. Trois véritables révolutions pour l'économie française. Il a aussi contribué à alléger les charges des entreprises en engageant, en particulier, une réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices (l'impôt sur les sociétés a été ramené de 50 % au début des années 1980 à 33,3 % prévu pour 1993).

Cette politique a permis une nette amélioration de la situation des entreprises françaises, désormais beaucoup plus efficaces sur les marchés internationaux. Mais certains socialistes - qui l'ont rebaptisé «M. Pérégovoy», en référence à M. Perigot, le président du CNPF - lui reprocheront en permanence de trop leur en donner et de ne pas avoir suffisamment fait la distinction entre entreprises et patrons capitalistes.

De «ni-ni» au «et-et»

Sur le rôle de l'Etat dans l'économie, M. Bérégovoy a aussi profondément évolué et fait évoluer certaines pratiques. Partisan en 1981 de larges nationalisations, il est encore celui qui pilote, en 1988, à la demande de l'Elysée, et avec l'aide active de son directeur de cabinet d'alors, M. Alain Boubill, un red-bout de sur la Société générale, une banque que venait de privatiser son prédécesseur à Rivoli, M. Edouard Balladur. L'opération échoue. C'est la fin d'une époque dans les relations entre l'Etat et les entreprises. Le «ni-ni» (ni nationalisations ni privatisations) de la Lettre à tous les Français du candidat François Mitterrand va mourir lentement. Pour des raisons budgétaires notamment, le ministre socialiste va être autorisé à céder des actifs de l'Etat sur le marché boursier, à engager des privatisations partielles.

Favorable à une véritable autonomie de gestion des entreprises publiques - il s'oppose à M. Cresson sur le dossier Bull notamment - M. Bérégovoy est devenu, dans les semaines écoulées, pragmatique. Proposant même de substituer au «ni-ni», et pour la

prochaine législature, le «et-et» (des nationalisations là où existent des monopoles de fait dans les services publics, et, en revanche, des privatisations totales dans les secteurs concurrentiels), il a, là encore, sans doute pris un peu d'avance par rapport à certains de ses amis socialistes.

Tres fidèle en amitié, M. Bérégovoy respecte enfin profondément l'ambition européenne de M. Mitterrand. Il aura été très actif dans les réflexions devant permettre l'intégration de la France à l'Europe. Certaines, notamment en matière fiscale (sur l'épargne, par exemple), sont en contradiction avec les conceptions de justice sociale du PS. L'Europe passe avant le socialisme. En travaillant avec ferveur au traité d'union économique et monétaire et à la monnaie unique, en proposant un gouvernement économique européen, puis en suggérant un impôt européen, il inquiète à nouveau.

Les succès de sa politique (au regard de critères internationaux), sa longévité à la tête des finances du pays et la présence à ses côtés de M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, vont lui donner un poids important dans les négociations économiques et financières internationales. Au sein du G7, ce club des grands argentiers des sept principaux pays industrialisés, il trouve régulièrement ses confrères («Mon ami Brady» secrétaire au Trésor américain, comme il aime à dire avec quelque modestie). Il y joue un rôle actif dans le développement de la concertation monétaire des années 80. Sous sa direction aussi, la France confirme une position centrale sur les dossiers, comme ceux de la dette du tiers-monde ou, aujourd'hui, de l'ex-URSS.

M. Bérégovoy arrive à Matignon avec le sentiment d'avoir accompli son devoir comme ministre de l'économie et des finances. Il a géré et réformé l'économie du pays. Parfois mieux que la droite n'avait eu le faire, mais en heurtant souvent les convictions de la gauche.

ERIK IZRAELWICZ

(Né le 23 décembre 1925 à Devilloles-Roues (Seine-Maritime), Pierre Bérégovoy a accompli sa scolarité à l'Ecole primaire supérieure d'Elbeuf puis à l'Institut du travail de la faculté de droit de Strasbourg. Outre son brevet élémentaire, il a un certificat d'aptitude professionnelle d'ajusteur et un diplôme de l'Ecole d'organisation scientifique du travail.

M. Bérégovoy a été ajusteur-fraiseur (1941-1942), cheminot (1942-1950), agent technique-commercial (1950-51), attaché de direction, chef de subdivision, puis adjoint au directeur de la Société pour le développement de l'industrie du gaz en France puis chargé de mission à Gaz de France en 1978. Membre du Conseil économique et social (1979-1981), il a appartenu au PSU de 1963 à 1967. Il est fondateur du club Socialisme moderne (1967) et devient membre du comité directeur et du bureau exécutif du Parti socialiste en 1969. Secrétaire national aux affaires sociales du PS de 1973 à 1975, il est chargé des relations extérieures de 1975 à 1981 puis responsable du PS au comité de liaison de la gauche. Après l'élection de M. François Mitterrand en 1981, il devient secrétaire général de la présidence de la République puis ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale de 1982 à 1984, ministre de l'économie, des finances et du budget de 1984 à 1986. En 1987, il est chargé des questions économiques au secrétariat national du Parti socialiste. Maire de Nevers depuis 1983, il est élu député socialiste de la Nièvre le 16 mars 1986 et réélu le 5 juin 1988. Il cède son siège à M. Marcel Charment. Depuis 1988, il était ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances et du budget. M. Bérégovoy est marié depuis le 13 novembre 1948 avec M^{me} Gilberte Bonnet et a trois enfants (Catherine, Lise et Pierre).

L'apôtre de la défense du franc

Depuis sa prise de fonctions comme ministre de l'économie et des finances, le 13 mai 1988, M. Pierre Bérégovoy aura sans cesse répété que sa préoccupation était de «renforcer le franc au sein du système monétaire européen». L'année dernière, à M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, qui déclarait que le franc était sur-évalué et qui s'inquiétait de son entêtement, le ministre avait répondu: «Il n'y a pas de dévaluation car cela se termine toujours par une cure d'austérité. Je suis certain qu'une telle mesure sonnerait le glas de notre redressement économique», ajoutant que «l'amélioration de notre monnaie au sein du SME devrait conduire à une réduction des taux d'intérêt».

La réduction tant souhaitée des taux d'intérêt pour alléger les frais financiers des entreprises... Il y a là, en même temps qu'une préoccupation permanente, quelque chose comme un grand échec. A chaque tentative de baisse se dressait la statue du Commandeur, à savoir la Banque fédérale d'Allemagne, qui, en luttant contre l'inflation outre-Rhin, obligeait la Banque de France à la suivre dans sa cure de rigueur. En clair à aligner ses taux directeurs sur les siens et même un peu au-dessus, car le franc est encore très sensible aux jugements de l'étranger, à ceux des fameux «gromes» de Zurich.

Une victoire incontestable

M. Bérégovoy a pourtant donné tous les signes de l'orthodoxie, notamment la levée complète du contrôle des changes au 1^{er} janvier 1990, critère suprême du libéralisme monétaire. Il a contenu le déficit budgétaire et a obtenu des résultats inespérés avec le commerce extérieur, dont il a réduit le déficit grâce à des gains de parts de marché en Grande-Bretagne, en Italie, et même en Allemagne.

A l'automne de 1989, M. Bérégovoy, aidé de son directeur du Trésor, M. Jean-Claude Trichet, aura même réussi à persuader les Allemands, notamment le président de la Banque fédérale, M. Karl Otto Pöhl, que la parité mark-franc ne devait plus être modifiée, en dépit d'une active campagne pour une réévaluation du mark. M. Pöhl reconnaîtra alors que le franc est vraiment devenu une monnaie digne de susciter la confiance et de jouer un rôle international.

Cette consécration publique était incontestablement une victoire pour M. Bérégovoy dans son combat insaisissable en faveur du franc fort, tant critiqué par ses ennemis. Le ministre a donné le sentiment que des années d'efforts ne devaient pas être perdues à la faveur de «renouveau conjoncturels». Il aura été difficile d'effacer l'effet, dans les milieux internationaux, de trente ans de «béta», c'est-à-dire d'inflation galopante et de dévaluations en chaîne.

Comment persuader l'étranger qu'au sein du gouvernement personne ne peut plus désormais remettre en question le dogme du franc fort, coupable, à bien des yeux, d'affaiblir une économie que les taux élevés dictés par l'Allemagne étranglent? M. Bérégovoy a été jusqu'à demander que ce dogme fût sacralisé par une loi du Parlement afin de rassurer tout le monde, persuadé qu'il était qu'un tel dogme finirait par s'imposer, aux industriels notamment, désormais contraints de compter sur leurs seules performances et non sur des dévaluations remettant les pendules à l'heure. Effectivement, les chefs d'entreprise ont cessé de réclamer des dévaluations, réussissant même à ramener leurs coûts de production au-dessous de ceux de l'Allemagne: une belle performance!

Quant au prix à payer, taux d'intérêt élevés, chômage grandissant, M. Bérégovoy estime que, dans un régime de frontières ouvertes et de concurrence internationale forcée, ce prix serait encore plus élevé si le franc s'affaiblissait. C'est peut-être cette vertueuse obstination - qui finira sans doute par être largement payée de retour lorsque l'Allemagne baissera ses taux d'intérêt - qui le dessert le plus aux yeux d'une opinion lassée de la rigueur. Elle n'a sans doute pas perçu tout l'enjeu de la politique bérégovoyenne: rendre enfin la monnaie française digne de confiance.

FRANÇOIS RENARD

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde Sans Visa

Composez votre Sicile

FORMULE AVION + VOITURE à partir de 2 515 F

Une semaine kilométrage illimité, liberté totale, ou possibilité de réservation d'une ou plusieurs nuits d'hôtel.

DES CIRCUITS

Ex : LES CIVILISATIONS à partir de 4 690 F

Une semaine pour la découverte archéologique de l'île, à la rencontre d'une mosaïque de civilisations.

ET DES VOYAGES SUR MESURE...

Composez votre voyage en SICILE comme vous l'envisagez : nos spécialistes de l'ITALIE vous aideront à le réaliser.

VOYAGES EN ITALIE

12, rue Sainte Anne 75001 PARIS

Pour choisir votre itinéraire ITALIE / SICILE ou

pour consulter appeler le 01 42 50 10 41

LA NOMINATION former

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a été nommé par le Président de la République, M. Mitterrand, le 11 avril 1992. Cette nomination intervient à un moment où le gouvernement s'apprête à présenter son budget pour 1993. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances sous M. Rocard, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

de la défense du franc

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a déclaré que le gouvernement s'engageait à défendre le franc à tout prix. Il a souligné que la France ne pouvait pas se permettre de laisser le franc se dévaluer, car cela aurait des conséquences graves sur l'économie et la vie des Français. M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du franc, même si cela impliquait des sacrifices.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a déclaré que le gouvernement s'engageait à défendre le franc à tout prix. Il a souligné que la France ne pouvait pas se permettre de laisser le franc se dévaluer, car cela aurait des conséquences graves sur l'économie et la vie des Français. M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du franc, même si cela impliquait des sacrifices.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a déclaré que le gouvernement s'engageait à défendre le franc à tout prix. Il a souligné que la France ne pouvait pas se permettre de laisser le franc se dévaluer, car cela aurait des conséquences graves sur l'économie et la vie des Français. M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du franc, même si cela impliquait des sacrifices.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a déclaré que le gouvernement s'engageait à défendre le franc à tout prix. Il a souligné que la France ne pouvait pas se permettre de laisser le franc se dévaluer, car cela aurait des conséquences graves sur l'économie et la vie des Français. M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du franc, même si cela impliquait des sacrifices.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a déclaré que le gouvernement s'engageait à défendre le franc à tout prix. Il a souligné que la France ne pouvait pas se permettre de laisser le franc se dévaluer, car cela aurait des conséquences graves sur l'économie et la vie des Français. M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du franc, même si cela impliquait des sacrifices.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Bérégovoy, a déclaré que le gouvernement s'engageait à défendre le franc à tout prix. Il a souligné que la France ne pouvait pas se permettre de laisser le franc se dévaluer, car cela aurait des conséquences graves sur l'économie et la vie des Français. M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement était prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité du franc, même si cela impliquait des sacrifices.

DE M. PIERRE BÉRÉGOVOY

L'homme des circonstances

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

La préparation du grand marché européen

Comprendre d'abord que l'Europe n'est pas un marché unique, mais un ensemble de marchés nationaux qui doivent être intégrés. C'est pourquoi la préparation du grand marché européen est une tâche complexe et délicate. Elle nécessite une coordination étroite entre les différents États membres de l'Union européenne. M. Bérégovoy a souligné que la France devait jouer un rôle actif dans cette préparation, en travaillant à l'harmonisation des réglementations et des normes.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.



Dessin paru dans le Monde du 30 mai 1991.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

Si la France a certainement besoin d'un bon premier ministre, M. Bérégovoy n'est pas celui-là. Les qualités d'un homme de gouvernement ne sont pas celles d'un homme de cabinet. M. Bérégovoy, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a une longue expérience de la gestion des finances publiques. Il a été nommé à la tête du ministère de l'Économie et des Finances en 1987, après avoir été ministre de l'Énergie et du Développement industriel de 1984 à 1987. Sa nomination est considérée comme une continuité de la politique économique menée par M. Rocard.

QUELLE DÉMOCRATIE POUR L'EUROPE?

Colloque organisé au Sénat par la revue "Politique Internationale"

11H00 - 11H10 Les retrouvailles européennes : des attentes partagées HELENE CARRERE D'ENCAUSSE, professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris, membre de l'Académie française LEO TINDEMANS, Président du groupe du Parti Populaire européen au Parlement européen RAINER BARZEL, ancien président du Bundestag LEOPOLDO CALVO SOTELLO, ancien Premier ministre d'Espagne FRANÇOIS LÉOTARD, président d'honneur du Parti Républicain, député JEFFREY SACHS, économiste, professeur à l'université de Harvard	14H30 - 15H00 Diversité des hommes, diversité des nations ALAIN-GÉRARD SIMA, maître de conférences à l'Institut d'Etudes politiques de Paris VADIM ZAGLADINE, conseiller de Mikhaïl Gorbatchev PATRICK WEIL, maître de conférences à l'Institut d'Etudes politiques de Paris ALFRED GROSSER, professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris ANDONIS SAMARAS, ministre des Affaires étrangères de Grèce	SAMEDI 4 AVRIL 1992 SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR ALAIN POHER PRÉSIDENT DU SÉNAT AU SÉNAT, SALLE CLEMENCEAU, 15, RUE DE VAUGIRARD 75006 PARIS SUR INVITATION SEULEMENT Tél. : +2 89 86 79 POLITIQUE INTERNATIONALE 11, RUE DU BOIS DE BOULOGNE 75116 PARIS. pi
11H15 - 12H30 La démocratie en marche : espoirs et écueils JEAN-FRANÇOIS REVEL, écrivain NIKOLAI RYJKOV, ancien président du Conseil des ministres de l'URSS NICOLAE MANOLESCU, président de l'Alliance civique roumaine KRZYSZTOF KOSLOWSKI, sénateur, membre permanent de la délégation polonaise à l'Assemblée du Conseil de l'Europe ALAIN FINKELKRAUT, professeur à l'École Polytechnique MARTIN PALOUS, vice-ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie	16H15 - 17H00 La démocratie européenne au quotidien. Bilan et perspectives ALEXANDRE ADLER, professeur d'Histoire contemporaine SIMONE VEIL, députée au Parlement européen CHARLES PASQUA, président du Groupe du Rassemblement pour la République au Sénat	
12H30 - 13H00 Début avec l'ensemble des orateurs de la matinée	13H00 - 17H30 Débat avec l'ensemble des orateurs de l'après-midi	
17H30 - 18H00 Clôture du colloque		

شخص الآخر

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Deux rapports demandés par MM. Bianco et Durieux

La contamination de dix enfants traités par hormone de croissance est confirmée

Dix enfants ont été contaminés par l'agent infectieux de la maladie de Creutzfeldt-Jakob après traitement par une hormone de croissance obtenue à partir d'hypophyses prélevées sur des cadavres humains (le Monde 7 et 8 février). Ces informations ont été confirmées par deux rapports qui ont été demandés par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, aux professeurs Jacques Dangoumau, directeur de la pharmacie et du médicament, et Jean-Claude Job (Hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris), président de l'association France-Hypophyse.

Le professeur Dangoumau, rappelle les raisons qui ont amené à la contamination de dix enfants traités par l'association France-Hypophyse, dans le conseil d'administration de l'association, des personnes scientifiques, différents services ministériels ainsi que l'INSERM et la Caisse nationale d'assurance maladie. Le professeur Dangoumau précise qu'en complément des collectes effectuées sur les cadavres par l'association, les besoins en hormone, à hauteur de 50 %, proviennent de différents firmes étrangères (Kabi-Vitrum, Nor-

végé et Suisse). Le professeur Dangoumau a décidé de permettre la poursuite des traitements sous réserve de l'amélioration de la purification du produit. Le professeur Dangoumau confirme que dix enfants français (sur plus de cinq mille) traités depuis 1972 par l'hormone de croissance naturelle souffrent ou ont souffert d'une affection du type Creutzfeldt-Jakob. « On peut penser, écrit-il, que la contamination a pu se faire par l'usage de la hormone de croissance humaine fabriquée fin 1972 ou au début 1973, car l'on ne peut pas écarter la survenue de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. »

Manque d'informations

Au milieu des années 80, un million d'enfants souffrent d'un déficit hormonal important et d'un déficit hormonal biologique établi. Dans ce groupe, chaque traitement dure en moyenne de 10 à 15 ans. Le professeur Dangoumau précise que la réaction française au sujet de la contamination de cette hormone date de mai 1983, c'est-à-dire un mois à peine après l'annonce par l'Institut national américain de la santé du décès de trois jeunes adultes ayant été traités par l'hormone de croissance humaine extraite de glandes hypophyses prélevées sur les cadavres humains.

En France, à l'instar de plusieurs pays (Autriche, Danemark, Espagne, Israël, Italie, Japon, Nor-

Le premier document, remis par le gouvernement (1) n'auroit été rendu public que plus d'un mois après avoir été remis à M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Il fournissait une vue d'ensemble de l'ensemble des données scientifiques disponibles concernant l'apparition d'une dizaine de cas de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, une affection dégénérative aux conséquences mortelles (2), chez des enfants traités par une hormone de croissance extraite de glandes hypophyses prélevées sur les cadavres humains.

Le premier document, remis par

Un jugement du tribunal de Nanterre

Un spot anti-tabac interdit de diffusion

La campagne de prévention « Fumer, c'est pas ma santé », pastichant celle du film cow-boy Marlboro et réalisée sous l'égide du Comité français d'éducation pour la santé (CFES), a été interdite de diffusion, mercredi 1er avril, par le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Le tribunal a en outre condamné le ministère de la santé, la CFES et la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam) à verser un franc de dommages et intérêts à la société Philip Morris. Celle-ci réclamait 17 millions de francs de dommages et intérêts pour compenser le préjudice subi. Estimant que le spot constituait un pastiche, et non un plagiat, de la campagne Mari-

boro, le tribunal a cependant reproché au film de ne s'attaquer qu'à une seule marque de cigarette.

Dans un communiqué publié mercredi 1er avril, le tribunal de la santé, la CFES et la Cnam ont « pris acte » de la décision rendue par le tribunal de Nanterre, « constatant la portée du film publicitaire de prévention du tabacisme diffusé à l'automne dernier ». Toutefois, « compte tenu de l'excellent travail que le public a réservé à cette campagne et des enjeux de santé publique qu'elle exprime », ils indiquent qu'ils ont décidé de faire appel de ce jugement.

Une décision reportée

Dépistage obligatoire du sida ?

Le gouvernement doit annoncer lors du conseil des ministres du mercredi 1er mars s'il rendra obligatoire le dépistage de l'infection par le virus du sida dans certaines circonstances de la vie : examens pré-nuptiaux ou pré-nataux, visites d'incorporation. Au terme d'une série de difficultés administratives, il avait décidé de reporter d'une semaine la communication gouvernementale. Le conseil des ministres ne s'étant pas tenu mercredi 1er avril, l'attente se prolonge.

Faut-il tenir pour acquis l'annonce que le gouvernement doit annoncer lors du conseil des ministres du mercredi 1er mars s'il rendra obligatoire le dépistage de l'infection par le virus du sida dans certaines circonstances de la vie : examens pré-nuptiaux ou pré-nataux, visites d'incorporation. Au terme d'une série de difficultés administratives, il avait décidé de reporter d'une semaine la communication gouvernementale. Le conseil des ministres ne s'étant pas tenu mercredi 1er avril, l'attente se prolonge.

Faut-il tenir pour acquis l'annonce que le gouvernement doit annoncer lors du conseil des ministres du mercredi 1er mars s'il rendra obligatoire le dépistage de l'infection par le virus du sida dans certaines circonstances de la vie : examens pré-nuptiaux ou pré-nataux, visites d'incorporation. Au terme d'une série de difficultés administratives, il avait décidé de reporter d'une semaine la communication gouvernementale. Le conseil des ministres ne s'étant pas tenu mercredi 1er avril, l'attente se prolonge.

Faut-il tenir pour acquis l'annonce que le gouvernement doit annoncer lors du conseil des ministres du mercredi 1er mars s'il rendra obligatoire le dépistage de l'infection par le virus du sida dans certaines circonstances de la vie : examens pré-nuptiaux ou pré-nataux, visites d'incorporation. Au terme d'une série de difficultés administratives, il avait décidé de reporter d'une semaine la communication gouvernementale. Le conseil des ministres ne s'étant pas tenu mercredi 1er avril, l'attente se prolonge.

Près de 500 000 cas de sida ont été officiellement recensés par l'OMS. Selon un bilan établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au 1er avril 1992, 484 148 cas de sida ont été recensés dans le monde. Les deux zones ayant subi l'augmentation la plus sensible sont l'Afrique subsaharienne et les Etats-Unis (où près de

213 641 cas de sida ont été recensés depuis le début de l'épidémie). Le pays proportionnellement le plus touché est l'Ouganda. Officiellement, 30 150 cas ont été recensés. Jusqu'à présent, 17 000 cas ont été dénombrés en France. L'OMS estime qu'au total neuf à onze millions de personnes sont actuellement séropositives.

PARIS

Les deuxièmes Assises du tourisme parisien

La « plus belle ville du monde » menacée par le succès

Pour la douzième fois, Paris a été couronnée première ville du monde pour les congrès et les salons spécialisés. Mais sa suprématie est menacée par de nouvelles métropoles. Quant aux touristes vacanciers, ils choisissent Paris en masse, mais n'y trouvent pas toujours l'accueil qu'ils espèrent. Les deuxièmes Assises du tourisme parisien, réunies jeudi 2 avril à la capitale, devaient dégager les idées et les moyens pour répondre à ces deux défis.

Bruxelles, Londres, outre, de nouveaux challengers sont apparus : Berlin, Barcelone, Prague, Budapest. Personne ne jurerait qu'un jour Saint-Petersbourg...

« Paris oui, les Parisiens non »

La deuxième assise du tourisme parisien a réuni 21 millions de touristes par an, dont 11 millions d'étrangers, l'Ile-de-France, donc Paris, les piliers s'accroissent : encombrement des transports, distorsion entre l'offre et la demande en matière d'hébergement. D'où enchevêtrement, promiscuité, difficultés de transport d'accès aux monuments, aggrégation de bien que, dans un document présenté aux assises par leur organisateur, M. Bernard Plassat, adjoint au maire de Paris, chargé du tourisme, un touriste résume : « Paris oui, les Parisiens non ».

La stratégie que M. Plassat devait proposer aux assises et au Conseil de Paris pour attirer un mai prochain serait notamment la part plus belle à trois catégories de touristes : les Américains du Nord, qui sont les premiers visiteurs de la capitale française (1 158 000 en 1990), les Japonais ou habitants du Sud-Est asiatique et enfin les Européens : Italiens, Britanniques, Allemands. Ce qui n'empêcherait pas de promouvoir l'accueil en utilisant les langues, notamment des pays de l'Est, peu pratiquées au début de l'afflux de touristes d'Europe centrale.

CHARLES VIAL

SPORTS

FOOTBALL : match nul de Monaco face à Feyenoord en Coupe d'Europe

Les doutes du petit goal

L'AS Monaco a dû concéder un match nul à domicile, 1-1, face à Feyenoord Rotterdam (Pays-Bas), mercredi 1er avril, en demi-finale aller de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. En encaissant un but dès les premières minutes de jeu, les Monégasques ont compromis leurs chances de disputer leur première finale européenne, avant le match retour du mercredi 15 avril.

MONACO

de notre envoyé spécial

Jean-Luc Ettori aime à répéter qu'il s'amuse davantage à l'entraînement que pendant les matchs. « Un gardien de but y prend plus de plaisir, explique-t-il, car il est plus de balles. En vertu de cet adage, le capitaine monégasque gardera son poste particulièrement vigilant pendant le match retour. Pour lui, l'entraînement est la trêve : les ballons qu'il a pu lancer entre ses gants et ses jambes sont les seuls qu'il aime.

Le capitaine Ettori poura difficilement se tenir gèle à ses joueurs. Sa voix résonne, à la deuxième minute du match, conclut par un dégagement au poing approximatif et une collision avec l'un de ses défenseurs, lui sans doute la dispo-

tion de l'entraîneur : ses joueurs répètent, son discours est centenaire, sa personnalité latente. Après le Mondial, Ettori n'a plus joué sous les couleurs nationales.

Dans leur beau jeu, Waah, Fofana et les autres avaient oublié la possibilité du geste pour ne conserver que les instincts superflus, les grâces du jeu. Monaco, qui paraissait avoir accompli le plus difficile en éliminant l'AS Saint-Etienne au tour précédent, se voit repris par ce vertige qui l'a empêché pendant des années de graver les premières marches de la Coupe d'Europe.

Le fantôme du Mondial

Le capitaine Ettori poura difficilement se tenir gèle à ses joueurs. Sa voix résonne, à la deuxième minute du match, conclut par un dégagement au poing approximatif et une collision avec l'un de ses défenseurs, lui sans doute la dispo-

Longtemps victime du malin génie de son équipe, l'angeois des grands rendez-vous, il s'est guéri d'un malin temps qu'elle. A près de trente-sept ans, capitaine de 1983, il pense avoir transmis sa maturité à ses jeunes coéquipiers. Jusqu'à la chute de mercredi soir, qui pourrait empêcher Monaco d'arriver à prouver son bon ar- racher un trophée européen sans jouer au fier-à-bras.

JÉRÔME FENOGLIO

ÉDUCATION

Les enseignants du privé pourront corriger le baccalauréat

Un accord paru au Journal officiel mercredi 1er avril autorise les enseignants du privé à participer aux jurys de baccalauréat. Les enseignants du privé pourront ainsi participer aux jurys de baccalauréat. Les enseignants du privé pourront ainsi participer aux jurys de baccalauréat.

Un accord paru au Journal officiel mercredi 1er avril autorise les enseignants du privé à participer aux jurys de baccalauréat. Les enseignants du privé pourront ainsi participer aux jurys de baccalauréat.

Report du prochain conseil d'administration de l'ENEA. Le conseil d'administration de l'École nationale d'administration, prévu mercredi 1er avril afin d'étudier la possibilité d'un transfert de l'École nationale d'administration à Strasbourg, se tiendra à nouveau mardi 7 avril pour déterminer sur le bail négocié entre l'Etat et la ville de Strasbourg pour la location des locaux de la Commanderie-Saint-Jean. Le conseil d'administration prévu mardi 7 avril a été annulé.

SCIENCES

Mort d'un ancien directeur de la NASA. - James Webb, qui fut administrateur de la NASA de 1961 à 1968, les années les plus productives du programme spatial américain, est décédé vendredi 27 mars à Washington, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Sous sa direction furent lancés notamment le premier vol orbital (John Glenn, février 1962), et la première sortie dans l'espace (Edward White, juin 1965) réalisés par des Américains. Il quitta son poste quelques mois avant que Neil Armstrong foule le sol de la Lune (20 juillet 1969), en raison d'un différend avec le président Nixon.

VOILE : les éliminatoires de la Coupe de l'America

Deuxième victoire pour « Ville-de-Paris »

L'équipe de Nippon pour une avarie de barre (rupture de mèche de safran) a permis à « Ville-de-Paris » de remporter, mercredi 1er avril, sa deuxième victoire consécutive après celle acquise, mardi 31 mars, contre New Zealand, dans les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton, à San Francisco (Californie).

avait ordonné, le 28 novembre dernier, la suspension des travaux (le 1er novembre 1991). Le Conseil d'Etat estime qu'aucun des moyens invoqués (par une association, ne paraît, en l'état du dossier, de nature à justifier l'annulation) de la délibération du conseil municipal de Trébeurden qui, le 1er août 1991, avait décidé la construction du port.

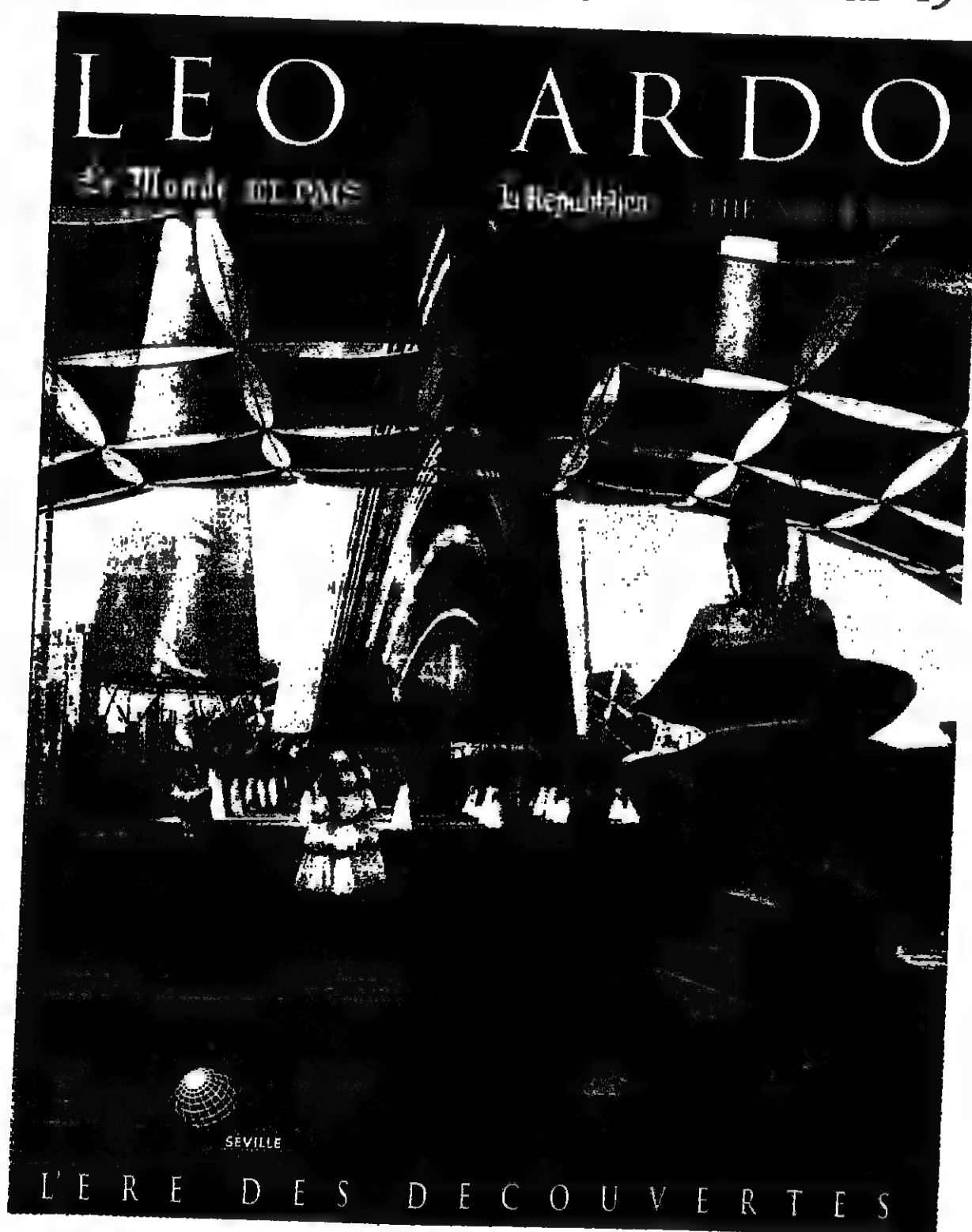
Supplément magazine

228 pages

AVEC

Le Monde

Du vendredi 3 avril (daté samedi 4)



A l'occasion de l'Exposition universelle de Séville, *le Monde* s'associe à des confrères européens pour réaliser un magazine spécial intitulé « Leonardo, l'ère des découvertes ».

Sous le signe de Léonard de Vinci, figure emblématique de la Renaissance, inventeur,

artiste et homme de sciences, ce magazine dresse le bilan du siècle qui s'achève et présente des réflexions sur l'évolution de la médecine, de la biologie, du droit, de l'économie, de la communication, des arts et de l'écologie à l'aube du XXI^e siècle.

Avec la collaboration de Rafael Alberti (poète espagnol), Néstor Almendros (cinéaste), Francisco Ayala (écrivain espagnol), Robert Badinter, J. G. Ballard (écrivain britannique, auteur de *l'Empire du soleil*), Daniel Bell (sociologue américain, professeur à Harvard), Michel Braudeau, Gérard Courtois, Juan Cruz (rédacteur en chef d'*El País*), André Fontaine, Yves-Marie Labé, Haruki Murakami (écrivain japonais), Jean-Yves Nau, Jean-Pierre Rioux, Carlo Rubbia (chercheur italien, prix Nobel de physique), Fernando Savater, Martin Walser (écrivain allemand).

Ce magazine prélude à une série d'articles que *le Monde* va consacrer à l'Exposition de Séville, chaque jour du mercredi 15 avril (daté 16) au mardi 21 avril (daté 22).

شعاع النحل

INSTITUT

Les Grands Prix de l'Académie des sciences

L'Académie des sciences a annoncé, mercredi 1^{er} avril, la liste des lauréats de ses grands prix annuels, qui se partageront une somme globale de 740 000 francs.

Le Prix Mergier-Bourdeix (300 000 F), destiné à récompenser un jeune chercheur français se consacrant à des recherches fondamentales, a été attribué à M. Jean Dalibard, trente-trois ans, maître de conférences à l'Ecole polytechnique. Ce physicien est considéré par l'Académie comme « l'un des chercheurs les plus créatifs et les plus doués dans le domaine du piégeage et du refroidissement laser d'atomes ».

Le Prix Ampère (200 000 F) a été attribué à M. Pierre-Louis Lions, trente-six ans, professeur de mathématiques à l'université Paris-Dauphine et maître de conférences à l'Ecole polytechnique, auteur de nombreux travaux sur des problèmes d'équation aux dérivées partielles non linéaires.

Le Prix Descartes (100 000 F) a pour lauréat M. Jean Philibert, soixante-cinq ans, professeur à l'université Paris-Sud, pour ses contributions « remarquables » de l'instrumentation quantitative aux sciences de la vie ».

Le Prix André Lallemand (100 000 F) revient à l'ancien directeur de l'observatoire astronomique de Strasbourg, M. Pierre Lacroute, quatre-vingt-six ans, qui a imaginé le principe du satellite astrométrique appliqué dans la construction d'Hipparcos.

Le Prix Lalande (50 000 F) a été attribué à M. Gilles Pisier, quarante-deux ans, professeur de mathématiques à l'université Paris-VI, pour ses travaux portant notamment sur les propriétés géométriques et probabilistes des espaces de Banach.

Le Prix Léon Lutz (40 000 F) récompense M. Ramon Capdevila, cinquante ans, directeur de recherche CNRS au Centre armoricain d'études des océans (université de Rennes), pour « la qualité de ses travaux de géographie sur les océans et les roches granitiques ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 30 et mardi 31 mars 1992 :

LES DÉCRETS

- N° 92-294 du 25 mars 1992 portant création d'un Conseil supérieur de la police technique et scientifique ;
- Du 25 mars 1992 portant approbation de l'élection du prince Charles, prince de Galles, duc de Cornwall, à l'Académie des sciences morales et politiques ;
- Une liste des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 1991.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 1^{er} avril 1992 :

DES DÉCRETS

- N° 92-302 du 31 mars 1992 portant nomination de la Commission nationale de la Commission nationale de l'éducation professionnelle ;
- N° 92-304 du 31 mars 1992 relatif à l'assistance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision ;
- N° 92-308 du 31 mars 1992 modifiant certaines dispositions du code des assurances relatives à l'assurance automobile ;
- N° 92-309 du 31 mars 1992 portant modification d'articles du code des assurances relatives aux conditions de capacité professionnelle des intermédiaires d'assurance ;
- N° 92-310 du 31 mars 1992 modifiant le statut des assurances en ce qui concerne les intermédiaires d'assurance et de capitalisation ;
- Du 31 mars 1992 portant reconnaissance légale d'une congrégation ;
- N° 92-318 du 30 mars 1992 portant modification du décret n° 59-733 du 11 juin 1959 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique ;
- N° 92-319 du 31 mars 1992 modifiant le décret n° 89-224 du 14 avril 1989 relatif aux aides apportées par l'Etat aux collectivités locales pour la maintenance en activité des salles de spectacles cinématographiques ;
- Ddu 30 mars 1992 portant extension d'agrément de sociétés françaises d'assurance ;
- Du 31 mars 1992 modifiant le statut des assurances en ce qui concerne les intermédiaires d'assurance et de capitalisation ;
- Du 31 mars 1992 relatif aux marchés publics de fournitures et des marchés publics de travaux et de services dans le cadre de la communauté économique européenne.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5750

Le travailleur touchant du soleil, il n'est pas étonnant qu'il ait beaucoup d'air ou bien de l'eau. - X. Est bon pour les affaires. Chaleur animale. - XI. Position. Qui empêche de franchir le pas.

VERTICALEMENT

1. Quelqu'un qui a la main. - 2. Lune de mer. Il a la main. - 3. Reste dans l'ombre. Une source d'alimentation. - 4. Plaisir de la table. Qui va bien. - 5. Lieu d'enseignement et moyen d'y aller. Tenir la barre. - 6. Conjonction. Tel qu'on n'y voit goutte. Est fait pour servir. - 7. Eau salée. Peut-être manger le morceau. - 8. Vierge de France. Aménagé à la réalité. - 9. Fait l'union. Etrangère à la bande.

Solution du problème n° 5749

Horizontalement

I. Impensées. - II. Marie. - III. Crieur. FI. - IV. Une. - V. La. Tocard. - VI. Label. - VII. Auréole. - VIII. Carre. - IX. Laveur. - X. Ego. - XI. Se. - XII. Se. - XIII. Se.

Verticalement

1. Age. - 2. Prie. - 3. Bravo. - 4. Ere. - 5. Neurologues. - 6. Roc. - 7. Es. - 8. Taret. - 9. Et. - 10. Safari. - 11. Tous. - 12. Cl. - 13. Dates.

GUY BROUTY

Le Monde sans visa

CARNET DU MONDE

Naissances

- Judith et Serge NIESWIC font part de la naissance de Alexis, le 17 février 1992, rue Ordener, 114.
- CORONE Magali LOMBARD ont la joie d'annoncer la naissance d'Alphonse CORONE, le 3 mars 1992, à Paris.
- Isabelle GALL, Jean-Marie FAIVRE et Jules ont l'honneur d'annoncer la naissance de Gaspard, le 22 mars 1992, chemin Desvallières, 11410 Ville-d'Avray.

Décès

- M^{me} Simone Cino del Duca, présidente-fondatrice de la Fondation Simone et Cino del Duca. Et les membres du conseil d'administration, ont la tristesse de faire part du décès de M. Max BRUSSET, administrateur de la fondation.
- M^{me} Simone Cino del Duca, présidente de l'Association des amis de Cino del Duca. Et les membres du conseil d'administration, ont la tristesse de faire part du décès de M. Max BRUSSET, président d'honneur de leur association.
- Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} avril 1992 en l'église Saint-Lazare d'Avron (Yonne).
- Un service religieux sera célébré ultérieurement à Paris.
- Claude DARGET, ex-passé dans le domaine de l'aviation, le 26 mars 1992.
- L'inhumation a eu lieu au cimetière de Montmartre, le 2 avril.

Obituaires

- M^{me} Chaplain-Midy, son épouse, François et Pauline Chaplain-Midy et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de Roger CHAPLAIN-MIDY, artiste peintre, survenu le 31 mars 1992, à son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.
- Les obsèques ont eu lieu l'intimité familiale, le 2 avril, à Nanterre-sur-Rimarde (Loiret).
- Un service religieux sera célébré ultérieurement à Paris. Un service sera communiqué.
- M^{me} tient lieu de faire-part.
- 68, rue Lhomond, 114 Paris.
- (Le Monde du 3 avril).
- Dans l'espérance de la résurrection, Anne-Marie Gournay, Jacques et Anne Gournay, Bernard et Brigitte Gournay, Cécile Gournay, ses enfants, Isabelle et Elliott Pavlos, Sophie, M^{me} Véronique Gournay, Sophie Gournay, M^{me} Gournay, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Pierre Canol, sa sœur, M. François Fontane, son cousin, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jean-Joseph GOURNAY, née Geneviève Fontane, le 31 mars 1992, de 68, rue Lhomond, 114 Paris.
- Les obsèques ont eu lieu le 31 mars 1992, à l'église Saint-François-Xavier, à Paris.
- Ni fleurs ni couronnes.
- Paris. Veuve. Le Vrai. Mention.
- M^{me} Laurence, son épouse, Sa fille et son gendre Gilles et Hugues de Laurence d'Orgeval, ses petits-enfants Clothilde et Juliette, son frère André Laurence, Les Enfants Laurence, Claude, Michel, Rigot et Perrot-Gentil, ont la douleur de faire part du décès de docteur Jacques LAURENTE, le 15 mars 1992.
- La crémation a eu lieu le 24 mars, dans l'incinérateur.
- 42, rue A.-Cherrier, 92330 Boissy.
- M. François SCHNELL, président de l'Institut français de Cracovie, ont la douleur de faire part du décès de M. François SCHNELL, président de l'Institut français de Cracovie, le 19 mars 1992, à l'âge de soixante et onze ans.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Void les hauteurs d'enneigement au mardi 31 mars. Elles nous sont communiquées par les stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris - tél. : (1) 47.33.32), qui diffuse aussi ces renseignements sur son site Internet : <http://www.ski.fr>

HAUTE-SAONNE

Avorces : 90-200 ; Les Carreaux d'Arches : 20-295 ; Chamoux : 20-390 ; La Chapelle-d'Abondance : 15-73 ; Châtel : 25-150 ; Le Châtel : 0-220 ; Comblanchien : 15-70 ; Flammet : n.c. ; Les Menues : n.c. ; Les Menues : 75-190 ; Mervot : 30-185 ; La Norma : 0-85 ; Notre-Dame-de-Bellcombe : 40-200 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 20-195 ; La Plagne : 10-225 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 135-290 ; François-Longchamp : 30-170 ; Les Saisies : 35-120 ; Tignes : 145-190 ; La Toussuire : 30-60 ; Val-Cenis : n.c. ; Valfréjus : 20-180 ; Val d'Isère : 115-223 ; Valloire : 20-110 ; Valmeinier : n.c. ; Valmorel : 45-160 ; Val-Thorens : 120-260.

DAUPHINÉ-ISÈRE

Alpe-d'Huez : 110-150 ; Alpe du Grand-Serre : 20-150 ; Auris-en-Oisans : 15-40 ; Méribel : n.c. ; Courmayeur : 60-90 ; Le Collet-d'Allard : 25-120 ;

LES ALPES-DU-SUD

Auron : 25-30 ; Beuil-la-Laune : n.c. ; Briançon : n.c. ; Isola 2000 : 70-43 ; Montgenèvre : 40-60 ; Orcières-Merlette : 0-90 ; Les Orres : 30-60 ; Val-Loup : 0-60 ; Puys-Saint-Vincent : 0-60 ; Le Saix-Super-Saix : n.c. ; Serre-Chevalier : n.c. ; Superdévoluy : 25-120 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos-Le Signes : 15-0 ; Val d'Allos-Le Foux : 10-50 ; Risoul : 30-40 ; Vars : n.c.

PYRÉNÉES

Albi-Thermes : 0-100 ; Barèges : 70-75 ; Cambo-les-Bains : 150-300 ; Font-Romeu : 50-80 ; Gourette : 70-160 ; Luz-Ardiden : 90-120 ; La Mongie : 100-180 ; Piau-Engaly : n.c. ; Saint-Léon : 75-135 ; Superbagneres : 20-40.

MASSIF CENTRAL

Le Massif-Central : 30-90 ; Besse-Super-Besse : 20-50 ; Super-Lioran : 80-50.

JURA

Mamirolle : n.c. ; Mijoux-Lalex-Latour : n.c. ; Les Planches : 5-31.

VOSGES

Le Bonhomme : 30-50 ; La Bresse-Hohenger : n.c. ; Gérardmer : n.c. ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Vittel : 0-40.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 47-42-04-38 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Sorbier, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

Remerciements

Suite au décès du professeur Jacques SERAOUN, Le docteur Micheline... Ses enfants et petits-enfants, ont été très touchés par l'attention que leur a témoignée dans ces moments de deuil.

Avis de messe

Une messe sera célébrée le vendredi 3 avril 1992, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, à Paris.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

Anniversaires

M^{me} Henri-Pierre HUC, M^{me} Claudine Angé, M^{me} Chantal Mauriac, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri-Pierre HUC, contrôleur des impôts, disparu le 2 avril 1991.

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI A PLUS DE 2000 M

LES MENUÏRES LA PLAGNE LES ARCS PEISEY/VALLANDRY TIGNES ARGENTIÈRE MT-BLANC

ENNEIGEMENT A 2000 M EN OUI

100 125 140 140 140 160

TIGNES : DERNIÈRE STATION AVANT L'ÉTÉ ! 1475 F/SEMAINE A PARTIR DU 18 AVRIL.

مخدرات الأهل

CULTURE

THÉÂTRE

Haut les cœurs !

Un pot-pourri de textes pas tristes où il est question de bravoure, de peur, de guerre

LE RÉGIMENT DE SAMBRE ET MEUSE

Aubervilliers

Ce sont des soldats de nulle part, moitié pion-pion, moitié grognards en pleine Berezina. Ils hissent un drapeau sans nationalité, dépenaillés, portent d'introuvables uniformes, ils ne ressemblent à rien et, d'ailleurs, ne se ressemblent pas. La scène est nue, elle représente « un théâtre dans la zone interdite, dont ils ont fait leur QG », écrit Eric Vigner, auteur du spectacle.

Intitulé *le Régiment de Sambre et Meuse*, il se compose de textes antimitaristes, dus à Alphonse Allais, Courteline, Céline, Jean Genet, ainsi qu'à Dubillard dans la troupe a joué l'an dernier *le Misanthrope* pour le Festival d'automne, plus des extraits de lettres du peintre Franz Marc à sa femme, dans lesquelles il parle de son art.

On passe de l'émotion au comique absurde et à la dérision froide, on glisse sur le tragique. Les textes suivent une ligne qui va du premier contact avec l'armée jusqu'au dernier contact avec la vie. Les scènes enchaînent un récit qui détaille un progressif dépeuplement - perte du nom, de la mémoire, du chemin. Et enfin la mort.

Menace permanente, elle est toujours présente, dans le noir autour de la scène où les hommes piétinent, tournent en rond, ballottés, épuisés et vulnérables. C'est dans les situations extrêmes que le

comique se révèle le plus efficace.

Les comédiens - Bruno Bouzga, Anand Chaurin, Philippe Colten, Benoît di Marco, Arthur Nazyziel, Dominique Parent, Guillaume Rannou - jouent le jeu, sans surprise mais avec habileté. Ils ont travaillé à Aubervilliers où ils reprennent leur spectacle à partir du 7 avril, et à Brest où ils viennent de le créer.

Ils l'ont donné pendant une semaine, après un mois de résidence dans la magnifique demeure ancienne que « Ville met à la disposition des artistes invités ». Quart, centre dramatique chorégraphique, qui reçoit de modestes subventions des directions du théâtre et de la danse (1 million pour chaque) et 25 millions de collectivités locales.

Car le Quart, dirigé par Jacques Blanc, détiend une sorte de monopole. Il est le seul bâtiment, et pratiquement le seul organisme à assurer les activités culturelles de Brest.

Accueil de spectacles, de metteurs en scène et de chorégraphes qui, avec comédiens ou danseurs habitent la résidence, et répètent au théâtre - ou une salle aux dimensions du grand plateau a été aménagée. Avec 15 000 abonnés, le Quart marche, et se permet une programmation à risques, sans râlés - ou presque - jusqu'à présent.

COLETTE GODARD

► Théâtre de la Commune, petite salle, du mardi au samedi à 21 heures. Du 7 au 26 avril. Tél. : 48-34-87-67.

L'Italie ■ l'honneur

Du 11 avril au 30 mai, le Petit Montparnasse accueille le premier Festival de théâtre italien, organisé par le *Teatro* Textes, qui représente en France l'istituto del Dramma Italiano, que dirige Ghigo Chiara. Cinq programmes : du 11 au 15 avril, *Il signor Proust*, de Laurence Salvetti, d'Angelillo, d'après les confidences de *Enrico Albano*. Le spectacle joué en italien. Les autres sont adaptés en français : du 16 au 26 avril, *Jardin secret*, de *Vittorio Moretti*, par France Darry, adaptation d'Anne Macaron, Journal intime de trois *maîtres*. Du 28 avril au 3 mai, *Ex*, d'Aldo Nicolai, par Carmen Vestemans, adaptation de *Enrico Albano*. Du 8 au 10 mai, *Le Festin* de Giuseppe Manfridi, par *Franco Carlini*, adaptation de *Huguette Atem*.

D'autre part, un cycle de lectures aura lieu, en français, les 22, 23 et 24 avril à 17 heures. Les 25 et 30 avril, le *Teatro* programme, d'Aldo Nicolai, lu par *Enrico Albano*. Entrée libre. Une *chambre* aura lieu du 12 au 13 mai. Enfin, depuis le 18 mars, *Lucerna* présente *La vie n'est pas un film de Doris Day*, de *Mino Bellei*, par Jean-Marie Retby, adaptation de *Marie Rouvray*.

► *Scènes* à 21 heures, mardi, mercredi, samedi à 18 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30.

PHOTOGRAPHIE

Metteurs en scène d'images

Une enquête de Chantal Meyer-Plantureux sur les photographes de théâtre

Les photographes de théâtre sont confidentiels, cantonnés le plus souvent dans des clichés de presse pour les pages culturelles des journaux et des magazines. Souvent considérés par le milieu du théâtre comme des *étrangers indésirables*, ils sont également tenus à l'écart par le petit monde de la photographie. Qui sait par exemple qu'Antoine Vitez lui-même photographiait ?

Chantal Meyer-Plantureux répare cette injustice en consacrant à la photo de théâtre un livre fournissant d'informations, mais desservant par une mise en pages approximative. L'auteur retrace l'évolution historique (de Nader aux jeunes représentants comme Pierre-Olivier Deschamps), se penche sur les structures (du studio Harcourt à l'agence Enguerand) rythme son analyse avec des portraits (Birgit, photographe attitrée du Théâtre de la Ville depuis plus de vingt ans) et des entretiens (Roger Pic, Agnès Varda, Antoine Vitez...). Elle s'attarde sur les tan-
graphes (Vilar-Varda, Manoukine-Franck, Bayen-Brigace) et montre comment une pièce peut être photographiée de la scène, Agnès Varda, la première à avoir photographié les à-côtés du spectacle (loges). Elle est également la photo-

graphie d'une seule aventure théâtrale, tout d'abord *Martine Franck*, à partir de 1960, avec le Théâtre du *Grand Arianne* Manoukine.

C'est bien le passage de la fonction d'*« enregistreur »* à *« metteur en scène d'images »* qui intéresse le plus l'auteur. Et notamment le parcours de Claude Brigace, le plus intense d'entre eux, mort le 21 mars dernier du sida (*le Monde* du 25 mars) et qui n'a cessé de réfléchir aux rapports entre la photographie et le théâtre.

MICHEL GUERRIN

► *La Photographie de théâtre* de la *revue* de l'éphémère, de Chantal Meyer-Plantureux. Préface de Bernard Dort. Paris, Audiovisuel, 174 p., 85 photos, 110 F. Elle est également l'exposition « Paris-Prague, l'échange théâtral », que Chantal Meyer-Plantureux présente au Centre Pompidou, 1^{er} foyer, premier sous-sol. Jusqu'au 13 avril.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 6 mars 1992, la 1^{re} Chambre de la cour d'appel de Paris a condamné M. François d'AUBERT au paiement de dommages-intérêts au Crédit Lyonnais pour diffamation à la suite de la publication, le 11 novembre 1990, d'un communiqué comportant, à l'égard du Crédit Lyonnais, des imputations diffamatoires.

LA VIE QUOTIDIENNE DES VIKINGS
(800-1050)

à Caractères
le 3 avril

ATHÉNÉE

MUSIQUE

ESTHER LAMANDIER
• PSAUMES DE DAVID
• création mondiale sur le Psautier 146, de Philippe Hersant
LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

LA FORCE DE TUER

SERVICE DES DOMAINES
VENTE PAR ADJUDICATION
JEUDI 14 MAI 1992
A 15 h A PORT-DES-BARQUES, mairie (Charente-Maritime).

PORT-DES-BARQUES
ANCIEN FORT DE L'ÎLE-MADAME
(à l'embouchure de la Charente). Sur un terrain de 4 ha 39, en bordure de mer, bâtiments et équipements divers :
- Fort (18^e siècle), constructions
- bungalows, magasins
- poudreries, remparts
- installations en mauvais état.
Libres.

MISE A PRIX : 700 000 F
(cautionnement 35 000 F)
RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES : Centre impôts fonciers (Domaines) Côté administrative Duperré, 17024 LA ROCHELLE CEDEX. (Tél. : 46-50-58-50).

DÉTAIL DES VENTES DES DOMAINES : B.O.A.D.
abonnement 145 F par an.
Ecrire S.C.P. 17, rue Scribe 75436 PARIS CEDEX 09
ou Tél. : 44-94-78-78.
Minitel 3615 Code IVP.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris le MARDI 14 AVRIL 1992, à 13 h 30

UN PAVILLON à MONTERMEIL (93)
8-10, avenue des Pêches
M. à P. : 360 000 F S'adr. à M^{re} PIETRUSZYNSKI, avocat
28, rue Scarpe 93500 PANTIN
Tél. : 48-43-75-32 - M^{re} LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (75017) - 12, rue Théodule-Ribot - Tél. : 47-66-50-25 - S'adresser pr. vis.

Vic s/sais. imm. Pal. Just. PARIS JEUDI 16 AVRIL à 14 h 30 - EN UN LOT

APPARTEMENT à PARIS-18^e
8, rue Erlange-Jodelle et 8, imp. Rochschild, 5^e et 6^e étages, c. C
2 pièces principales - cuis. W.C. - débarras - cave au sous-sol
M. à P. : 200 000 F S'adr. à M^{re} B. MOREAU, avocat
64, rue du Rocher PARIS 8^e Tél. : 42-93-31-30 - S'p. pour vis. 10 AVRIL 12 h à 13 h 30

du 31 mars au 30 avril
du mardi au dimanche
DU GESTE DE BOIS
texte Jean-François Peyret
mise en scène Sophie Louachevsky
avec Jacques Bonnaffé et Philippe Faure

ECOUTEZ NRJ MUSIC TOUR ET GAGNEZ...

DU 9 MARS AU 30 AVRIL 10 SEJOURS D'UNE SEMAINE A SAN FRANCISCO

WELLER
Ecole Internationale de Management

NRJ MUSIC TOUR

DU LUNDI AU VENDREDI DE 17 A 20 H L'EMISSION DE MARC SCALIA.

Ces séjours, réservés aux élèves de première et de terminale, comprennent le voyage A/R, l'hébergement et la visite de la ville. Jeu gratuit, sans obligation d'achat. Règlement déposé chez Maître Galmel, huissier de justice à Paris.

X
ied,
nu
des
ule
usé
FP
ici-
ali-
ou
en-
sur
ve-
hi-
ant
de
ait
us
de
né-
m)
les
mit
qui
en

ÉCONOMIE

BILLET

Un effort pour les bas salaires

Avec l'essoufflement de l'activité économique, on pouvait redouter que l'opération de rattrapage des bas salaires lancée en juin 1990 alors que la croissance était au plein essor, soit un sérieux coup d'arrêt. Le dernier bilan publié jeudi 2 avril par le ministère du travail indique que les négociations n'ont pas trop souffert de la conjoncture. Néanmoins, dans trop nombreux secteurs d'activité, le SMIC (5 629 francs bruts mensuels) reste encore un peu en deca du niveau de l'année dernière, ce qui ne permet pas de dire que le principe, représenté par un plancher.

Au 1^{er} mars, seules 10 % des 1 000 branches professionnelles de plus de 10 000 salariés disposent toujours d'un niveau de rémunération inférieur à 80 % du SMIC, contre 15 % sur quatre en janvier 1990. De même, 70 % des professions présentent au moins un niveau de rémunération inférieur au SMIC, contre 64 %.

L'œuvre menée au cours des discussions (la mise à jour des classifications) a été assez avancée. Au 1^{er} mars, c'était des négociations (...) montre que pour une large majorité des branches, le processus de négociation engagé se déroule conformément aux engagements pris tant sur le plan quantitatif que sur un plan plus qualitatif, assure le ministre. Quinze secteurs en bonne et due forme sont intervenus (bâtiment, sidérurgie, agroalimentaire, experts-comptables, réparation automobile, notamment), et plusieurs autres sont sur le point de conclure (commerce de gros, assurances...).

La mise à jour des classifications a été l'un des points forts de l'année dernière. Elle a permis de mieux définir les grilles salariales. Ce travail a été mené aux côtés des partenaires sociaux, et plusieurs secteurs ont pu bénéficier de salaires plus élevés. D'ailleurs, les services de M^{me} Martine Aubry reconnaissent la « fragilité persistante » de certains accords. En clair, le relèvement des minima est trop lent. Il faut donc accélérer le rythme de quelques mois par le gouvernement.

Le gouvernement s'est engagé à ne pas répercuter sur le salaire minimum plus que le gain de pouvoir d'achat. Mais sur le salaire ouvrier moyen, rien n'est donc pas suffisant. M. Pierre Bérégovoy, le nouveau premier ministre, a un souvenir qu'il a au 31 décembre 1992, toutes les branches professionnelles devront s'être mises à jour de salaires minima supérieurs au SMIC. Aussi, le gouvernement prévient-il qu'une nouvelle impulsion des partenaires sociaux apparaît nécessaire pour l'opération de rattrapage.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le rapprochement revu à la baisse

La cohabitation de Thomson et CEA-Industrie sera seulement financière

Le rapprochement actif-civils de Thomson et de la filiale industrielle du Commissariat à l'énergie atomique (CEA-Industrie) est toujours d'actualité. Mais la fusion initialement envisagée n'a place aujourd'hui que de simples prises de participation. Le volontarisme de M^{me} Edith Cresson, ministre de l'Industrie, a été mis en œuvre et la résistance des deux entreprises publiques.

Thomson - CEA-Industrie, se se... Ou, du moins, se se... suite. Et se se... comme se se... l'avaient imaginé. En décembre 1991, le gouvernement de M^{me} Edith Cresson parlait d'un grand pôle de technologies de pointe, réunissant le nucléaire à l'électronique grand public et aux composants. Le montage - complexe - de l'opération séparait la branche militaire de Thomson, les activités civiles, et prévoyait le rachat de ces dernières par CEA-Industrie via l'Etat (le 20 décembre 1991).

Ce projet n'a pas été à l'épreuve des hommes et des faits. Entre M. Alain Gomez, PDG de Thomson SA, et M. Jean Syrota, alors président du conseil d'administration du nouveau regroupement, le conflit a été immédiat. Le premier avait intérêt à valoriser les sociétés (donc sa gestion); le second, très au fait des moyens limités de CEA-Industrie, se devait d'acheter au plus juste. Lorsqu'il fallut, par exemple, évaluer Thomson Consumer Electronics, la branche télévisions de Thomson SA, l'écart entre les deux estimations s'est révélé

démursé: 11 milliards de francs. Et si ce n'avait été que cela? Quels que soient les chiffres retenus, l'opération, pour se faire sans grever le budget de l'Etat ni piller les trésoreries - florissantes - des filiales nucléaires de CEA-Industrie, exigeait ce dernier qu'il se sépare de certaines activités. Les plus menacées se sont rebellées; le gouvernement, partagé entre son impécuniosité et la difficulté politique de lâcher des sociétés médicales et informatiques, a préféré enterrer le rapport de M. Syrota sur ce sujet (le Monde du 4 février).

M^{me} Edith Cresson a alors fait appel à l'expertise du directeur du Trésor, M. Jean-Claude Trichet. Après deux rendez-vous manqués, M^{me} Cresson a finalement, mardi 31 mars, un communiqué: « Les modalités de l'opération de rapprochement de CEA (CEA-I) et Thomson Grand Public (TGP) et SGS-Thomson ont été mises au point le lundi 30 mars 1992 sur proposition du directeur du Trésor, en charge du dossier. Ces modalités ont fait l'objet de larges consultations avec les industriels et ont reçu l'accord du premier ministre. »

1 milliard de francs de pertes

De cet arbitrage sort un projet profondément remanié. Rachats et fusion sont, au mieux, réduits à néant. Dans un premier temps, CEA-Industrie se contentera de prendre, à la faveur d'augmentations de capital, des participations de 20 % à 25 % dans les filiales de Thomson SA. Des participations qui pourraient croître avec le temps, mais qui demeureront de toute façon insuffisantes pour recapitaliser ces

deux sociétés en manque de liquidités. Les finances de Thomson SA seront-elles mises à contribution? Nul doute que la réponse intéresse M. Gomez, qui souhaite se recentrer sur le militaire.

L'arrivée d'autres partenaires serait indispensable. Avec environ 1 milliard de francs de pertes en 1991, 12 milliards d'endettement, des parts de marché en recul aux Etats-Unis, Thomson Consumer Electronics (TCE) est difficilement susceptible d'être l'économie d'une alliance avec les nouvelles puissances asiatiques. Des contacts ont déjà été pris avec des sociétés coréennes, taiwanaises et le Singapour Economic Development Board, l'Institut de développement de Singapour, pour un TCE de 1 000 salariés. Son nouveau PDG, M. Alain Prestat, y séjourne actuellement avec son directeur financier. Officiellement pour une simple réunion avec le management régional.

Quant à la filiale composants, SGS-Thomson, sa situation n'est guère plus brillante. Ses besoins de financement par évalués par les pouvoirs publics à 1 milliard de francs annuels pour les cinq ans à venir. L'on sait les réticences du co-actionnaire italien - le holding d'Etat IRI - à avancer sa quote-part. Et les appels du pied de la direction d'Olivetti, encore de M^{me} Cresson, pour l'instant, sans réponse.

A la lumière de ces nouveaux développements, la cohabitation forcée de CEA-Industrie avec les filiales en difficulté de Thomson SA apparaît comme une opération financière.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Devant les assises du patronat chrétien

M. Camdessus dénonce les barrières élevées contre les exportations des pays de l'Est

« Quelle économie de marché pour quel Royaume? » Plus d'un milliard de patrons réunis à Lille pendant trois jours du 27 au 29 mars, à l'occasion des dix-neuvièmes assises nationales du Centre français du patronat chrétien (CFPC), ont débattu sur cette interrogation. Pour introduire cette réflexion, le président du CFPC, M. Jacques Vial, avait fait appel à M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), « le voyageur de l'économie de marché dans les pays de l'Est ».

LILLE

Le correspondant

Pour les anciens pays communistes qui rêvaient de l'économie de marché, « la réalité de celui-ci est d'abord cruelle », a souligné M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, devant les assises du CFPC. Inflation, chômage, pénurie, mille formes d'abus... C'est aussi une solidarité internationale promise dans des défilés d'éloquence mais qui tarde à venir.

M. Camdessus s'est arrêté sur le « scandale qu'il y a pour nous, Européens et Américains, à maintenir des barrières élevées contre les exportations des pays de l'Est ». Les pays de l'Est ont le droit de vendre ce qu'ils veulent sur le marché mondial. Cette découverte est rude d'un marché brutal.

faite par les pays de l'Est doit nous ce que le directeur général du FMI appelle « une interrogation salutaire ». « Même si nous sommes les propriétaires du marché, nous devons saisir le même regard sur efficacité mais aussi sur insuffisance congénitale: il n'a pas fait de la personne et porte un germen lui-même son autodestruction ».

« Marché et solidarité ne s'opposent pas, mais doivent se rejoindre », a-t-il affirmé. En dépit de ses qualités le marché ne peut être laissé à lui-même car c'est la « logique de la mise à prix » qui conduit à l'écroulement des plus faibles. Car, a-t-il remarqué, M. Camdessus évoquant les trente derniers de l'Est, « dans sa logique pure de mise à prix, peut être mise à mort ».

Le partage

Le don

Alors, a insisté M. Camdessus, « nous devons nous engager au FMI dans les pays de l'Est. Prenons garde en les aidant à implanter le marché chez eux à ne pas promettre ce que le marché ne peut apporter. Ces pays ont besoin aussi de biens qui ne s'achètent pas: liberté, justice, paix, etc. ».

Et devant ce partage de l'effort d'entreprise, se référant à l'Evangile, « gestionnaire de l'échange et porteur du partage », M. Camdessus a expliqué qu'il leur fallait « élargir l'espace de recouvrement qui existe entre le marché et le Royaume » et que, « il y a des domaines où c'est impossible ».

(« Idolâtrie de l'argent, dureté, injustice... »), il y en a d'autres où ce n'est nullement antinomique: l'effort de l'entreprise à long terme n'est-il pas de faire l'homme? De la rendre responsable? »

Dans la foulée, le directeur général du FMI a émis son propos à l'économie mondiale, plaçant pour une exigence de solidarité internationale qui ne se limite pas au superflu. Il faut qu'elle soit au cœur de chaque politique nationale. Ce qui ne se fait que par un style de vie, un mode de consommation, des structures de pouvoir établies: il ne s'agit pas de les détruire, mais de les réorienter en fonction d'une juste conception du bien commun de la famille humaine tout entière.

M. Camdessus estime qu'il faut « convaincre le monde que l'échange ne suffit pas. Il y a des domaines où, finalement, le partage est la seule réponse ». Rarement, conclut-il, l'intérêt de nos pays et l'acceptation de la solidarité ont autant coïncidé.

JEAN-RENÉ LORE

Le compte rendu annuel du gouverneur de la Banque de France

L'insuffisance de l'épargne freine l'investissement

« Ce sont les excès financiers de la dernière décennie, et particulièrement ceux des années 80, qui ont été à l'origine de la baisse », écrit M. de Larosière, le ministre de l'Économie, dans le rapport annuel de la Banque de France. Le rapport de M. François Mitterrand à propos des opérations de l'Institut de France pour 1991.

Après avoir souligné qu'en France les anticipations inflationnistes interviennent plus dans les calculs économiques, le gouverneur de la Banque de France rappelle que « malgré les efforts accomplis pour réduire l'inflation, les considérations d'ordre économique expliquent la fermeté des taux du marché monétaire ». Mais, ajoute-t-il, « les taux à long terme qui jouent un rôle majeur dans le financement de l'in-

Pour adapter la monnaie russe à l'économie de marché

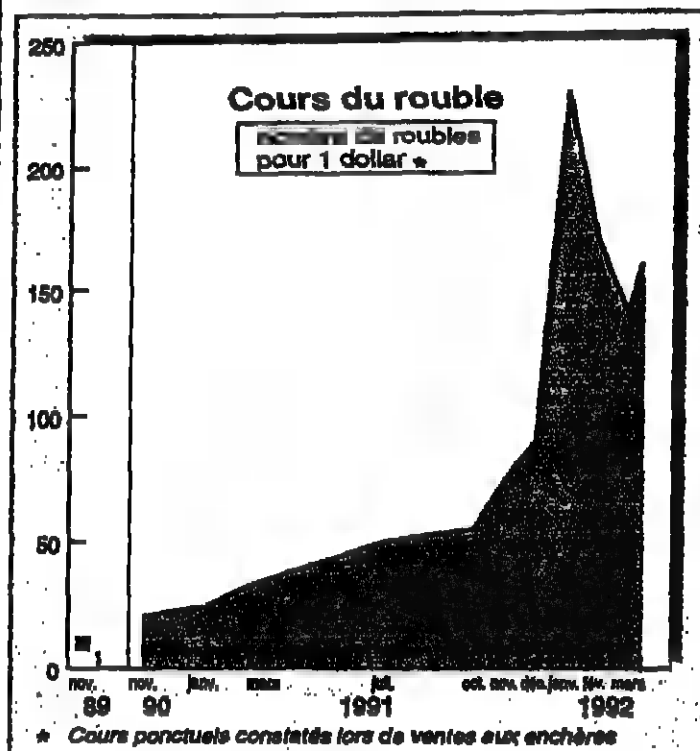
Un fonds de stabilisation du rouble sera créé

En Russie aujourd'hui, le rouble est encore avant tout un produit. Comme l'acier, comme le blé. Souffrant depuis des décennies de pénuries chroniques, l'économie russe n'avait pourtant jamais été en manque de ce produit monétaire. Ne sachant que faire de leurs petits roubles - les opportunités d'achats n'étant pas si fréquentes - les habitants les stockaient, à la caisse d'épargne ou sous les matelas.

Aujourd'hui, difficilement, le rouble est en train de devenir une monnaie: il faut le conquérir une

Finalment, d'après de nombreux spécialistes, cet aller-retour illustre surtout les dysfonctionnements profonds du système monétaire.

Comme les usines russes, le rouble est obsolète. Il a besoin d'être repris en main, modernisé, géré selon les principes libéraux et non plus selon les canons de l'économie socialiste. Pour moderniser, il faut investir. Mais le gouvernement russe, dont les ressources sont vides, au sens propre, n'en a pas les moyens. Il y a donc l'idée de la création d'un fonds de stabilisation du



d'échange. Depuis la fin de 1991, les transactions entre le rouble et les devises sont autorisées pour tous les citoyens, alors qu'auparavant seule la Banque d'Etat pouvait effectuer ces opérations. Désormais, des bureaux de change sont ouverts et les entreprises peuvent échanger les roubles contre des monnaies étrangères lors de ventes aux enchères, sortes de bourses archaïques. Les citoyens sont maintenant autorisés à acheter des devises dans les bureaux de change s'ils peuvent prouver qu'ils se rendent à l'étranger. Mais ils peuvent en vendre à leur guise.

Dès la libération du cours des changes, en décembre, les différents taux de change du rouble ont subi une glissade vertigineuse contre le dollar. Lors de la vente aux enchères, en janvier, le dollar a atteint jusqu'à 110 roubles, et dans les bureaux de change, il s'est échangé jusqu'à 110 roubles.

En février, un phénomène étonnant, et sujet à des explications diverses, est apparu: le rouble s'est nettement renforcé. Selon certains, alors que les produits alimentaires commencent à faire une apparition timide dans les rues, c'est le rouble qui est en train de pénaliser. Les deux usines fabriquant des roubles ont beau fonctionner à pleine capacité, explique-t-on, elles ne suffisent pas à répondre à la demande, compte tenu de l'hyperinflation provoquée par la libération des prix. L'autre explication est que grâce à la constitution d'un marché des changes embryonnaire, la Banque d'Etat avait pu intervenir directement, en vendant des dollars contre le rouble, afin de maintenir la valeur de celui-ci.

« Casser les anticipations »

Si le cours du rouble chute, on vend des roubles pour acheter du rouble, et inversement (bien que l'hypothèse de cet aller-retour soit risquée). L'investissement est risqué: un tel fonds est fait pour ne pas être utilisé. Car s'il commence à être entamé, les milliards de dollars sont susceptibles d'être dilapidés rapidement. Le principe du fonds, comme celui qui a été mis en place en janvier 1990, repose sur la confiance. Les opérateurs doivent savoir que le rouble a une valeur, que son cours de change, et que toute modification de cette valeur est impossible. Il s'agit, en terminologie des économistes, de « casser les anticipations ».

Comme le reste de l'économie, la CEI, les usines ou les champs, le rouble doit passer à l'économie de marché. Et la stabilisation est d'autant plus importante qu'un rouble stable, signifie une comptabilité assainie, des entrepreneurs étrangers rassurés, une économie nationale plus confiante. La création d'un fonds de stabilisation du rouble est donc une opération essentielle.

F. L.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours un bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

PAVILLON MONTSOURIS 43-25-13-11 Sous sa verrière à 170 F, en bordure du parc Reverdi, goûtez les joies d'une cuisine raffinée. Carte, menu à 110 F. Salon particulier de 12 à 40 personnes.

PAVILLON EUROPÉEN 60-11-17-17 Park 5, r. Gal-de-Gaulle, 911 F. S. midi, 191 F. S. soir. Cuisine moderne, en bordure du plan d'eau, goûtez la cuisine classique imaginative au dîner. Carte, menu à 230 F. Salons de 10 à 100 pers. Climat.

مخاض الاجل

ÉCONOMIE

IMMOBILIER

Le plafond des dépôts porté à 400 000 francs

Des retouches sont apportées à l'épargne-logement

Les textes modifiant le plan d'épargne-logement (PEL) ont été signés par les ministres juste avant leur départ et devaient être publiés. Comme annoncé (le Monde du 14 mars), le plafond des prêts est porté de 300 000 à 400 000 francs pour une durée d'épargne raccourcie de cinq à quatre ans. Mais d'autres changements sont apportés au système.

Ainsi, le plafond des dépôts sur les PEL est porté de 300 000 à 400 000 francs. Cette mesure, bien reçue par les banques, qui disposent ainsi d'une épargne longue relativement bon marché. Elle corrigera aussi le déséquilibre préoccupant entre la progression des dépôts et la stagnation des prêts (le Monde du 13 décembre 1991). Mais, surtout, un particulier qui aura (énormément) cotisé pendant quatre ans pourra obtenir avec un seul plan le prêt maximum sur quinze ans, ce qui n'était pas le cas auparavant.

D'autre part, les droits aux prêts ne seront plus calculés au-delà de dix ans : jusqu'ici, les plans d'épargne pouvaient être prolongés quasi indéfiniment si les particuliers n'avaient pas atteint le plafond de dépôts. Désormais, ils pourront encore garder leurs fonds sur leurs plans au bout de dix ans mais ceux-ci ne permettront plus d'accroître leur prêt (dans le PEL, le montant des prêts est fonction des intérêts obtenus par les fonds déposés).

Enfin, les comptes d'épargne-logement (CEL) ont subi quelques retouches, ce qui n'était pas prévu : le dépôt initial minimum est porté de 710 francs à 1 000 francs et les versements minimaux de 150 à 200 francs. Deux mesures qui réduiront la popularité des CEL, utilisés comme « tireliras » par certains particuliers, qui gardaient, grâce à lui, leur épargne totalement liquide mais rémunérée.

F. V.

FINANCES

Avec un résultat net de 91,2 millions de francs

La Société des Bourses françaises parvient à rétablir ses comptes

La Société des Bourses françaises (SBF), organisme chargé de la surveillance du marché, a réalisé en 1991 un résultat net de 91,2 millions de francs, triplant ainsi son bénéfice d'une année sur l'autre (30,7 millions de francs en 1990). Cette vive progression doit être toutefois relativisée car, en 1990, les résultats de la SBF avaient été largement grevés par des provisions sur les sociétés de Bourse défaillantes, pour un montant de 173,9 millions de francs.

Au cours de l'exercice achevé, en raison du contexte économique défavorable, le nombre des négociations enregistrées à la Bourse a diminué de 6,5 % par rapport à celui de

1990, qui avait été en net retrait par rapport à l'exercice 1989 (-21 %). Le recul d'activité, conjugué aux baisses de cotisations accordées par la SBF - diminution de près de 9 % du prix moyen de négociation en 1990 et 1991 - a entraîné une diminution de 14,8 % (-62,4 millions de francs) de la commission de négociation, qui représente plus de la moitié des commissions sur prestations de service perçues par la SBF. Lors de l'assemblée générale des actionnaires de la SBF, il sera proposé de reporter à nouveau ce bénéfice, ce qui permettrait ainsi de ramener le report à nouveau déficitaire de la SBF à 221,6 millions de francs.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● Indice composite : + 0,8 % en février. - L'indice composite des principaux indicateurs économiques américains, censé préfigurer l'évolution de l'activité économique dans les prochains mois, a progressé de 0,8 % en février. Le gouvernement américain a également révisé en légère hausse son chiffre pour janvier, en progression de 1 %, au lieu de 0,9 % d'abord annoncé. Il s'agit de la première hausse durant deux mois consécutifs, depuis la progression constatée durant le premier trimestre 1991, brutalement arrêtée en juillet, lorsque l'économie a plongé dans la récession. Quant au secteur manufacturier américain, il a poursuivi sa croissance en mars pour le second mois consécutif, l'indice des directeurs d'achat atteignant son niveau le plus élevé depuis septembre 1991.

INDUSTRIE

Après trois années
la firme d'Ivrea

M. Vittorio Cassoni quitte Olivetti pour Xerox

M. Vittorio Cassoni, administrateur délégué du groupe informatique et bureautique italien Olivetti, a annoncé mercredi 1^{er} avril qu'il rejoignait le groupe américain Xerox pour y occuper le poste de vice-président. Ce départ a été une surprise pour les milieux d'affaires transalpins. M. Cassoni est, en effet, donné démissionnaire depuis que M. De Benedetti, le président de la CIR, holding financier contrôlant Olivetti, a repris en main la direction effective du groupe informatique en novembre 1991.

Agé de quarante-neuf ans, M. Cassoni dirigeait la firme d'Ivrea depuis 1988, après un intermède de trois ans passé chez le géant américain des télécommunications ATT. La décision prise par M. De Benedetti de présider personnellement au redressement du groupe (Olivetti a enregistré des pertes de 7,3 milliards de francs sur les six premiers mois de 1991) s'était accompagnée d'une redéfinition de ses fonctions qui, de notoriété publique, ne le satisfaisaient pas.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

SOCIAL

Après l'annonce de 320 suppressions d'emplois

Les salariés de RVI Limoges expulsent le directeur de l'usine

LIMOGES

de notre correspondant

Les salariés ont été vives à Limoges (Haute-Vienne), mercredi 1^{er} avril, à l'annonce de 320 suppressions d'emplois à l'usine RVI (le Monde du 2 avril). Dès le matin, en signe de protestation, plusieurs centaines de salariés ont expulsé le directeur, M. Michel Barry, de l'enceinte de l'entreprise, pour « lui montrer ce que cela fait lorsqu'on est à la porte ». Tous revinrent à leurs postes de travail, mais ont contraint M. Barry à quitter son bureau. Serré de très près par les salariés, parfois bousculé, le directeur a été conduit jusqu'aux portes de l'usine sous une pluie hostile.

L'unité limousine est la plus durement touchée par le plan d'amélioration de la compétitivité. Elle va perdre 320 emplois effectifs, actuellement de 1 310 salariés. En 1978, RVI Limoges employait 1 500 salariés. Les syndicats de l'entreprise ont demandé que la disparition totale de l'unité limousine soit l'ordre du jour.

G. C.



ORLY-TOKYO

Il n'y a qu'elle pour vous faire ce genre de proposition.

Rappelez-moi son nom ?

Un jour, tous les chemins d'un businessman mènent à Tokyo, mais il n'y a qu'AOM pour rapprocher Paris de Tokyo en faisant partir ses 2 vols hebdomadaires d'Orly.



Qu'est-ce qu'elle ne ferait pas pour vous ? Pour tous renseignements, contactez votre agence de voyages ou téléphonez au (1) 79 12 34.

S'IMPLANTER DANS LA PRÉCISION



À son implantation, réaliser le bon investissement, c'est le souci essentiel de tous les dirigeants d'entreprises. Le Département du Doubs, lui, est impatiemment à l'écoute des réponses, des solutions sérieuses. Une situation géographique « très européenne », desservie par des voies de communication diverses et multiples, grands espaces, un patrimoine chant, un véritable art de vivre en comme un hiver.

Mais ce qui fait la différence, c'est la vocation industrielle de ce département illustrée par les grands noms : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard ; SOPAD-NESTLE, ALCATEL à Pontarlier ; DU PONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon..., par un tissu de PMI performantes maîtrisant les nouvelles technologies. Cette place particulière, le Doubs la doit à la culture, à la formation de sa main d'œuvre, héritière des traditions de l'horlogerie, et qui excelle dans un domaine, celui de la précision dans toutes ses formes. L'Agence du Développement Économique du Doubs peut vous donner toutes informations, vous conseiller dans toutes les phases de vos démarches. Cette année, l'ADEED a traité plus de 100 dossiers d'implantation : une référence.

Vous souhaitez en savoir plus sur le département de la précision ? Faites parvenir votre carte de visite ou contactez l'ADEED.

LA TECHNOLOGIE DE PRÉCISION A UN PAYS LE DOUBS

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU DOUBS

HÔTEL DU DÉPARTEMENT, 7, AVENUE DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON FRANCE - TÉL. 81 83 24 31 - TÉLÉCOPIE : 81 82 01 40

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

شخصيات الأجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

du « Figaro » la grève

province

ALTICTIONS

PROGRESSION DE 10% DU RESULTAT GROUPE 1991

Le Conseil d'Administration de GLM S.A., le 26 mars 1992, a arrêté la présidence de Monsieur Alain AUBRY, a arrêté les comptes de l'exercice 1991.

Principales données consolidées

En millions de francs	1991	1990	Variation 91/90
Chiffre d'affaires	551,8	515,4	7,1
Résultat courant	29,7	19,1	55,5
Résultat net	15,9	11,1	43,2
Dont Part du Groupe	15,9	14,5	9,7

Hors la branche librairie déconsolidée à compter du 1^{er} juillet 1991, suite à la cession de la branche librairie pendant le deuxième semestre, la progression du chiffre d'affaires consolidé à 15,7%. L'évolution traduit le développement intervenu dans les branches de vente par correspondance de produits et la logistique. Elle a également entraîné la régression de la branche vins par correspondance dans un marché déprimé.

L'activité des deux branches en développement, la branche de vente par correspondance et la branche vins, a permis de compenser la baisse du dernier trimestre 1991. Elle a permis de rattraper le résultat enregistré à la fin du premier semestre.

Le Conseil propose à l'Assemblée Générale du 25 juin 1992 la distribution d'un dividende de 11 francs par action, soit 16,50 francs par action, en augmentation de 10% par rapport à celui de l'exercice précédent.

GLM

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent le Monde. Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales. (IPSOS 91)

22,3 % DES CADRES SUPÉRIEURS (594 000) lisent le Monde. Le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSOS 91)

CADENCE 3

Sicav obligataire française à revenus trimestriels

1^{er} acompte sur dividende 1991/1992 : 18,48 F mis en paiement le 17 mars 1992 (+ crédit d'impôt de 0,99 F pour les personnes physiques ou 0,06 F pour les personnes morales).

Objectifs de placement : Principalement investie en obligations françaises afin de distribuer un revenu régulier proche de celui du marché obligataire tout en préservant le capital sur moyenne période.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

GAZ ET EAUX

1 ACTION GRATUITE POUR 20

1. - Le Conseil d'Administration de Gaz et Eaux, réuni sous la présidence de Monsieur Bruno Roger, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1991 qui seront soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 19 juin 1992.

2. - Les principales données financières de l'exercice ressortent à :

(en millions de francs)	1991	1990	Var en %
Résultat des opérations de gestion (après impôt)	184,5	160,6	+ 15 %
Résultat des opérations sur immobilisations financières et exceptionnelles (après impôts)	41,6	175,2	- 76 %
Résultat net comptable	226,1	335,8	- 32 %

Le résultat des opérations de gestion qui retrace les opérations courantes de l'exercice a progressé de 15 % reflétant l'amélioration de la rentabilité de Gaz et Eaux.

Le résultat des opérations sur immobilisations financières exceptionnelles est en diminution de 76 % par rapport à l'exercice précédent qui avait été marqué par un montant exceptionnel de 175,2 millions de francs.

An total, le résultat net comptable s'établit à 226,1 millions de francs contre 335,8 millions de francs en diminution de 32 %.

3. - Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire de distribuer un dividende de 55 F net par action, plus 27,50 F d'avoir fiscal, l'échange par rapport à l'exercice 1990.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a décidé de distribuer une action gratuite pour vingt actions, jouissance le 1^{er} janvier 1992.

Le montant de la distribution, hors actions gratuites, représentera 126,4 millions de francs, soit près de 70 % du résultat de gestion.

4. - Le Conseil d'Administration a pris connaissance des comptes consolidés qui font ressortir un résultat net comptable de 264,5 millions de francs contre 337,6 millions de francs l'année précédente, en baisse de 26 % en raison de la diminution du nombre des cessions.

5. - Il a, par ailleurs, été indiqué au Conseil d'Administration que la valeur estimative de l'actif net réévalué de Gaz et Eaux s'établit :

- au 31 mars 1992 à 6 478 millions de francs, soit 2 819 F par action ;
- contre au 31 décembre 1991 : 5 981 millions de francs, soit 2 603 F par action ;
- et au 31 décembre 1990 : 5 143 millions de francs, soit 2 238 F par action.

Ces estimations tiennent compte des seules plus-values latentes (avant impôts) sur titres cotés et assimilés, les titres non cotés étant retenus sur la base de leur prix de revient net comptable.

Accor

Résultats 1991: une bonne performance dans une conjoncture difficile

Le Conseil d'Administration réuni le 31 mars 1992 a arrêté les comptes de l'exercice 1991.

ACCOR réalise un résultat net consolidé part du groupe de 948,6 millions de francs, atteignant ainsi les objectifs annoncés.

Cette performance mérite d'être soulignée dans le contexte de la crise du Golfe et de l'environnement économique qui ont particulièrement affecté les entreprises du tourisme et de l'hôtellerie. Elle témoigne de la capacité de résistance de ACCOR, conséquence des choix stratégiques opérés en matière de répartition de ses activités et de ses implantations géographiques.

DÉVELOPPEMENT :

ACCOR a obtenu des résultats tout en poursuivant son développement. En 1991, 192 hôtels (19 000 chambres) ont été ajoutés à la clientèle, dont 88 acquis par Morel 6 (9 400 chambres). Par ailleurs, le nombre des établissements publics et de collectivité s'est accru de 284 établissements et le nombre d'utilisateurs de titres de service est passé de 4,8 à 5,4 millions/jour.

PROGRESSION DU DIVIDENDE :

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 mai 1992, de verser un dividende de 16 francs par action soit l'avoir fiscal une rémunération globale de 24 francs (+ 6,7% par rapport à 1990). Sera également proposée la faculté de percevoir le dividende en actions. La mise en paiement le 10 juillet 1992 pour les actionnaires qui opteront pour un versement en espèces.

PERSPECTIVES 1992 :

L'entrée de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits du Tourisme (dont les comptes sont consolidés à partir du 1^{er} janvier 1992) donne à ACCOR une nouvelle dimension européenne et une position de leader dans la quasi totalité de ses secteurs d'activité, qui permet d'envisager l'avenir avec confiance.

	Millions de francs	Variation	
	1990	1991	%
• Volume d'affaires	22 836,7	22 433,6	<1,8> % (1)
• Résultat net consolidé part du groupe	1 004,7	948,6	<5,6> %
• Résultat net consolidé part du groupe	209,9	182,8	
• Marge brute d'auto-financement	2 051,0	2 125,6	+3,6 %
• Résultat net par action (2) FF	50,96	44,15	<13,3> %

(1) A périmètre comparable variation de + 7 %.

(2) Calculé sur le nombre moyen d'actions : 21 484 794 actions en 1991.

ACTIVITÉ :

Le second semestre a permis de rattraper une partie du retard accumulé en début d'année, grâce aux bons résultats de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique, et de l'activité titres de service général. En revanche, les effets de la conjoncture ont été fortement ressentis en France pour ce qui est de l'activité hôtelière et de la restauration publique, en Angleterre, États-Unis dans l'ensemble du secteur des loisirs.

ACCOR

VIE DES ENTREPRISES

Après l'annonce d'une amende de 105 millions de francs

Le groupe Bolloré réorganisera son trafic maritime avec l'Afrique

Le collège des commissaires européens, réuni mercredi 1^{er} avril, a infligé à la compagnie maritime française SDV (SCAC-Delmas-Vieljeux), du groupe Bolloré, une amende de 105 millions de francs en application des articles 85 et 86 du traité de Rome. Cette sanction vise des pratiques anticoncurrentielles dans la zone maritime Europe-Afrique occidentale au cours des années 1987 à 1990. Les plaintes déposées notamment par des armateurs danois.

Ce qui est en cause, ce sont des pratiques anticoncurrentielles, qui ont permis au groupe Bolloré de se répartir les parts de marché.

Les commissaires ont fixé les tarifs. Pendant de longues années, le groupe Bolloré entretenait des relations étroites avec certains armateurs d'Etat africains. Le leader européen des trafics maritimes nord-sud a ainsi pu maintenir ses positions dominantes.

Qualifiée de « modérée », l'entente de Leon Brittan, le commissaire chargé de la concurrence, a permis dans un premier temps le maintien envisagé d'un trafic de 300 millions de francs, sanctionnée visée des pratiques anticoncurrentielles dans la zone maritime Europe-Afrique occidentale au cours des années 1987 à 1990. Les plaintes déposées notamment par des armateurs danois.

Sofical a pris le contrôle. M. Bolloré, qui, d'autre part, a confirmé qu'il ne participerait plus au syndicat patronal, le Comité central des armateurs de France (CCAF) - a précisé que la direction de Bolloré allait lourdement peser sur les résultats de SDV en 1991, et dans la période à venir.

L'intégralité des 105 millions sera provisionnée. Il a annoncé la remise en ordre des modes de fonctionnement du trafic maritime de SDV entre la France et l'Afrique de l'Ouest. La nouvelle organisation se traduira par des suppressions de postes mais pas par des licenciements. Les effectifs de marins et d'agents français devraient même être stabilisés voire augmentés. Un plan social qualifié d'« ambitieux » sera présenté fin avril aux partenaires sociaux.

F. Gr.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ORGANISATION

■ LVMH : retour au conseil d'administration. Le groupe LVMH (Moët-Hennessy Louis Vuitton) a annoncé mercredi 1^{er} avril que, lors de la prochaine assemblée générale, le directeur proposera aux actionnaires de changer le mode d'administration de la société pour revenir à la formule du conseil d'administration.

Selon les dirigeants du groupe, il s'agit de donner à la société une plus grande visibilité et de faciliter la gestion du conseil de surveillance. Des modifications devraient ainsi intervenir à la tête de la société de Moët-Hennessy, le président, Alain de Broca, serait remplacé par son fils Henri.

RÉSULTAT

■ Affaire DG Bank : 800 millions de deutschemarks (2,7 milliards de francs) de pertes. À la suite de l'annonce de la faillite de la banque allemande, la BKA a estimé que « l'affaire DG Bank » était l'un des cas les plus graves de criminalité en col blanc que l'Allemagne ait jamais connus. Le procès des quatre accusés pourrait commencer l'automne.

REPRISE

■ Technibel (climatisation) passe sous contrôle italien. Après un exercice 1991 légèrement déficitaire, le groupe Technibel (360 salariés, 290 millions de francs de chiffre d'affaires), le numéro deux français de chauffage et de la climatisation industrielle, va passer sous le contrôle du groupe milanais Elettica Finanzia (E.F.I.), qui détient déjà les sociétés Chaffoteaux et Maury, le constructeur de chauffage central et Européenne de réfrigération. Toutes les actions Technibel sont détenues par un montant non communiqué, par le groupe Paribas (30 % du capital) et par le holding Sofimac (70 % du capital), constitué par les cadres dirigeants de l'entreprise. (Correspondant)

LICENCIEMENTS

■ Hoescht : 2 800 suppressions d'emplois malgré un bon début d'année 1992. Le président du directoire de Hoescht, Karl Neukirchner, a annoncé mardi 31 mars que le groupe procéderait à 2 800 suppressions d'emplois malgré un début d'année « satisfaisant ». En marge de la foire d'Hanovre, le patron du groupe chimique allemand a déclaré que les performances de Hoescht pour les deux premiers mois de l'année étaient au même niveau que l'année passée, tant pour le groupe que pour sa principale filiale Hoescht Stahl AG. « Les résultats sont positifs », a-t-il affirmé. Il a en revanche déclaré que le groupe supprimerait 1 000 emplois de plus que ce qu'il avait annoncé en février. Le dégraissage portera sur 800 postes alors que Hoescht avait prévu 1 500 le mois dernier, chiffre qui ne représentait que les suppressions centralisées par la seule fusion de ses activités avec celles de son ancien rival, Krupp. L'année dernière, Hoescht avait réduit ses effectifs de 2 500 personnes par des départs non remplacés. Fin 1991, le groupe employait 33 800 salariés.

INITIATIVES

■ Peugeot inaugure un magasin d'exposition au cœur de Varsovie. Si Peugeot n'a pas pour l'instant conclu d'importants accords industriels dans les pays de l'Est, le constructeur automobile français veut en revanche y intensifier sa présence commerciale. Il vient d'inaugurer en Pologne, en plein cœur de Varsovie, un magasin d'exposition. Cette inauguration intervient alors qu'un différend oppose actuellement la Pologne à la Communauté européenne. La Pologne ayant décidé de réserver le contingentement de 30 000 véhicules importés sans droit de douane aux constructeurs ayant investi industriellement sur son sol. Le savoir Fiat, General Motors et Volkswagen. Environ 500 000 véhicules ont été immatriculés en Pologne en 1991, dont plus de la moitié étaient des voitures d'occasion. Peugeot se situe en tête des constructeurs pour la vente de véhicules neufs importés, avec 49 116 voitures vendues durant l'année écoulée. Il a également conclu un accord de sous-traitance avec la société FSL, située à Lublin, pour l'assemblage de 405.

■ Renault étend son réseau commercial en Tchécoslovaquie. Renault met en place un réseau commercial en Tchécoslovaquie, avec 62 concessionnaires situés dans toutes les régions du pays. En 1991, Renault a vendu en Tchécoslovaquie près de 10 000 véhicules, dont les 4 000 importés de France.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4180	4170	Imtech H&M	1230	1200
Amis Associés	275	274	Imtech Comput	154	153
B.C.	70 50	70	JPBM	89	88
Bouygues	735	730	Locam	85	85 50
Bouygues Ly	420	417	Alcatel Com	185	185
Boisat (Ly)	232	232	Motex	170 10	170
CAI-de-Fr. (CCL)	860	861	Publi-Financ	380	380
Carson	330	328	Rhone-Alp Eau & E	327	327
Cedif	840	845	Selact Invest (St)	85 80	85
CEGEF	175	175	Serbo	319 50	320
CEPI	284	280	Sopra	339	339
CNIM	1070	1071	TFI	405	414 90
Codis	1069	1069	Thomson H & M	360 10	360
Daples	220	220	Unilog	247 80	247 80
Dassault	1011 80	1000	Viel et Co	105	105 50
Demichy Worm Co	345	345	Y. St-Laurent Group	859	859
Dewar	1015	1015			
Devil	222	219			
Dolom	130	130			
Edison Bullfin	180	180			
Edison Bullfin	211	211			
Financ. Prope	105	105			
G.F.F. (group. Ind)	118	118			
GLM	348	348			
Geograph	185	185			
Gentel	880	880			
L.C.C.	189 90	192			
Idemec	89 90	89 90			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 1^{er} avril 1992

Nombre de transactions : 102 896

COURS	Échéances	Déc. 92
Dernier	187,36	187,46
Précédent	187,62	187,78

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
106	1,80	0,26
		0,52

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 939	1 951	1 945
Précédent	1 935	1 971	

CHANGES

Dollar : 5,5990 F ↑

Le dollar après avoir été en hausse de 1/16 de journée, se dépréciait jeudi. Au fixing il s'échangeait à 5,5990 francs contre 5,6070 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCOFORT	1 ^{er} avril	2 avril
Dollar (en DM)	1,659	1,659
TOKYO	1 ^{er} avril	1,659
Dollar (en yen)	133,90	134,77

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (2 avril) : 9 11/16-9 13/16 %
New-York (1^{er} avril) : 5 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

31 mars 1^{er} avril
Valeur française : 112,40
Valeur étrangère : 102,20
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 1942,40
(base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1942,40

NEW-YORK (indice Dow Jones)	31 mars	1 ^{er} avril
Industriel	3 235,40	3 249,30
LONDRES (indice Financial Times)	1 ^{er} avril	1 ^{er} avril
100 valeurs	2 440,10	2 468,60
30 valeurs	1 903,50	1 978,90
Mines d'or	120,90	121,60
Poids d'or	85,31	85,11

FRANCOFORT	1 ^{er} avril	1 ^{er} avril
Dollar	1 717,06	1 707,30
TOKYO	1 ^{er} avril	2 avril
Nikkei Dow Jones	16 286	16 286
Indice général	1 322	1 322

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
5-1/2	5,6110	5,6140	5,6910	5,6970
Yen (100)	4,1633	4,1673	4,2163	4,2235
Scu	6,9225	6,9245	6,9149	6,9238
Deutschmark	3,3878	3,3888	3,3883	3,3915
Franc suisse	3,7048	3,7093	3,7136	3,7211
Yen Hankow (1000)	5,7985	5,7995	5,7983	5,7998
Yen Hankow	9,6930	9,6925	9,6382	9,6465
Yen (100)	5,3442	5,3487	5,3181	5,3208

Chronique du Grand Siècle, sous le règne d'un fils de meunier italien devenu surintendant à la musique

U N D E E
GALLIMARD

ait
ins
de
né-
on)
les
m-
ait
qui
les

LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

La femme blessée

Jacqueline Gausson-Salmon était « en marge ». Dans la vie comme dans son art. Son Journal, lucide et désespéré, est l'histoire d'une bataille perdue

UNE PRIÈRE NAIT LA NUIT
Journal d'une femme peintre sous l'Occupation
de Jacqueline Gausson-Salmon.
Présentation et notes de Frédéric Gausson.
Payot coll. « Documents », 320 p., 140 F.

En 1939, elle avait trente-trois ans. C'était une jeune femme qui se sentait obscurément menacée et tentait de garder intacte son énergie vitale. Elle vivait minutieusement, dans son Journal intime, une vie, probablement, elle n'aurait jamais confié à haute voix, fût-ce à ses proches. Elle avait un mari qui la soutenait sans faillir, deux enfants qu'elle aimait et voulait éduquer à sa manière, une famille attentive et chaleureuse. Et pourtant, elle était seule. Partout « en marge ». Marginale parce qu'elle était peintre. Marginale dans la peinture, l'histoire de l'art, les questions posées par les artistes depuis la fin du dix-neuvième siècle. Marginale dans la famille protestante, car sa foi ardente la rapprochait du catholicisme et la rendait sceptique sur le « grand bienfait » de la Réforme.

Jacqueline Gausson-Salmon est morte brutalement, à quarante-deux ans, le 1^{er} septembre 1943, sur une plage, près de Montpellier. Elle laissait quelques centaines de lettres, des bois - à Sommières, dans le Gard, où elle avait un atelier, on se lui consacrait un musée - et un Journal. Son Journal, aujourd'hui édité par Payot, est un Journal. C'est la « prière » de Jacqueline Gausson-Salmon, dans la nuit épaisse de la deuxième guerre mondiale et dans la poisseuse réalité de la vie. Tout concourt à la blesser, à multiplier les petites désespé-



Autoportrait, 1939.

publient les éditions Payot sous le titre *Une prière dans la nuit*.

« Tous les artistes qui ont écrit leur vie aux-mêmes, ils l'ont fait comme un journal intime, les pousses à le faire. » Affirmer sa vie en dépit des obstacles, forger une biographie qui ne soit pas simple mais vraie, aux ailes de l'écriture : c'est la « prière » de Jacqueline Gausson-Salmon, dans la nuit épaisse de la deuxième guerre mondiale et dans la poisseuse réalité de la vie. Tout concourt à la blesser, à multiplier les petites désespé-

rances continues qui l'écharpent méthodiquement. Elle s'entend dire que « la peinture est un agréable passe-temps » par des « dames », « de ces dames qui font frémir et qui gardent leur son Journal au chaud ». Elle ne leur répond pas et garde son Journal au chaud. « La peinture n'est pas un passe-temps : c'est une religion, c'est ma vie. »

Ainsi, ce Journal est le portrait inattendu d'une femme qui ceux qui l'ont rencontrée ne reconnaîtraient probablement pas. C'est dans les lettres, les

peut-être que dans son travail de peintre, que Jacqueline Gausson-Salmon cherche sa vérité, animée d'une singulière lucidité. Lucidité sur elle-même, sur sa précarité - « Si je mourais demain, que resterait-il de moi ? » - sur une hantise de la mort, liée à l'intuition d'une bataille perdue - « Je ne peux plus travailler », « J'ai tant ans ». Lucidité sur la situation historique, elle la capotulation, en juin 1940 : « Qu'est-ce que la France ? Ceux qui ont tant aimé la France, qui l'ont tant aimée, leurs mains depuis mortes, au « s'en rendra compte dans l'histoire. (...) Faut-il donc vivre sur un pied de ces vieillards tremblants ? »

« Travailler comme on adore »

La vie matérielle, plus que tout, accable cette jeune femme. Elle lutte, elle peint, elle lit, elle tente de rassembler et de garder ses forces, mais plus on avance dans son récit, plus on pressent, comme elle, qu'elle s'épuise en vain. « Et vivre sans travailler, ça ne peut pas durer. Plus que jamais j'en ai l'ardent besoin ! Travailler seule, en tête à tête avec moi-même, pour se laisser atteindre par les suggestions extérieures, pour les laisser entrer dans son esprit. Qu'est-ce, au fond, que le public ? Cette matière fluide, inconsistante, glissante, qui travaille comme on adore... (...) Qu'ils sont heureux, ceux qui ont pu, passionnément, donner leur vie à leur art, à leur œuvre, à leur force vive, à la poursuite de leur rêve ! » Ce rêve, cassé, au tout entier de son récit intime, qui émeut mystérieusement.

Jo. S.

AU FIL DES LECTURES

par Pierre-Robert Leclercq

La peau interchangeable

C'est les hommes selon leur couleur qui nous ont fait découvrir une idée qui pouvait venir de ceux qui se placent en dehors du classement. Ainsi, dans cet Etat qui a pour nom Gabriel - on peut le situer au sud de l'Afrique - il y a le Blanc, le Noir, et tout serait simple si il n'y avait pas ces mélanges qui sont ni l'un ni l'autre. La loi, elle, est nette : « Est Blanc celui qui est généralement accepté comme tel et n'est pas dans l'apparence un Noir Blanc. » On ne peut pas dire que ce qui ressemble à la nuit n'est pas le jour. Et Gabriel Partance, métré à la peau blanche, cédant aux avances de sa femme, obtient la première catégorie. La « promotion » est une sorte de voix change et la médecine elle-même n'explique pas le phénomène. L'autre affectif. Sa fille, Nomonde, pour des raisons mal définies, n'est pas autorisée à perdre son identité « métisse ». Il est évident qu'elle ne peut vivre dans la même maison que son père.

Partance, Nomonde, le cap de Desperano, le fonctionnaire

Jolicœur, la rue des Méandras... Dans ce roman, les noms ne sont pas pris au hasard. Ils répondent à des propos, une fable à multiples facettes. Bien sûr, l'injustice, l'absurdité qui étalonnent les individus que le mot « métisse » désigne, mais le cœur de cette histoire, c'est ce qui fait la force, c'est que Gilbert Rouart développe ce thème majeur sous un minime rapport à un père et sa fille - et, indépendamment de la question « d'une procédure de blanchiment », celle de l'impossible position d'un homme qui appartient à un « sous-groupe de couleur ». Ce sont les raisons suffisantes pour ne pas négliger cet ouvrage. Il y a une autre, point négligeable non plus. La qualité de l'écriture. Elle ajoute à l'intérêt d'un roman qui traduit un simple les hommes que le grand roman nous cache, celles des hommes qui l'intolérance met à l'écart du monde.

« L'homme qui n'a pas son lieu », de Gilbert Rouart, Laffont, 178 p., 100 F.

Balade bruxelloise

« J'ai perdu, j'ai perdu... Lui, elle, elle, lui sans elle... On n'en aura jamais fini avec les histoires d'amour. A se demander si l'on peut encore s'y laisser prendre. S'intéresser, par exemple, aux histoires de corps et de la pensée d'un Théo venu passer quelques semaines à Bruxelles. Il y va et y revient. Un séjour, un pèlerinage. Il y renoue avec d'anciennes relations, puis s'en retourne à ses études et à la rédaction de son prochain roman. Le précédent était une sorte de message codé pour une femme qui a disparu de la vie par hasard. Elle ne lui avait pas qu'il y a des moyens plus simples pour dire quelque chose aux gens qu'un roman qu'on ne leur donne même pas à lire. Elle perdue, elle retrouvée. La boucle se boucle.

Et qu'il y ait une histoire où le corps a ses raisons, où l'histoire n'est pas tout. Il y a un qui l'entoure - lui un jazzman et sa musique ; une femme dans un hospice à une ancienne institutrice ; la présence de la ville, habilement suggérée plus que décrite, et

qui n'est qu'un seullement un décor... Autant de portraits et de lieux qui accompagnent Théo au même temps qu'il précise une sorte d'âme, une atmosphère qu'il a eue pour ne plus vivre hier ni demain à la place d'aujourd'hui. Il y a surtout la façon de raconter les faits et les pensées, l'art de traduire les sensations les plus banales par le truchement d'une expression qui n'est qu'à soi et qu'on appelle le style. Le celui de Francis Dannemark, on pourrait dire qu'en lui ne passe ni passé ni avenir, ni poids au récit, c'est-à-dire un intérêt et une attention qui ne se relâche que peu à peu. Sans effort ni enflure, le romancier agit. La balade bruxelloise se fait balade que le personnage murmure et que le romancier chante. Francis Dannemark s'affirme de plus en plus comme l'écrivain de la description efficace. Cet aquarelliste est un bel artiste en souffrance.

« Les Agrandissements du ciel », de Francis Dannemark, Laffont, 140 p., 89 F.

Le Temple du souvenir

Le poète bourlingueur convoque ses rêves et son enfance
« Voici le temps du retour aux herbages... »

L'ENCLOS

de Frédéric-Jacques Temple.
Juda Sud, 160 p., 85 F.

Pour Frédéric-Jacques Temple, poète et bourlingueur, « l'écriture n'est qu'une des formes du vivre », implique le corps, ses fatigues, ses délectations, ses fièvres. La poésie ? C'est grâce à Jules Verne, et non aux poètes, qu'il y est venu. La lecture a seize ans de Mémoires, de Théodore Monod, l'auteur, dans la guerre, conduit au Musée de la compagnie salariée. Ecrivain, journaliste, traducteur de Durrell et de Miller, F.-J. Temple a parcouru la planète, en déserte, en forêt. « J'ai dormi, écrit-il, dans la préface à son *Anthologie personnelle* (1) qui, regroupant

poèmes de 1945 à 1985, constitue une sorte de journal de bord, une sorte de *l'Enclos*, dans le hogan navaho, sur le pont des navires, dans les bois ; j'ai remisé à Nantucket le planier millénaire des baleines et campé aux reliques de la cabane de Thoreau à l'île de Pond. Un jour, j'ai vu au-dessus du Saint-Laurent le soleil d'automne obscurci par les milliers de bernaches fuyant le figement du Grand Nord ; j'ai vu les derniers nomades cueillir les dernières touffes d'herbe dans le vide flamboyant de l'erg... »

C'est le monde, un « terroir » qui évoque l'Enclos, un bref moment fervent d'autobiographie, où F.-J. Temple « invente » un passé, fait revivre le paradis de l'enfance, dans la région de Montpellier, où il est né et où il vit. Les poèmes parlent aussi bien des *Villages du Sud* - Maguelone, Fabrègues, Frontignan, Le Grau-du-Roi - que du Potomac et de l'Oregon Trail. De même, l'Enclos évoque la Grande Plage, où il se rendait dans la torpédo de l'oncle Blaise, d'où il guettait, au ciel, le vol des scarabées et des libellules, en s'effrayant de l'insolite beuglement du butor.

Dans un récit, *La Mer sauvage*, écrit une cabane étonnée aux

dunes de la Grande Plage, au retour de la guerre qui l'avait mené de la Forêt-Noire à Abruzzes, le narrateur avait entrepris de se délivrer. C'est dans la maison où sa mère lui fit « cadeau de la vie » qu'à l'âge de soixante ans il convoque ses souvenirs, renouant avec l'ancien récit. Du temps d'où, autrefois, il entendait le rumeur de la ville, le passage des remorqueurs, des laitiers, des charbonniers, il écoute le carillon proche de l'Enclos : quelques notes d'une phrase grégorienne, qui l'ont ressuscité le passé.

Une méthode raffinée

En franchissant à sept ans le portail de l'Enclos, le petit pensionnaire en collette de velours et chandail tricoté découvre, dans l'ancien orphelinat voué à saint François d'Assise avant de devenir un collège, une raffinée « ses biches, ses paons, sa bambouiserie, où tenait une place essentielle la musique non seulement liturgique mais musicale, de l'époque à Poulenc. Le narrateur rend hommage aux figures tutélaires, le « Père des pères », le Kapellmeister, et l'« élève » druid qui lui aussi se surveillant du docteur.

Le temps de l'Enclos était aussi celui des lectures d'enfance d'un « dévot de livres », de Balzac à Jules Verne, de Nayne-Reid à Fenimore Cooper. Le collégien, pour se les approprier, retranscrivait en « sverne », en inversant l'ordre des lettres, dans un « volapük » qui l'enchanta, *Vingt Lieux sous la mer*, *Les Quichottes*, *Robinson Crusoe*, *La Légende des siècles* même l'*Anabase* de Xénophon. Plus tard viendraient Cendrars, Whitman, Michaux.

Il y a dans l'Enclos de très belles pages pour raconter comment, après avoir rêvé de la Prairie, le narrateur, en débarquant du paquebot *United States*, a fini par découvrir Manhattan, « l'immense labyrinthe de dardes », gagner Nantucket sur le *casco* de deux pêcheurs de morue, voir sur les bords du fleuve Hudson le fort William-Henry « tel qu'il se dressait dans le Dernier des Mohicans, le jeudi 1^{er} d'octobre du soir », traverser en train le *delta* Mohave : voulant « voir, voir, vérifier les lectures » avant de revenir à sa maison natale.

Des grands espaces traversés par le vent à une exploration plus intérieure, plus secrète, le récit est orienté par une même fidélité profonde, aux rêves puis aux souvenirs : « Voici le temps du retour aux herbages / Après la grande fenaison, / Le temps du mémorial du plain-chant / De l'enfance, / Sur les marches / A l'oreille voyage. / Mais le lichen gît la pierre / Intacte. Et les voix / Ramées au bruit des pas furifs / Du mal enfant insouciant / Dans le rucher enfant / Des années convoquées... »

Monique Petillon

(1) Juda Sud, prix Valéry-Larbaud, 1990.

THÉOLOGIE HISTORIQUE

MOINES DANS L'ASSEMBLÉE DES FIDÈLES

« L'ÉPIQUE DES FIÈRES - XVIII^e SIÈCLE »

Fr. Jean-Miguel GARRIGUES et Fr. Jean LEGREZ

240 pages 120 FF

BEAUCHESNE

12, rue de Valenciennes 75007 PARIS

MAIRIE DU 5^e ARRONDISSEMENT

Place du Panthéon

3^e SALON LITTÉRAIRE DU QUARTIER LATIN

3 - 4 - 5 avril • Entrée libre de 11 h à 19 h

Le mirador

« Elisabeth (1888) a pris un pari audacieux : rédiger Mémoires d'une mère fabuleuse... »

Edgar Reichmann / Le Monde

PRIX CAZES 1992

« Une vie imaginaire plus vraie que la vraie... »

Francis Monnaie de l'Académie Goncourt / Figaro Magazine

« La douceur de ces pages, leur déchirement, c'est voix d'une femme relisant enfant dans la voix de sa mère... »

Danielle Biron / Les Dernières Nouvelles d'Alsace

Un vol. 276 pages, 98 F

PRESSES DE LA RENAISSANCE

par Denis Slakta

De plus, les discours adressés à l'entre-montrent que le bien et le mal se tiennent dans la face-à-face. Comme la rhétorique. Aussi la situation de communication même plus banale, entraîne-t-elle la crainte et le perdre la face en même temps que le dire contenant de perdre la face. La rhétorique régit le langage commun des face-à-face. Les plus banales et les plus stupéfiantes : elle ne condamne jamais les portes de tant inutile pourtant d'espérer que la politesse pût changer l'ordre du monde, transfigurer les citrouilles en carottes, les débâcles en défilés ou les requins en poissons. La politesse n'est que le mais une grammairie mettra en évidence « adoucir » ou « amoindrir » les coups du sort, pour amoindrir les indésirables ou humiliants certains actes de discours. Par exemple, donner un

Comme le linguiste américain Bruce Fraser (3), imaginons une situation plus dramatique. Un directeur est obligé d'annoncer un licenciement. Le brave homme n'est pas ravi, l'employé non plus. La force du verbe performatif peut être atténuée grâce à l'auxi-

certaines **images** « trop dures ». L'euphémisme **pour** *d'adoucir* les **odieuses**, voire de **Poli** jusqu'au sacrifice, le

L'autre ~~ouvrage~~ paraîtra plus surprenante. Il l'on ~~parle~~ de l'abondance ~~des~~ manuels de savoir-vivre et à la minutie des conseils : le baronnet Staffe interdit les piqueniques aux jeunes femmes ; le Déjeuner sur l'herbe de Manet illustre l'évidence les ~~rapports~~ encourus. En revanche, selon Bruce Fraser, il n'existe aucune grammaire systématique ou la politesse. ~~En~~ même en français.

★ Signalons maintenant le livre de
Michèle Prandi, *Grammaire philosophique
des tropes*, Éditions de Minuit, 288 p.,
145 F.

ACTUALITÉS

Certains, qu'ils vivent ou non dans leur pays, sont **des traducteurs**. **Donoso**, pour l'*Obscène oiseau de la nuit* (Seuil, 1972), *Casa de campo*, jusqu'à la *Désespérance*; **Jorge Edwards**, l'auteur de *Personne* (Plon, 1976), sur la déception cubaine; **Antonio Skarmeta**, dont quatre titres ont été traduits par **Laure** depuis *Beaux enfants vous perdrez la plus belle rose* (Gallimard, 1979); **Mauricio Wacquez**, l'auteur de *Face à* la Renaissance, 1986) et le traducteur en espagnol de **Leiris**, **Cocteau**.

« L'exil n'est plus le lieu /
Et le lieu n'est plus le lieu »
écrit Jean Fanchette. Né dans
l'île de la Réunion le 6 mai 1932, il
avait, en 1951, à Paris pour
d'abord, grâce à une
bourse, des études de médecine,
puis pour s'installer en tant que
neuro-psychiatre et psychanalyste. En
1959, Jean Fanchette fonde la
revue franco-anglo-américaine,
Two Cities, dans laquelle il
publia de nombreux poètes
français — d'Aragon et Loys
son — Jean Follain, de Richard
Wright à William Golding et Lawrence
Durrell. C'est Robert Ganzo

Sur le thème « Littérature chilienne et cinéma », un cycle de quatre films sera présenté du 8 au 14 avril, au cinéma Latina : *El lugar sin límites* (1977), de Arturo Ripstein, d'après le roman de Donoso; *Ardeniente paciencia* (1996), d'Antonio Szurmata (1993); *La luna en el espejo*, de Silvio Coderzi; *Amelia López O'Neil*, de Valeria Sarmiento (1990).

(1) paraître aux Éditions T... Cities, 11, cité de la Muette, 75016 Paris. J. Fanchette est également l'auteur d'un roman, du (Bouchet-Chan- 1975).

On Broadway, South

BEN

Act IMPRIMERIE NA
Éditions

JEAN-NOËL JEANNENEY,
AGRICOL PERDIGUIER
■ MAURICE AGULHON,
AMIN CONSTANT & RENÉ-

ANUEL LE ROY LADURIE.
LOUIS XIV
■ PIERRE GOUBERT,
ZOLA ■
JEAN-DENIS BREDIN...
TOUS ACTEURS
■ L'HISTOIRE.
TOUS RÉUNIS
DANS UNE COLLECTION
D'UN CARACTÈRE UNIQUE.

TIONALE

هكذا من الأضليل

LE MONDE DES LIVRES
ESSAIS

L'Europe au microscope

Dominique Pélassy propose une analyse spectrale des pouvoirs dans les Etats. Un travail de titan remarquablement maîtrisé

QUI GOUVERNE EN EUROPE ?
de Dominique Pélassy.
Fayard, 420 p., 160 F.

Une mine, 830 ouvrages sont proposés dans la bibliographie du livre de Dominique Pélassy. Et seuls apparaissent ceux qui traitent des Etats de l'Europe occidentale. Ne sont pas mentionnées les études publiées sur la Communauté européenne elle-même - ce n'était pas le sujet. Elles auraient pu facilement doubler les rayons de la bibliothèque proposée par notre auteur.

On touche là l'une des difficultés de l'entreprise considérable menée par Dominique Pélassy. Sous peine de mal étreindre, elle ne pouvait tout embrasser. Mais, en ramenant à deux pages ses commentaires sur le poids des institutions de Bruxelles dans la conduite de certains Etats, ne risquait-elle pas de fausser la vision ? Poser la question d'entrée de jeu permet d'évacuer le malaise et de profiter ensuite pleinement des réponses apportées à l'interrogation : *Qui gouverne en Europe ?* Europe, rappelons-le, qui n'est pas seulement celle du marché commun.

Notre auteur s'installe dans tous les lieux où s'exercent des pouvoirs - partis, Parlements, exécutifs, administrations, collectivités locales, syndicats, médias, - et compare la manière dont chaque nation utilise ces composantes. Travail de titan, que Dominique Pélassy maîtrise remarquablement. Une foule d'informations nous est proposée et le canal comparatif n'est jamais ennuyeux, parce que la langue est claire, l'effort de surprise bien ménagé et la recherche des convergences et des divergences - ce qui nous intéresse le plus - finement mise en valeur.

En règle générale, on se rend compte que les caractéristiques nationales n'empêchent pas le rapprochement de tendances lourdes. Ainsi, l'on constate que la dimen-

sion droite-gauche, bérivée du conflit entre bourgeoisie et prolétariat, n'a pas été rayée de l'imaginaire collectif. La fin de l'idéologie ne s'est pas matérialisée. Cela dit, les gouvernements de coalition restant la norme en Europe et la bipolarisation est une tendance qui n'avance qu'en hésitant. De plus, le sentiment grandissant d'une équivalence entre les formations (si l'on excepte les extrêmes) conduit à l'augmentation du nombre des abstentionnistes.

Analysant de plus près les courants politiques, Dominique Pélassy note partout le relâchement de l'identification entre socialisme et classe ouvrière. En revanche, on distingue dans l'Europe du Nord un processus de radicalisation (désarmement, participation dans l'entreprise, etc.) et, au contraire, un glissement vers le réalisme gestionnaire dans l'Europe du Sud. Le polymorphisme de la droite est beaucoup plus accusé, mais elle pourrait être demain sur le continent moins écartelée qu'aujourd'hui. *« Les partis de l'ordre ont intégré par bribes l'idée de mouvement »,* même si *« l'abandon des casquettes a été mieux perçu que celui des hauts-de-forme »*.

La France et ses mandarins

Le déclin des Parlements est symptomatique des transformations profondes du jeu politique, comme la surpuissance des exécutifs qui apparaît comme son corollaire. Mais la liberté de manœuvre du pouvoir exécutif a été sérieusement réduite dans les Etats européens par plusieurs facteurs : l'existence de groupes d'intérêts, l'endettement, l'attachement de l'opinion à la sécurité sociale et les institutions communautaires pour nombre d'entre eux. Cela dit, le rôle de l'Etat s'est accru dans toute l'Europe occidentale. Mais, si la machine bureaucratique se déploie partout, c'est avec un style différent selon les pays. En Grande-Bretagne et dans le nord de l'Europe est assez bien respecté

l'axiome « à l'administration la compétence et la discrétion », au point que le monopole de la décision. C'est la France qui reste le royaume du mandarinat : l'élite des grands corps régit pratiquement sans concurrence. Quant à la politisation de l'administration, elle est plus forte en Belgique, en Italie et en Suisse que dans les autres pays européens.

Le pouvoir local varie considérablement suivant la structure des Etats, plus important évidemment dans les fédérations (Allemagne, Autriche, Suisse). De même, le pouvoir syndical s'apprécie différemment suivant les pays. En Allemagne, Italie, Grande-Bretagne et Scandinavie, le déclin des affiliations n'a pas pris les allures catastrophiques du cas français. Cela dit, il est très rare que les élites syndicales « trouvent la force d'accompagner le changement ». Les pays latins, en tout cas, souffrent plus des faiblesses que de la surpuissance de leurs syndicats.

Le « quatrième pouvoir », enfin, celui des médias et de l'opinion, n'agit pas non plus en France de façon homogène. Des sujets brûlants outre-Rhin, comme ceux de l'écologie, de la pollution ou du surarmement, sont faiblement exploités en France. Dictature des médias ? Elle ne s'est pas encore vérifiée. Partout les enquêtes ont montré, par exemple, leur faible influence sur les verdicts électoraux. Et même en France une certaine indifférence du public retire du poids aux campagnes d'investigation de la presse.

Quelle est la meilleure démocratie ? Impossible de répondre à cette question, écrit pertinemment Dominique Pélassy. Trop de critères seraient à examiner. Car *« la démocratie n'est pas seulement machine à produire des décisions, elle est aussi rite, manifestation, théâtre aux rôles multiples, miroir où le groupe cherche une représentation stylisée de lui-même qui l'assure et le rassure sur sa place dans l'Histoire »*.

Pierre Drouin

Le Golfe au scalpel

On peut être général et avoir honte de ce que la guerre est devenue. A preuve, l'étude de Claude Leborgne sur le conflit contre l'Irak



La fin de la « Grande Guerre » ?

UN DISCRET MASSACRE
de Claude Leborgne.
François Bourin, 234 p., 99 F.

Dans la bibliothèque de l'Ecole de guerre se trouve le livre d'un officier qui voulait prouver - en 1913 - que la guerre « n'est pas une industrie ». Son propos fait sourire le général Leborgne qui, avec son humour corrosif, nous convainc sans peine que celle du Golfe démontre exactement le contraire. L'écrasante « frappe chirurgicale » dont elle a été l'occasion a abouti au plus fort *« killing ratio »*, au plus fort rapport des pertes d'un camp à celles de l'autre qu'il ait sans doute connu l'histoire militaire. Mais le commandement allié a été sur ce chapitre d'une extrême discrétion, ne voulant pas ternir l'image d'une éblouissante victoire par des indications trop précises sur le prix de sang et de souffrances dont l'avait payé le peuple vaincu.

D'où ce titre, *Un discret massacre*, choisi par l'auteur pour présenter un premier bilan de cette guerre dont l'opinion, plus volage que jamais, a déjà oublié à quel point elle l'avait successivement inquiété puis exaltée. Claude Leborgne ne laisse aucune contradiction inexplorée, et se paie même le luxe d'en dresser la liste, au début de son ouvrage, sous la forme d'un « inventaire » qui n'aurait pas déplié à Prévert.

La France n'y est pas épargnée « qui se décide, après force hésitations et minauderies stratégiques, à affronter les armes qu'elle a fournies au trébuchement » et dont « le ministre de la défense, chargé de préparer la guerre, se démet quand il faut la mener ». Les autres ne sont pas mieux lotis, à commencer par Saddam Hussein : « Enfermé dans sa solitude par un mur de flatteries... il règne par la terreur » ; il a fait « de chaque foyer un enfer où les enfants, sévères, surveillent leurs parents ». C'est, de surcroît, un « stratège minable ». Moyennant quoi, il est toujours là. Les alliés le laissant faire, sauf tardivement et de manière limitée en ce qui concerne les Kurdes, il a pu utiliser les armes qui avaient survécu à l'opération « Tempête du désert » pour se débarrasser de ses ennemis intérieurs. La faute à qui ? D'abord à Bush, grand champion du « *Jivati, jivati* ».

Ce ne sont là que quelques exemples : son passé de baroudeur n'a pas enseigné à Claude Leborgne les subtilités du style diplomatique, si sa connaissance de l'Orient lui permet de saisir, dans leurs moindres recoins, celles du monde arabe et islamique. Sa force est d'avoir réussi, pour nous faire comprendre et mesurer la portée de l'événement du Golfe, à les incorporer dans une réflexion globale à la clarté cartésienne.

Cet homme qui a fait lui-même la guerre des guerriers, celle qui permet de mesurer la valeur de chacun sur le champ de bataille, cet homme-là ne cache pas qu'il a honte de ce que la guerre est devenue. Mais il reconnaît à celle du Golfe ce qu'il appelle une « valeur pédagogique », celle qu'ont invoquée Bush, Gorbatchev et Mitterrand : chacun sait maintenant que la guerre n'est plus un outil adapté à la solution des conflits, et le « nouvel ordre » annoncé par les Etats-Unis la met hors la loi. Est morte en tout cas la notion de « Grande Guerre », même si « se bousculent avortons grimaçants et petites filles perverses qui prétendent à la succession de la digne disparue : terrorisme, guerillas, guerres révolutionnaires, guerres civiles, foule tantôt piaillante, tantôt sournoise qu'il est moins facile d'appréhender ».

Sans aller aussi loin que le futurologue Francis Fukuyama qui persiste et signe dans son idée de l'imminente « fin de l'Histoire », le général Leborgne ne va-t-il pas tout de même, ici, un peu vite en besogne ? Chateaubriand ne prétendait-il pas déjà que Napoléon avait « fait la guerre trop grande pour qu'elle revienne de manière à intéresser l'espèce humaine » ?

André Fontaine

Après la tempête, le désert

L'IRAK DU SILENCE
de Marie de Varney.
Balland, coll. « Le Nadir », 192 p., 79 F.

HISTOIRE DE LA CRISE DU GOLFE
de Chapour Haghighat.
Ed. Complexe, 480 p., 120 F.

Le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Ahtisaari, écrivait dans son rapport après une mission en Irak, en mars 1991 : « Ce conflit a eu des effets quasi apocalyptiques sur l'infrastructure économique de ce qui était une société assez hautement urbanisée et mécanisée. La plupart des moyens de soutien à la vie moderne ont été détruits ou rendus précaires. L'Irak a été renvoyé, pour assez longtemps, à une ère préindustrielle ».

C'est ce constat qu'illustre Marie de Varney dans un petit livre rédigé comme un grand reportage. Elle a sillonné le pays quelques mois après la fin de la guerre et raconte ce qu'elle a vu

et entendu. Depuis, la situation n'a guère changé.

Les Kurdes au nord, de 20 % à 25 % de la population) et les chiites au sud (55 %) ont répondu à l'appel que leur avait lancé les Etats-Unis pendant la guerre : ils se sont soulevés contre Saddam Hussein. Mais les premiers n'ont bénéficié que d'une aide humanitaire et les seconds ont été abandonnés à leur sort, donc à une répression aggravée par la destruction des infrastructures économiques et sanitaires. Dès lors, des rapports complexes se sont établis entre un peuple fier et rebelle, mais affamé, et un dictateur qu'on ne peut - ou ne veut ? - déloger.


L'auteur donne la parole aux hommes, aux femmes, aux enfants. Elle montre comment les Irakiens sont plus émancipés que ne l'imaginent ceux qui ne les connaissent pas. Elle a découvert que les Irakiens sont aussi des poètes et elle cite les plus célèbres d'entre eux pour faire comprendre l'âme de ce peuple. Enfin, dans un dernier chapitre, « Qui sont les Barbares ? », elle pose une série de questions

impertinentes et en même temps fort pertinentes.

Conçu dans un esprit très différent, l'*Histoire de la crise du Golfe* se présente comme un dossier très structuré et fort documenté. Après avoir analysé les origines historiques, géopolitiques, économiques et sociales de la guerre, Chapour Haghighat examine les conséquences pour l'avenir de la région. Il note qu'elle a étiré les aspirations démocratiques des peuples mais qu'elle a également renforcé la structure antidémocratique des Etats. Il relève que les dictateurs peuvent faire un usage néfaste des armes et de la technologie mais que, parallèlement, « la démocratie est impossible sans un développement économique et un progrès scientifique ». La meilleure solution n'est pas de faire obstacle au transfert de technologie, mais d'instaurer un désarmement au moins à l'échelle régionale. Or, ce dernier n'est pas envisagé pour le moment. Triste constat.

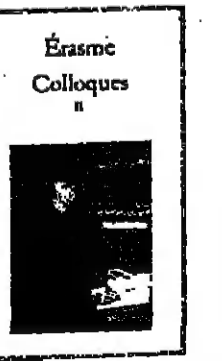
Paul Balta

ÉRASME
COLLOQUES
ILS SONT
VIVANTS
À L'IMPRIMERIE
NATIONALE



ÉRASME, CAVAYT, BLOK,
MICHEL-ANGE, DONNE,
OMAR KHAYYAM, ZHONG YONG...
LA SALAMANDRE FAIT RENAITRE
ET VIVRE LEURS TEXTES
PAR LA BEAUTÉ DE LA LETTRE,
LA CLARTÉ DE LA MISE EN PAGES,
LE RELIEF DE LA TYPOGRAPHIE,
LA SIMPLE VERTU D'UN STYLE.
POUR UN PLAISIR
D'UN CARACTÈRE UNIQUE.

ÉRASME
Colloques
a



LA SALAMANDRE

IMPRIMERIE NATIONALE
Éditions

SCIENCES HUMAINES

La psychanalyse dans tous ses états

Le transfert, les « règles du jeu », la paradoxalité, le plaisir de la pensée, la « question du sujet » : cinq approches pour une théorie de la cure

LE TRANSFERT DANS LA CLINIQUE PSYCHANALYTIQUE
de Gérard Bonnet.
PUF, 148 p., 198 F.

LE BON MARIAGE
de Jacques Nassif.
Aubier, 286 p., 135 F.

PARADOXES ET SITUATIONS LIMITES DE LA PSYCHANALYSE
de René Roussillon.
PUF, 258 p., 109 F.

LE PLAISIR DE PENSÉE
de Sophie de Mijolla-Mellor.
PUF, 413 p., 198 F.

DE L'AFFECT À LA PENSÉE
de John E. Jackson.
Mercure de France, 207 p., 120 F.

Les sciences dites cognitives s'intéressent au fonctionnement de la pensée, la psychanalyse ne s'occupe que de l'affectivité. En fait, la psychanalyse a développé une théorie des processus de pensée sur la base des phénomènes dont elle peut connaître : les processus observables dans le cadre de la cure psychanalytique.

Au centre de ces processus, le transfert. Gérard Bonnet rappelle que ce terme désigne les mouvements qui, dans l'espace de la cure analytique, et sous les conditions qu'elle crée, portent le patient à adresser à son analyste des désirs, des fantasmes, des angoisses, etc., dont le schéma préexiste à cette situation même. On retiendra cette bonne définition : « Il y a transfert quand quel-
qu'un en moi entre en communication avec quelqu'un en l'autre à propos de quelque chose qui ne pouvait se faire entendre jusque-là ».

Les phénomènes en cause ne peuvent être compris que si l'on prend en compte les mouvements de l'un et l'autre partenaire de l'échange. Cela admis, G. Bonnet discute de la fonction du symptôme et du souvenir, des homologues possibles entre transfert et suggestion, de la thèse de l'analyste-miroir, des objets du transfert, du rôle moteur de l'angoisse dans la cure, de l'émergence et de la mobilisation des fantasmes, de l'amour de transfert et des pièges de la séduction, etc. L'ouvrage vaut moins, peut-être, par ses propositions théoriques que par l'ampleur du tableau, la diversité des questions abordées, la richesse et la pertinence des illustrations cliniques.

On pouvait espérer de l'ambitieux ouvrage de Jacques Nassif qu'il précise les arrière-plans théoriques nécessaires. Il présente des considérations relatives aux règles de la technique psychanalytique (concernant le lien, le temps et l'argent) et au « cadre » de la cure, c'est-à-dire, selon une métaphore longuement filée par l'auteur, aux « règles du jeu ». La discussion fait une large place à l'idée lacanienne d'« instance de la lettre », reformulée dans une perspective propre à l'auteur. Il est assez surprenant, lorsqu'on connaît l'abondance des



reflexions et des publications suscitées depuis vingt ans par ces problèmes « techniques », de voir Jacques Nassif les passer sous silence, et déclarer son entreprise « jamais tentée ». Il est souvent difficile, sous des formulations assez cryptées et un certain abus de la métaphore, de percevoir quelles règles il préconise au simple niveau de la pratique analytique, d'autant que son propos ne s'étaye jamais des références cliniques qui auraient pu lui donner corps.

Une leçon d'exigence

La démarche de René Roussillon frappe, en revanche, par sa rigueur et sa cohérence. Ainsi que l'écrit son préfacier, Jean-Luc Donnet, elle « articule sans cesse théorie et pratique » ; sur le versant de la pratique, la réflexion s'alimente de la clinique des cas dits

« difficiles » ; sur celui de la théorie, elle joue — comme on joue d'un violon, pour en rendre toutes les nuances — de la notion de « paradoxe ». Cette notion, développée d'abord par les logiciens, a été reprise par toute l'école de Palo-Alto, qui en a fondé une théorie et une pratique psychothérapiques dites « systémiques ». René Roussillon analyse en psychanalyste ces propositions théoriques, pour mettre en évidence, dans le processus même de leur production, ce qui les rend elles-mêmes paradoxales.

Il examine ensuite, dans le même esprit, certains aspects de la théorie psychanalytique, telle qu'elle se présente aujourd'hui, en particulier chez Winnicott. Cela le conduit à mettre en lumière la dimension créatrice de la paradoxalité, mais aussi à souligner les troubles profonds de l'individuation et des processus de pensée observables lorsque ces paradoxes

fondamentaux, se fermant, deviennent pathogènes. Cette approche théorique le conduit à réévaluer des aspects essentiels du processus de la cure, notamment lorsque survient une « réaction thérapeutique négative » (résistance manifestée par une dégradation de la situation après une amélioration). Mais c'est essentiellement le jeu du transfert et du contre-transfert qui se trouve ainsi réinterrogé et réinterprété. Au-delà des « cas difficiles », c'est en définitive sur les limites mêmes de la théorie et de la pratique psychanalytiques que cet ouvrage conduit à s'interroger. Belle leçon d'exigence intellectuelle et de modestie, développée — paradoxe ? — avec une remarquable maîtrise.

Beaucoup d'intellectuels se plaignent des maux que leur coûte l'effort soutenu de la pensée. « Et si, en vérité, ça leur faisait plaisir », demande Sophie de Mijolla-Mellor. Et, d'abord, pourquoi pense-t-on ? Réciproque : pourquoi, parfois, ne pense-t-on pas ? Questions simples et fondamentales, au départ d'un parcours où l'on rencontre Musil, Spinoza, Léonard de Vinci, Sade et quelques autres. Quant aux fréquentes références à Freud, elles ne sont ici jamais hagiographiques ni arguments d'autorité : ce sont des points d'appui de la démarche. Sophie de Mijolla-Mellor part de l'hypothèse qu'en chacun existe un « paradis perdu des évidences immédiates », fantasme supposant un mode premier et bienheureux du fonctionnement de la pensée.

C'est lorsqu'on croit retrouver ce « paradis » qu'il y a plaisir de la pensée. Lorsqu'on contraire cette quête s'enraye, on assiste à toutes les figures de la non-pensée, depuis le blocage radical des autismes infantiles jusqu'aux inhi-

bitions intellectuelles du névrose et au vide de l'ennui chez l'homme « ordinaire ». Les sources de cette quête sont de l'ordre de l'agressivité, du narcissisme et du sexe : en témoignent les péripéties de la jouissance intellectuelle, les figures de l'ironie, l'enfermement des constructions obsessionnelles, etc. Non que le corps soit absent, au contraire : on lira avec intérêt les pages consacrées à l'« érotisme de tête » chez Sade. Si tout cela participe d'une vaste culture, c'est bien d'une réflexion psychanalytique qu'il s'agit. En témoignent notamment le chapitre sur lequel l'auteur a choisi de conclure : il concerne, en effet, le partage du plaisir de la pensée, dans le cadre de la séance, entre le psychanalyste et son patient.

L'œuvre d'André Green

Pour qui souhaite s'informer du développement des idées en ce domaine, le livre de John E. Jackson vient à point. Il s'attache à donner une vision panoramique de l'œuvre d'un grand psychanalyste contemporain, André Green (1). Il en restitue bien le parcours, en montrant comment Green, à partir d'une inspiration lacanienne d'abord prévalente, s'est détaché de positions illustrées par la célèbre formule « l'inconscient est structuré comme un langage », pour parvenir à une nouvelle conception de la représentation et des processus symboliques.

Cela va de pair avec la reprise en compte de l'affect, nécessaire pour comprendre le « discours vivant », celui qui s'entend dans la cure, mais aussi pour analyser le langage de la passion dans le théâtre tragique, incarné par les figures majeures du drame humain que sont Oreste, Edipe et Hamlet. En deçà des personnes et des personnages se pose la question du sujet. Le sujet ne peut se saisir que dans le cadre d'une pensée du couple sujet/objet, où apparaît la dialectique de la présence et de l'absence, fondement même du jeu des représentations et des processus symboliques. Jackson souligne à juste titre que ce n'est pas là l'œuvre d'un penseur en chambre mais bien celle d'un clinicien sensible à la souffrance humaine, et pour qui la pratique de la cure est l'origine et la pierre de touche de toute construction théorique.

Ce livre appelle, en de nombreux passages, une lecture attentive et suppose une certaine connaissance préalable des problèmes traités et du langage utilisé ; ce n'est donc pas, en dépit du titre, une « introduction », au sens d'une propédeutique ; mais c'est un excellent parcours guidé.

Roger Perros

(1) André Green vient de publier, sous le titre *La Délivrance*, un recueil d'articles sur la psychanalyse, l'anthropologie et la littérature (les Belles Lettres, 390 p., 180 francs).

Les vertus du nombre 2

Penser la différence des sexes plutôt que la subir : tel est l'enjeu de la « philosophie théorique » de Luce Irigaray

J'AI ME A TOI

de Luce Irigaray.
Grasset, 238 p., 110 F.

Depuis bientôt vingt ans, Luce Irigaray poursuit un travail singulier, difficilement classable. Psychanalyste et philosophe, elle n'est pleinement reconnue par aucune de ses deux familles. Il est, bien sûr, tentant de la rattacher au courant féministe, qui a fait, au début, une part de sa notoriété. Mais aujourd'hui, alors qu'un certain féminisme a pour le moins vieilli, ses livres continuent d'attirer de nombreux lecteurs — et pas seulement des lectrices. Luce Irigaray a-t-elle donc un secret pour survivre aux caprices de la mode ? Oui, sans doute : elle dit des choses justes, qu'elle sent profondément et qu'elle a l'art d'élaborer dans une langue qui évite à la fois la complaisance et la préciosité. Ce n'est pas si courant.

Si sa production antérieure s'ordonne, en gros, autour de deux axes — recherches spéculatives d'une part, interventions politiques de l'autre — son plus récent ouvrage relève de la première de ces deux veines. *J'aimé à toi* pour autant de l'évocation d'un souvenir militant : une rencontre publique, en 1989, avec le maire de Bologne, suivie d'un débat sur la nécessité de spécifier, à côté des droits de l'homme, l'existence des droits de la femme. Mais, très vite, Luce Irigaray transcende l'anecdote et, sans

avoir l'air de rien, nous ennuie dans un espace autre : celui de la métaphysique. Car ce qui l'intéresse aujourd'hui, c'est de construire une philosophie à l'indéfini de laquelle la différence des sexes ait enfin le statut d'un problème pour la pensée et non celui d'un fait génétique arbitraire.

Nous voici donc conviés à une promenade en forme de songe, qui nous permet de revisiter le *Banquet* de Platon et la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel. Comme ses illustres prédécesseurs, Luce Irigaray croit aux vertus de la dialectique et, bien sûr, au nombre deux. Il doit y avoir deux substances puisqu'il y a deux sexes. La nature humaine, en tout cas, est double. Tout sépare l'homme de la femme. Tout leur interdit de communiquer. Prendre en compte cette différence au lieu de se contenter de la subir : tel est l'enjeu de ce qu'on pourrait appeler la « philosophie théorique » de Luce Irigaray.

Il en découle une philosophie pratique plus facile à formuler qu'à appliquer : l'homme et la femme doivent réapprendre à se connaître, à se parler et à s'aimer. L'emploi de la forme intransitive — « j'aimé à toi » — n'est, bien sûr, qu'un artifice mais qui a pour fonction de souligner une nécessité : celle de désobjectiver la relation amoureuse. Au lieu de viser la possession de l'autre, cherchons d'abord à l'approcher. L'amour, si ce terme désigne quelque chose, ne peut survivre

que dans le respect mutuel, la tendresse attentive, la sympathie. Cette conception est évidemment très éloignée des modèles de rapports amoureux que nous offre la littérature occidentale. Elle n'est pas sans rappeler, en revanche, certains thèmes chers à l'hindouisme et au bouddhisme.

Christian Delacampagne

DENIS ROCHE

DENIS ROCHE
DANS LA MAISON
DU SPHINX
ESSAIS SUR LA MATIÈRE
LITTÉRAIRE

Peu d'auteurs autant que lui maintiennent aussi haut l'exigence littéraire.

Michel Braudoux / *Le Monde*

C'est intelligent, vrai, beau, informé, nouveau, amusant, pathétique.

Michel Buet / *L'Autre Journal*

Collection Littéraire du XX^e siècle dirigée par Maurice Clément.

Editions du Seuil

Peu d'auteurs autant que lui maintiennent aussi haut l'exigence littéraire.

Michel Braudoux / *Le Monde*

C'est intelligent, vrai, beau, informé, nouveau, amusant, pathétique.

Michel Buet / *L'Autre Journal*

Collection Littéraire du XX^e siècle dirigée par Maurice Clément.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

NUMÉRO DOUBLE

DOSSIER

LES VIES DE

NIETZSCHE

par Deleuze, Sollers, Rorty, Vattimo, De Gandillac, Negri...

RENCONTRE AVEC

Julien Gracq

GRAND

ENTRETIEN

Bernard Clavel

Chez votre marchand de journaux : 40 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 120 F.
Cadeaux sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Pléiade et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrivains intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS le parestrophie dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Baudelaire
- ☐ Italo Calvino
- ☐ Virginia Woolf
- ☐ Albert Camus
- ☐ Barcelone
- ☐ Marguerite Duras
- ☐ Nihilisme

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51

هكذا من الأسفل

LE MONDE DES LIVRES
Lettres asiatiques

Le révolté pessimiste

Un homme-esclave qui construit la Grande Muraille de Chine et rêve de fuite : une allégorie de Kaiko Takeshi à la manière de Kafka

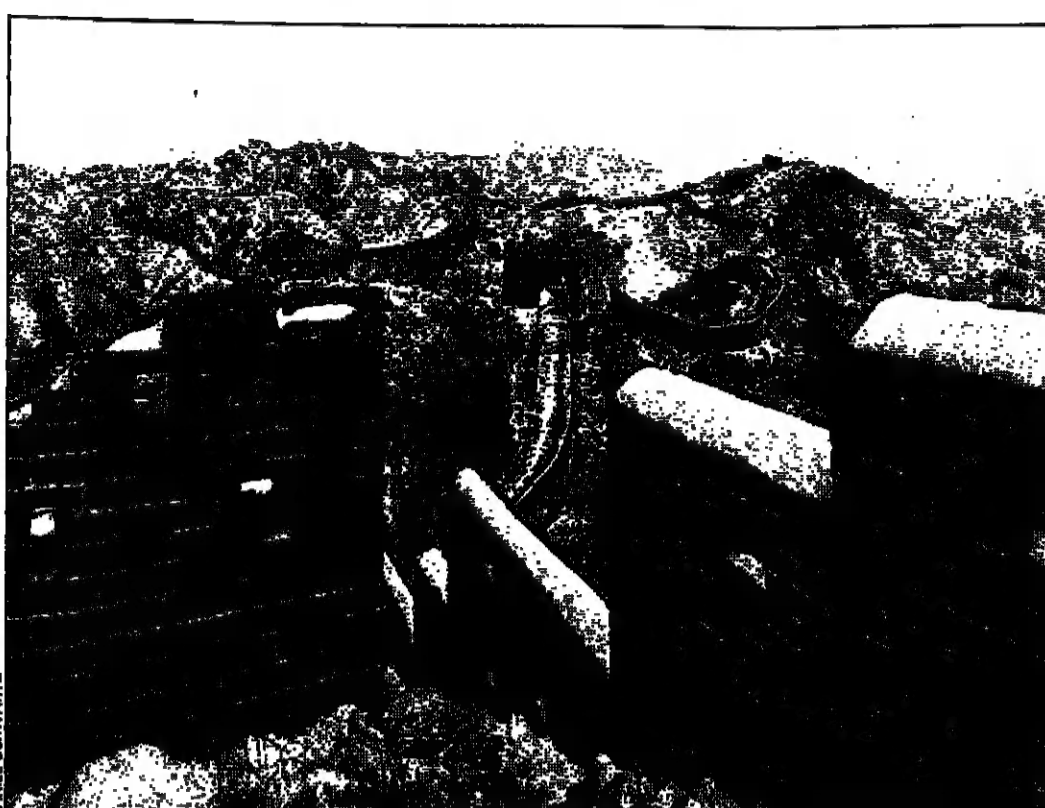
LA GRANDE MURAILLE DE CHINE
Récit d'un fugitif
de Kaiko Takeshi.
Traduit du japonais
par Jacques Laloz.
Ed. Philippe Picquier, 108 p., 75 F.

Il y a chez Kaiko Takeshi (1) une énergie vitale presque primitive, envers peut-être un sentiment de la vanité des choses, relevant moins, dans son cas, d'une interrogation existentielle que du désespoir, de la désillusion qui saisit un esprit lucide au fil du douloureux apprentissage de la vie. Un souffle qui se traduit par une avalanche de mots, une langue riche, sensuelle, qui s'attache à rendre les dimensions matérielles, physiologiques, de l'existence. Là peut-être, dans ces contacts physiques avec les chairs, la terre, Kaiko, l'infatigable arpenteur du monde, trouve la mesure de la vie.

Dans ce récit, dont le titre original, *Journal d'errance*, rend sans doute davantage la dimension allégorique, il raconte le destin d'un homme qui, comme des milliers de ses congénères paysans, fut arraché de sa terre pour élever l'un des plus extravagants monuments d'humanité humaine : la Grande Muraille de Chine.

Inspiré de Kafka – à qui d'ailleurs il est dédié – ce récit, où le destin de la multitude est asservi à la fureur mégalomane du pouvoir, a des résonances universelles transcendant les pesanteurs d'une époque. A la tyrannie d'un système bien établi, les esclaves ne peuvent opposer que leurs rêves communs avant de se « repaître du plus modeste des présents impériaux, le sommeil ».

Mais cet homme, élevant briques à briques l'horizon d'un pays saisi de la grande utopie de se fermer ainsi aux Barbares, trouve en lui la force de n'être pas entièrement dompté. Il a partagé, un instant,



L'horizon élevé brique par brique.

l'extinction mystique des bataillons endoctrinés, esclaves du temps et des choses, s'oubliant dans des danses folles avant de se « recroquer dans la grisaille fileuse de leur chair ».

Pourtant, comme son père qui savait couler des heures oisives et qui racontait à l'enfant la félicité du grand voyage outre-tombe la tête sur les épaules, le narrateur saura regarder, au-delà de la Muraille, de ce mur de briques et de glaive qui barre l'avenir, vers le désert et ses nomades tourbillonnants, incarnation d'une vitalité sombre et âpre mais capable de se déchaîner avec une farouche volonté de liberté. « Reposez-vous briques et parons vers le désert » seront ses derniers mots.

Ecrit à la même époque qu'un autre roman, *L'Opéra des gueux* (2), évoquant le cloaque haut en couleur des misères d'Osaka, la Grande Muraille exprime une semblable quête de la fuite aux marges de la société polie, là où palpite encore une vie non asservie, saisie à bras-le-corps.

Représentant de la « génération des ruines et du marché noir », formée de ces écrivains et cinéastes qui se sentent surgis du néant au lendemain de la défaite, Kaiko, né en 1930, sera profondément marqué par cette période de pénurie et d'interrogations sur le passé comme sur ce que le Japon était en train de devenir.

Ecrivain globe-trotter, il rapportera de ses périples en Chine, en URSS, dans le Paris de 1968 des reportages d'une grande perspicacité. La guerre du Vietnam, qu'il découvre au milieu des années 60, sera le second grand traumatisme de sa vie après la période des ruines : comme les plus lucides d'une génération nourrie de marxisme, le militant pacifiste Kaiko sera confronté à une réalité qui ne cadre pas avec le manichéisme des discours. Une expérience douloureuse (*Ténèbres* sera le titre d'une série vietnamienne interrompue par la mort de l'auteur en 1989), qui se traduira pour lui par une désillusion profonde à l'égard de tout système idéologique, accentuant un pessimisme néanmoins tempéré par l'irrésistible goût de vivre qui imprègne son œuvre.

Philippe Pons

(1) Suivant l'ordre japonais retenu par la traductrice, le patronyme précède ici le prénom.
(2) Traduction J. Laloz, Publications orientalistes de France, 1985, et Bourgois, coll. « 10/18 », 1992.

Le monde de Chikamatsu

LES TRAGÉDIES BOURGEOISES
tome II
de Chikamatsu.
Traduit du japonais
par René Sieffert.
Publications orientalistes
de France
(1, boulevard de l'Oise,
95030 Cergy Cedex),
290 p., 200 F.

Mœurs légères de filles de marchands qui ébranlent allégrement la couche de leurs noces avec leurs amants – aventures qui se termineront tragiquement, – grandes amours entre des courtisanes et leurs clients qui conduiront à un double suicide, décadence de la plus puissante maison de commerce d'Osaka aux mains d'un petit-fils aussi prodigue qu'assidu des quartiers de plaisirs : telles sont ces « histoires qui défrayent la chronique » (*sewa-monogatari*) dont le grand dramaturge Chikamatsu (1653-1725) fit la matière des quatre pièces présentées dans ce second tome des *Tragédies bourgeoises* (1).

Entrer dans le monde de Chikamatsu procure toujours un immense plaisir. Il écrit pour les deux formes les plus populaires du théâtre japonais (*kabuki* et *buraku*, théâtre de marion-

nettes), mais aussi pour un public de boutiquiers, d'artisans ou de servantes d'auberge dont il met en scène la vie quotidienne, donnant aux petits faits de leurs existences une dimension universelle.

On pénètre ainsi dans l'intimité d'une famille de tanancier de maison close, on perçoit les pesanteurs qui s'attachent à l'existence des catégories sociales discriminées (*eta*) – sujet généralement peu traité dans la littérature – ou les rapports de force qui prévalent entre les seigneurs et les grands marchands auprès desquels les premiers sont endettés.

C'est tout le monde fourmillant d'activités d'Osaka, alors capitale économique du pays, dont Chikamatsu brosse un tableau plein d'allant. L'amateur de théâtre (et l'œuvre de Chikamatsu relève du grand théâtre) comme celui qui cherche à saisir ce qui constitue le substrat du Japon moderne, cette prodigieuse culture des marchands de l'époque Edo (XVII^e-milieu du XIX^e siècle), trouvent une abondante pitance dans ces textes traduits dans un style allégre et vivant.

Ph. P.

(1) Il a été rendu compte du premier tome dans le Monde du 30 août 1991.

Le Japon de la seconde découverte

Deux livres pour dire un univers aujourd'hui disparu, ce Japon que l'Occident retrouva à la fin du dix-neuvième siècle

LE JAPON DU XIX^e SIÈCLE
la Redécouverte
de Christine Shimizu.
Ages Vilo, 192 p., 495 F.
QUAND LE JAPON S'OUVRIIT AU MONDE
de Kaiko Omoto
et Francis Macouin.
Gallimard, coll. « Découvertes ».

Mais comment avons-nous redécouvert le Japon ?

A partir de l'ère Tokugawa, le Japon se ferme à l'Occident pour près de deux siècles. L'Europe, qui avait connu ce pays par le Portugais Fernao M. Pinto, le missionnaire François Xavier et le navigateur William Adams, ne lui est plus reliée que par l'étroite enclave de Dejima, à Nagasaki, d'où les médecins de la factorerie hollandaise, Thunberg, Kamper et Siebold, l'informent sans régularité sur l'archipel. En l'année 1854, le diplomate canonnier Perry oblige le Japon à signer des traités qui mettent fin à son isolement volontaire. Les missions diplomatiques rapportent en Europe, sous la plume ou le pinceau de leurs membres, Wilhelm Heine et Laurence Oliphant, des récits idylliques de leur passage à Nagasaki et à Edo.

De village de pêche qu'il était, Yokohama se métamorphose en ville de commerce où se concentrent peu à peu les étrangers, malgré les attentats perpétrés par les samouraïs partisans du mouvement anti-occidental. Résidents et touristes continuent pourtant leurs

promenades dans les limites des traités et découvrent Edo, l'île de Beuten, les temples de Kamakura et son grand Bouddha, la plage d'Enoshima. Quelques voyageurs, dont le ministre anglais Alcock, empruntent le Tokaido et s'aventurent dans l'intérieur du pays à cheval, à palanquin et en chaises à porteurs, dans des conditions épuisantes et épiques.

A partir des années 1870, au lendemain de la restauration de Meiji, l'accès au Japon devient plus aisé et les touristes empruntent des circuits bien établis qui les mènent au mausolée de Nikko, immortalisé par le récit de Pierre Loti. Les plus audacieux, le juriste Georges Bousquet ou miss Isabella Bird, montent voir les Ainous barbus en Hokkaido. Nos voyageurs sont plus sensibles aux charmes de la Japonaise qu'aux progrès du Japon ou à sa culture, qui intéressent surtout les coopérants, pionniers des études japonaises, ou encore des humanistes comme Guimet. Mais la mode est au japonisme et aux japoniseries.

C'est ce retour du Japon dans la carte mentale de l'Occident que l'étude de Christine Shimizu s'attache à restituer dans un texte qui ne se veut pas relation historique, mais « invitation au voyage ». Le lecteur déplore de trouver un parcours sans doute typique mais très limité du Japon : des lieux courts,

comme Kyoto, Osaka, Nara ou la mer Intérieure, et des motifs pittoresques, tels le bain ou le théâtre, sont négligés. Le choix des récits de voyage oblitère de belles œuvres, la relation d'Ivan Gontcharov, le périple du baron de Hübnér, les lettres de Shikoku de Wenceslas de Moraes ou les essais de Lafcadio Hearn sur Izumo. Le discours d'escorte historique, très dense, déteint sur les passages cités, au détriment parfois de la poésie du voyage dont les illustrations nombreuses et riches, avec les clichés de Felice Beato, les dessins de Régamey et les peintures d'Abel Poirras ou de Theodore Wores, restituent pourtant les émotions jusqu'à susciter notre nostalgie de ce monde désormais disparu.

Le livret compact de Kaiko Omoto et Francis Macouin retracera l'ouverture du Japon à travers l'itinéraire nippon d'Emile Guimet et de Félix Régamey, qui devait mener à la fondation du fameux Musée Guimet. Il éclaire la vocation du philanthrope Guimet et certains aspects de sa quête religieuse. Des documents peu connus, comme la correspondance de Régamey avec sa famille, complètent bien cet exposé d'un grand moment de l'histoire des relations culturelles entre la France et le Japon.

Gérard Siary

JOLATTES

Eve de Castro
AYEZ PITIE DU CŒUR DES HOMMES

350 p.
110 F

VARIG VOYAGEURS AU BRÉSIL

Eve de Castro
AYEZ PITIE DU CŒUR DES HOMMES

Une véritable épopée des marginaux.
Jean Chalon
Le Figaro

Chef lieu
Lucien Marchal
Alain Mottet
Laurent Schilling
Edith Scob
du 31 mars au 26 avril

CREATION de Alain Gautré
Mise en scène de Jean-Claude Fall

avec Claire Aveline
Bernard Ballet
Françoise Barthe
Thierry Bost
Francis Farrio

TGP
42 43 17 17

Chef lieu
Lucien Marchal
Alain Mottet
Laurent Schilling
Edith Scob
du 31 mars au 26 avril

"Le grand perturbateur sort du purgatoire"
J-C Charlot, L'Yonne Républicaine.

Maurice CLAVEL

"Maurice Clavel, merveilleusement retrouvé"
A. Mazon-Strauberg, Le Quotidien de Paris.

"Un beau livre qui fait revivre le personnage dans toute son humanité"
H. Baudoux, La Cote.

"Après bientôt quinze ans de silence, le ressort de cette vie se voit mieux"
R. Poincaré, Le Monde.

Chez votre libraire, 372 pages, 130 F.

BAYARD ÉDITIONS

LES VERBES AUXILIAIRES

(A sziv segédigé)

de Peter Esterházy.

Traduit du hongrois

par Agnès Járfa.

Gallimard, sans pagination, 90 F.

UN livre bouleversant... Qui devrait faire découvrir le nom d'Esterházy (Peter) aux lecteurs français. Un Peter Esterházy qui, cette fois, ne ricane pas, et qui s'en veut. Un Peter Esterházy qui crie «maman» à celle qui ne l'appellera plus «mon petit bébé»... «A vrai dire, en travaillant à cette histoire, j'en avais parfois assez de tant de franchise et d'honnêteté et j'éprouvais le désir d'écrire bientôt quelque chose qui me permette de mentir aussi un petit peu et de me déguiser comme d'habitude», avoue-t-il en se cachant presque. Bien sûr, la mort de la mère pourrait passer pour un sujet archibanal, archi-usé, si l'auteur n'avait réussi là, avec ces *Verbes auxiliaires du cœur* (publiés en 1985), en quelques pages, écrites à chaud dirait-on, à exprimer la vraie douleur, la vraie tendresse. Sans sentimentalisme. A s'approcher le plus près possible de la mort. Non pas la Mort (avec un grand M), mais de la mort des corps de ceux qu'on aime. De la mort du corps dont on est sorti.

«Voilà près de deux semaines que ma mère est morte, je dois me mettre au travail avant que ce poignant besoin – l'écrire-sur-elle – si fort au moment de l'enterrement, ne révélerait ce silence hétéro que fut ma réaction à la nouvelle de sa mort.» On dirait qu'il écrit sous le coup de l'épouvante, l'épouvante devant son chagrin qu'il expose, même s'il sait que «l'homme de la gent masculine n'étale pas son chagrin devant le monde», même s'il est prêt à mordre, à se fâcher devant la compassion des autres. Peter Esterházy, le chef de file de la nouvelle prose hongroise, lui qui ne savait avancer que masqué sous des couches de persiflage et d'ironie, il n'a pas honte de craquer. De nous livrer, dans un désordre apparent, ce requiem. Un mince volume, cerné d'un cadre noir, sans pagination, dont la traduction suit rendre la saveur et la complexité du style et des sentiments.

DEUX livres de Peter Esterházy ont paru jusque-là en français depuis 1988 – *Indirect* aux Editions Souffles et *Trois anges me surveillent* chez Gallimard. Remarquables. Deux romans provocants par l'insolence, par la construction, le style à facettes, à paillettes, la manière de traiter la réalité des faits et de la recherche de la forme, dans une profusion de citations exactes ou déformées, de jeux de mots, de calembours sans doute intraduisibles, d'allusions à la vie intellectuelle hongroise et à son conditionnement marxiste. Né en 1930 à Budapest, petit-fils du comte Maurice Esterházy, dernier premier ministre de Hongrie de l'empire des Habsbourg, il était plutôt moins connu que son frère Martin, le footballeur, qui a souvent été sélectionné dans l'équipe nationale de son pays. Comme descendant d'une grande famille, il a connu, à l'âge d'un an, la rélegation «à la campagne» et les humiliations réservées aux aristocrates.

«J'ai eu la chance de connaître la vie rurale, nous disait-il il y a quatre ans à Lipica où il était venu recevoir le Prix des écrivains slovénes. Cela a bouleversé la vie de mes parents, mais pas la mienne.» La famille n'aura le droit de revenir à Budapest qu'après 1956.

C'est toute l'expérience d'une famille qui défle dans ce petit livre en forme de faire-part : de l'hôpital au cimetière, du cimetière à l'hôpital. Il y a les traditions et ce qui en reste, l'Histoire et ses répercussions dans une sorte de chant à la louange, non à la gloire de Dieu, mais de la famille qui vous a fait ce que vous êtes. C'est aussi toute la douleur indicible, le face-à-face avec la douleur de l'autre, qu'imagine le romancier, le fils orphelin qui va jusqu'à montrer cette mère aimée-détestée, orpheline de sa progéniture, qui l'embrasse sur son lit de mort. «Mon fils. Mon petit fils. Mon cher petit fils. Alors c'est maintenant, toi là-bas, moi ici, là-bas toi, moi. C'est toi qui es mort et c'est moi qui n'existe pas.»

Il évoque, à la première personne, la jeune fille, la jeune femme qu'il n'a pas connue, choisissant de se substituer à elle par la même démarche qu'Elizabeth Gille réinventant l'existence de sa mère dans le *Mirador*. Elle se retrouve dans le grand parc de l'enfance avec ses quatre thuyas magnifi-



Hommage au compositeur Zoltan Kodaly

ques, tels de sages vieillards, dont elle connaît tous les rameaux, le beau château, la chapelle où elle chante le *Notre Père*, la rencontre avec la reine Zita dans le jardin, le Danube; les fantasmes sexuels d'une jeune fille trop grosse traités sans psychanalyse («Affrond», dit-il); le poids de l'Histoire, de Gengis Khan à l'arrivée des soldats qui cherchaient des Allemands, tandis que la jeune femme se cachait dans l'armoire : «Ils étaient jeunes, enfants presque, et entrent avec grand fracas, ils hur-

lèrent et marchèrent de long en large, et on ne put établir s'ils étaient très en colère ou s'ils s'amaigrissaient en chahutant. Ton père parle russe, bien qu'il le nie; il leva à peine les yeux de son manuscrit pour dire que messieurs les officiers fussent les bienvenus et qu'ils pouvaient se considérer chez eux, bien que lui, personnellement, ne fût pas absolument à cela, mais en ce moment, qu'ils voulaient bien l'excuser, il n'avait pas le temps...» Affrontement étrange sur Dieu et le Diable. «Messieurs

vous êtes tout simplement des bêtes féroces, et soyez maudits jusqu'à la fin des temps.»

EST-CE un apaisement contre la douleur, contre la mort, de faire décrire par la morte l'enterrement du fils, au fils l'enterrement de la mère? Le fils meurt-il de la mort de sa mère? Cela se pourrait... «Tu es répugnant, mon fils, haïssable, étranger, puissant. Comment vivre sans toi? Pourquoi intervient-tu dans ma vie? Mes mots retombent sur moi, telles les mottes sur toi. Mes yeux, ma bouche, pleins (...) Sur ton tombeau, sur ton tombeau, je devrais être : pareille à toi. J'essaie de me redire que tu es mort, de peur de l'oublier un instant, tu-es-mort-tu-es-mort-tu-es-mort.»

Surtout, il y a l'hôpital. La mère déjà méconnaissable. Le corps qui lâche, le vermicelle qu'elle aspire, les odeurs, les besoins, la chair qui pendouille, les bruits intimes, un pubis aux poils restés entrecroisés qu'on l'ait voulu, le délabrement de la chair. «Je dois y aller. – Va, mon petit bébé. Je me lève, pataud. Je lui baise la main. «Je vais mourir», dit ma mère. «Allons, allons... J'ai peur, mon enfant.» Fin. «Un jour je réécrirai tout ceci de façon plus précise», note-t-il à la dernière page. Comme s'il annonçait la fin du deuil, le retour du romancier à la littérature. Ou à la «mauvaise humeur» à laquelle il laisse libre

cours dans un article récent de *Lettre internationale* (n° 31) : «Nous sommes des vieillards ruminant un passé que nous ne pouvons ni avaler ni recracher. Blevés, ulcérés, nous allons répétant sur un ton pleurnichard qu'on nous a volé notre vie. Je ne suis pas pessimiste, me dit un ami, ça ira mieux un jour, le tout est d'attendre l'extinction de notre génération. Ce qui n'est pas complètement faux. Tout a changé en 1939, mais pas les mœurs et les mœurs!»

L'an dernier, il a donc décidé de se retrouver dans l'Europe, de suivre le Danube, de redescendre le fleuve, dans un livre intitulé *Le Regard de la comtesse Hahn-Hahn*, une comtesse allemande bourgeoise (à paraître chez Weidenfeld : *Down the Danube*).

P.S. – Dans la dernière livraison de *Lettre internationale*, que nous venons de recevoir, Peter Esterházy, dans un texte intitulé «La peur, notre héritage», revient encore une fois pour s'interroger sur la condition de l'Européen aujourd'hui alors qu'on se massacre au beau milieu de l'Europe et pour s'indigner de notre suffisance «comme si les massacres perpétrés ailleurs qu'au beau milieu de l'Europe étaient moins scandaleux!». Il exprime sa peur devant un présent incommensurable : «L'Etat italien avait une dette, écrit-il. Nos sentiments, nos amours, nos enfants, notre souper, nos péchés, mon père, mes souvenirs, tout. Aussi notre peur n'était commune. A présent, nous faisons l'apprentissage d'une peur mercurielle (à défaut du partage des terres, nous assistons au partage de la peur). Un pessimisme qui semble, en effet, le mieux partagé.

Au sommaire du même numéro intitulé «Lire ou ne pas lire», qui marque la huitième année d'existence de cette revue pas comme les autres, citons encore d'autres articles qui poursuivent, sans illusions, cet échange d'idées indispensable et ambigu entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, ainsi que sur le risque d'une «société alphabète» avec notamment Vilem Flusser, Adam Michnik et Blaga Dimitrova sur le langage post-géolitaire. Claudio Magris, Peter Nádas, Nancy Huston, Gustaw Herling, ainsi que le *Discours de Stockholm* de Nadine Gordimer.

* *Lettre internationale*, numéro 32, printemps 1992, 100 p., 60 F.

□ Prix Laure-Battillon. – Le Tchèque Joseph Hirsak, auteur de *Bohème bohème*, paru chez Albin Michel, et sa traductrice Erika Abrams sont les lauréats du prix Laure-Battillon 1992, qui a été remis pendant le Salon du livre. Ce «prix de littérature traduite», qui se propose d'attirer l'attention sur un ouvrage de littérature étrangère contemporaine paru en français et récompense, également, l'auteur et le traducteur, porte désormais le nom d'une de ses fondatrices – traductrice de Borges, Cortázar, Onetti. Créé en 1986 dans le cadre du Salon du livre de Nantes, il a distingué des ouvrages de Hugo Claus, Giorgio Manganelli, Juan José Sarr, Hartmut Lange, Bohumil Hrabal, Bo Carpelan.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Requiem pour les Esterházy



Hommage au compositeur Zoltan Kodaly

ques, tels de sages vieillards, dont elle connaît tous les rameaux, le beau château, la chapelle où elle chante le *Notre Père*, la rencontre avec la reine Zita dans le jardin, le Danube; les fantasmes sexuels d'une jeune fille trop grosse traités sans psychanalyse («Affrond», dit-il); le poids de l'Histoire, de Gengis Khan à l'arrivée des soldats qui cherchaient des Allemands, tandis que la jeune femme se cachait dans l'armoire : «Ils étaient jeunes, enfants presque, et entrent avec grand fracas, ils hur-

lèrent et marchèrent de long en large, et on ne put établir s'ils étaient très en colère ou s'ils s'amaigrissaient en chahutant. Ton père parle russe, bien qu'il le nie; il leva à peine les yeux de son manuscrit pour dire que messieurs les officiers fussent les bienvenus et qu'ils pouvaient se considérer chez eux, bien que lui, personnellement, ne fût pas absolument à cela, mais en ce moment, qu'ils voulaient bien l'excuser, il n'avait pas le temps...» Affrontement étrange sur Dieu et le Diable. «Messieurs

Ballade albanaise

Entre récit et roman, Besnik Mustafaj conte les «glorieuses» qui ont emporté un régime détesté

ENTRE CRIMES ET MIRAGES

L'ALBANIE

de Besnik Mustafaj.

Traduit de l'albanais

par Christiane Montecot

et Odette Marquet.

Actes Sud, 250 p., 138 F.

UN ETÉ SANS RETOUR

de Besnik Mustafaj.

Traduit de l'albanais

par Christiane Montecot

et Odette Marquet.

Actes Sud, 201 p., 118 F.

«Ici, à la différence de tous les autres pays de l'Est, il ne se créa aucune sorte de dissidence. Non que le peuple albanais acceptât de bon gré la dictature. Ni que les intellectuels fussent tous devenus les disciples les plus zélés d'Enver Hodja et de son régime. Mais parce que la blessure était plus féroce que partout ailleurs.» Comment cette blessure a pu – mal – se cicatriser, comment l'Albanie est passée des crimes du stalinisme aux mirages d'une

démocratie perçue essentiellement par le prisme rose des télévisions italiennes, voilà ce que décrit Besnik Mustafaj, un jeune écrivain albanais, dans cette chronique qui raconte les derniers soubresauts de l'Albanie communiste. «Un peuple qui subit constamment les affres de la faim, qui prie chaque jour pour ne pas tomber malade, car les hôpitaux n'ont même pas d'alcool, qui hésite à envoyer ses enfants à l'école, car les écoles ne sont pas chauffées et n'ont même pas de vitres pour arrêter le vent et la pluie, à bien du mal à se forger une mentalité nouvelle, la mentalité de la vie en démocratie», écrit Besnik Mustafaj.

Dans ce pays où l'«homme nouveau» apprenait, dès ses premiers mots, à chanter : «Petit enfant, j'ai deux mamans, la première, c'est le parti», et, où, adolescent, il devait s'interdire toute fantaisie vestimentaire, car «qui dit mode dit dégénérescence morale», comment survivre?

Cette question, est au centre de la première partie du livre de Besnik Mustafaj, qui raconte ce «calvaire absurde» d'un étudiant – son double? – chargé de faire visiter l'Albanie aux étrangers de passage. «A mesure que le temps passe, il prend goût au péché et commence à penser «autrement». Longtemps, il se contenta de penser.

Jusqu'à la première manifestation d'«hérésie ouverte». En 1983, lors d'un congrès officiel de jeunes écrivains, Besnik Mustafaj ose réclamer davantage de liberté d'expression. Le 8 décembre 1989, l'imprévisible arrive : les étudiants de Tirana se révoltent. Ce sont sans doute les plus belles pages du livre de Besnik Mustafaj que ce récit des quelques «glorieuses» qui vont emporter le régime. Le jour où tout bascule, à l'Institut supérieur des arts, quelques intellectuels parlèrent... de John Lennon. Grande victoire. «Nous étions heureux que les organisateurs aient pu obtenir

sans trop de peine l'autorisation de parler de John Lennon. Etait-ce le signe que le régime commençait à faiblir?», se demande Besnik Mustafaj. «Ouverture» trop tardive. Le régime, peu à peu, va disparaître.

Que reste-t-il, aujourd'hui, de cet enthousiasme, que reste-t-il pour un peuple que rien ne peut racrocher à une période heureuse? La légende, tout simplement. Et voilà qu'Ismaïl perçut sous Besnik, que Mustafaj se rapproche de Kadaré. Ce n'est sans doute pas un hasard si la dernière page d'*Un été sans retour*, le roman d'un des écrivains les plus prometteurs de la jeune littérature albanaise, se termine par «deux des versions les plus anciennes de la ballade albanaise de la parole donnée».

Ce peuple est heureux, il n'a pas d'avenir.

José-Alain Frolon

HECTOR BIANCIOTTI
Ce que la nuit raconte au jour

«Deux grandes littératures, l'anglaise et la française, comptent plusieurs écrivains d'origine étrangère dont l'apport est particulièrement riche : Conrad, Santayana, Nabokov, Ionesco, Cioran, Beckett... C'est à ce groupe qu'appartient l'Argentin Hector Bianciotti». Octavio Paz, *Le Monde*

«Notre littérature doit à Hector Bianciotti l'harmonie d'un certain hâle, un méticuleux et patient ravivage». Jérôme Garcia, *L'Événement du jeudi*

«Peu de livres ont le privilège d'être à la fois totalement intimes et sereinement universels». Michèle Gazier, *Télérama*

«Un autoportrait digne des grands moralistes romantiques». Claude-Michel Cluny, *L'Express*

«Cette grâce qui froie les larmes sans cesser d'être pudique, les souvenirs d'Hector Bianciotti en sont pétris». Françoise Giroud, *Le Journal du Dimanche*

«... La force du contenu porte la vague, soutient le rythme, et en lisant, on se met à penser comme Bianciotti écrit». Michèle Bernstein, *Libération*

«Hector Bianciotti au sommet de son art». Michel Crépeau, *La Croix*

«... Une liberté jubilante, un émerveillement toujours neuf, un goût baroque de l'ornement, une gravité mélancolique que n'effraye pas la dramatisation». Jean-Marie Planes, *Sud-Ouest*

«Un livre plein des secrets que l'auteur réservait à ses amis : comment Hector, via l'Argentine, le Piémont et Paris, est devenu Bianciotti». Jean-François Josselin, *Le Nouvel Observateur*

«Appuyé sur le monde, non pas comme une béquille, mais comme un tremplin, l'artiste ici prend son vol. Magique, fascinant». Jean-Jacques Brochier, *Magazine Littéraire*

«Ayant réussi la transmutation de sa passion littéraire en cet or de la langue française, Bianciotti use de sa nouvelle richesse avec une générosité de grand seigneur grammairien». François Nourissier, de l'Académie Goncourt, *Le Figaro Magazine*

Grasset